



*Organisateurs : Pascale Joannin (Fondation) et Xavier Raufer (MCC)*

Conférence  
« **L'Europe et les nouvelles  
menaces criminelles** »

**Pino ARLACCHI**, ex-secrétaire général adjoint des Nations-Unies chargé du crime organisé, directeur des relations internationales, Université de Bari, *Italie* • **Alain BAUER**, président de l'Observatoire national de la délinquance, *France* • **François FARCY**, criminologue, commissaire divisionnaire de la Police fédérale belge • **Jean-Dominique GIULIANI**, président de la Fondation Robert Schuman • **François HAUT**, directeur du MCC, *France* • **Laurence IFRAH**, chercheur au MCC • **Xavier RAUFER**, recherche et études, MCC • **Fernando REINARES**, professeur, directeur du programme terrorisme à l'Institut Royal Elcano, Madrid, *Espagne* • **Max TAYLOR**, directeur de recherche au *Centre for the Study of terrorism and political violence*, *University of Saint-Andrews*, Grande-Bretagne •

**Bruxelles, le 30 octobre 2007**

## Introduction

### Jean-Dominique GIULIANI

Bonjour. Je me présente. Je suis Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman qui, en partenariat avec le Département de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines de l'Université Paris II a organisé cette journée de conférence. Je vous remercie de votre présence pour cette journée de travail et de réflexion que nous avons voulu mener aujourd'hui sous la conduite de Xavier Raufer.

Pourquoi nous intéresser ainsi, à ce moment précis, à l'étude des nouvelles menaces criminelles que vous étudiez tous dans vos spécialités respectives ou qui représente l'essentiel de vos activités professionnelles ? Nous estimons que l'Union européenne ne peut plus continuer à procéder comme par le passé pour faire face aux menaces que nos Etats, et l'Union tout entière, doivent relever pour pouvoir montrer leur efficacité. Au cours des dernières décennies, la criminalité a changé. Vous le savez mieux que moi. L'ouverture des frontières sur notre continent a modifié aussi un certain nombre de données. Le mécanisme d'intégration européenne et ses conséquences économiques ont contribué à les transformer ou à profiter de ces transformations pour leur développement. Ce sont autant de choses que vous connaissez et dont vous parlerez dans la journée, et qui méritaient, pour nous, de marquer ici par notre réflexion, un engagement que nous voulons durable, à l'étude de ces mécanismes. Nous souhaitons les replacer dans le cadre de l'activité ou des activités de l'Union européenne et des Etats membres que vous représentez.

Je dois présenter les excuses du Commissaire Frattini qui a manifesté le plus grand intérêt pour notre réunion d'aujourd'hui, mais étant en déplacement à l'étranger, il ne pourra donc pas nous rejoindre. Toutefois, plusieurs de ses collaborateurs participeront à nos travaux.

Dans le domaine qui nous concerne, et que vous allez évoquer aujourd'hui, ce serait maladroit et injuste de dire que l'Union européenne n'a pas contribué à développer la coopération entre les Etats membres ou les services, ou même n'a pas pris la mesure de l'ampleur des menaces criminelles et de leurs nouvelles formes. Je rappellerai que sous présidence allemande, au cours de cette année, un certain nombre d'avancées non négligeables a été opéré. Je les attribue partiellement au savoir-faire du ministre allemand de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble. C'est un homme à la fois engagé sur le plan européen, particulièrement déterminé dans l'exercice de ses tâches. Je rappelle pour ceux qui n'auraient pas toute l'image et l'ampleur de ce qui a été fait sous présidence allemande :

- la solution apportée à l'échange des données des passagers aériens, ou la transposition en droit positif de l'accord de Prüm sur l'accès mutuel aux fichiers automatisés ou dactylographiques ;
- l'entrée en vigueur des protocoles Europol ;
- la montée en puissance de Frontex qui reste bien sûr nettement insuffisante, mais qui désormais se traduit non seulement dans une organisation qui ressemble davantage à une véritable agence européenne, mais aussi par des patrouilles maritimes côtières que nous voyons se développer en Méditerranée pour lutter contre l'immigration.

Ce sont autant d'avancées qui viennent de se traduire, sous présidence portugaise aujourd'hui, par la mise sur pied du Centre d'opération et d'analyses de lutte contre les trafics de drogue au Maroc, qui se traduit dans un effort spécial de mise en œuvre du SIS *one for all* que vous connaissez, et l'entrée en vigueur du système d'information Schengen 2. Ce sont autant d'indications qui montrent que l'Union européenne est conduite de plus en plus à prendre en compte ce qui est l'objet de votre travail quotidien, voire de vos réflexions et de vos études.

Le nouveau traité réformateur que nous espérons voir ratifié avant la fin 2008, devrait permettre de nouvelles avancées par de meilleures méthodes de prises de décision, notamment la majorité dans le secteur de justice, affaires intérieures, malgré des exceptions britanniques et irlandaises que je regrette, mais qui s'expliquent par la tradition, voire le tempérament de nos amis britanniques. Néanmoins, je lisais hier dans la presse que les Irlandais n'étaient pas très satisfaits de voir que désormais ils devront, à cause de l'entrée en vigueur du passeport électronique au Royaume-Uni, présenter un passeport pour entrer au Royaume-Uni, la première fois depuis 1922. Nous voyons bien que plus les frontières sont abolies au sein du grand marché intérieur européen, plus les frontières et les limites administratives, voire électroniques, sont au goût du jour. Parfois, il y a un certain nombre de ratés. Pourquoi ? Si l'Union européenne adresse un message d'ouverture d'abolition de frontières, elle ne peut faire abstraction des nouvelles menaces criminelles, parce que ni les Etats membres, ni même l'Union européenne ne sauraient s'en affranchir, mais aussi tout simplement parce que les populations attendent que nous y apportions des réponses concrètes. Je crois que c'est un peu la problématique politique de l'Union européenne à l'égard de la thématique choisie aujourd'hui pour notre réflexion. Nous voulons préserver cet esprit d'ouverture. Pour cela, il faut se doter des outils d'alerte et d'intervention nécessaires pour faire face à ces nouvelles menaces. Pour cela, il faut toujours accroître la coopération entre les Etats membres, entre les services, mais aussi ne pas hésiter, si elle s'en montre capable, à confier à l'Union européenne, au niveau européen, un certain nombre de tâches que nous accomplirons beaucoup mieux ensemble que tout seul.

L'Union européenne s'est lancée dans une vraie coopération de ses polices et de ses services. Je ne suis pas un expert comme vous, mais lorsque je constate, dans un Etat membre que je connais bien comme la France, combien nous avons pris l'habitude de travailler hors frontières, et combien vous travaillez déjà ensemble dans la plupart des cas, je considère que nous avons fait une avancée déjà très importante qui semble pour l'avenir un élément positif.

Pour ce qui nous concerne, avec Xavier Raufer, nous estimons que cela doit conduire au niveau européen, et pas seulement niveau des états membres, à mutualiser davantage vos capacités d'analyse, vos capacités d'alerte. C'est la raison pour laquelle je suis très heureux de pouvoir assister à cette journée, et d'apprendre beaucoup de choses. Je félicite Xavier Raufer d'avoir su organiser cette réunion. Je lui passe tout de suite la parole.

## **Xavier RAUFER**

Merci Monsieur le Président. En quelques mots, je vais vous indiquer la façon dont se déroulera la journée. Préalablement, puisque nous en sommes au moment de l'admiration mutuelle, je remercie Jean-Dominique et Pascale Joannin pour la co-organisation de cette réunion. Dans sa dimension institution européenne, Bruxelles n'est pas la ville la plus simple du monde. Il faut donc s'y retrouver un peu dans les arcanes. Nous savons qui, sur cette planète, enfin nous pensons savoir, sont les méchants, mais les arcanes de Bruxelles, la dimension européenne des choses nous échappait un peu. De fait, notre précieuse boussole collective a été en la matière la fondation Robert Schuman : merci à elle. Ce que nous avons entrepris aujourd'hui n'est pas un coup unique après lequel tout le monde dirait dormir. C'est le début d'une entreprise visant à faire en sorte, au niveau européen, de ne pas parler comme on le fait beaucoup uniquement de prévention, mais d'en faire. Notre démarche est purement préventive. Nous savons, nous criminologues, que comme le dit un célèbre proverbe américain, quand cela ressemble à un canard, que cela marche comme un canard, et que cela fait coïn-coïn comme un canard, c'est un canard. Par conséquent, si les criminels et les terroristes dissimulent ce qu'ils font, ils ne font pas moins extrêmement souvent la même chose. Il y a donc des marges de progression extrêmes en matière de prévention, de détection, de descèlement, de découverte précoce des activités criminelles, et de partage de ces informations. Ce que nous découvrons par des voies ouvertes, ce que nous découvrons entre le réseau d'experts, de professeurs, d'intellectuels et de tout ce que vous voulez, au niveau européen, entre Max Taylor et Pino Arlacchi présents ici, et Fernando Reinares à Madrid et d'autres dans d'autres pays, nous sommes chacun en contact avec énormément de monde (des magistrats, des policiers, des officiers d'enseignement, des diplomates, des étudiants qui viennent des pays en cause). Nous brassons énormément

d'informations. Généralement, nous les gardons pour nous, ou alors nous les partageons de manière un peu platonique, ce qui ne fait pas franchement avancer les choses.

Entre la fondation Robert Schuman et nous, il est question d'association en vue de doter les autorités, les instances supérieures de la Commission européenne d'un outil de détection. Cet outil nous permettra de repérer des signaux faibles, de voir des ruptures d'ambiance, et de les transmettre, en sachant ainsi que par ces détections précoces, nous aurons la capacité d'avoir une orchestration au niveau européen, à la fois de l'observation par les services spécialisés des dites menaces, et de la répression des activités criminelles et terroristes organisées. Voilà donc le projet. C'est la première étape. Symboliquement, nous l'avons fait ici parce que nous sommes en face de la Commission, et parce que le message envoyé aujourd'hui s'adresse aux habitants de ce grand bâtiment.

Dans un fort bel alexandrin un peu oublié, Voltaire disait : « *Le secret d'ennuyer est de vouloir tout dire.* » Nous n'allons pas tout vous dire aujourd'hui. Nous allons aborder un certain nombre d'éléments qui semblent de nature à nourrir le dossier, c'est-à-dire l'Europe face à des menaces criminelles nouvelles. Qu'entendons-nous par nouvelles ? Bien entendu, rien n'est jamais totalement nouveau. Dans l'histoire du monde, vous avez toujours des grincheux pour dire que le trafic des êtres humains existe depuis très longtemps, etc. Certes, mais par nouveau, nous entendons : ayant acquis un degré de développement beaucoup plus vaste, ou alors brutalement réapparu ou apparu. Nous ne pouvons pas dire que je fasse énormément de situation de Karl Marx, et je vais donc pour permettre une. Elle est quand même très belle. Parlant de la révolution, Karl Marx dit : « Jusqu'à 99°C, quand on chauffe de l'eau, c'est de l'eau ; à partir du centième degré, cela devient de la vapeur. Il n'y a pas de changement de degré. Il y a à ce moment-là un changement de nature. Un changement de nature, c'est la révolution. Une émeute, une insurrection, ce sont des changements de degré. Une révolution est un changement de nature. » En matière de menaces, nous assistons à des changements de nature. En matière de menaces terroristes, pour vous donner un seul fait, voilà 20 ans, la fraction armée rouge, c'était de jeunes Allemands en guerre contre l'Etat allemand, kidnappant ou tuant des officiels allemands, écrivant leurs communiqués de revendications en allemand, tout cela en Allemagne (parfois de l'Est, mais quand même en Allemagne). Aujourd'hui, ceux qui gravitent autour de Ben Laden sont des individus de plus de 80 nationalités différentes, interceptés dans plus de 80 pays du monde. De l'argent appartenant à ces entités et à ces individus a été bloqué, intercepté, confisqué dans 140 pays du monde. Entre la fraction armée rouge, action directe et tout ce qui gravite autour d'Oussama Ben Laden, il y a, non pas un changement de degré, mais un véritable changement de nature.

A l'heure actuelle, le changement de nature, dans le domaine de la détection, n'est pas encore pris suffisamment au sérieux par les instances européennes. Nous sommes là pour ça. Nous avons des propositions à faire. La journée d'aujourd'hui vise à montrer un certain nombre de choses concrètes.

Récemment, il y a eu des attaques informatiques extrêmement virulentes, extrêmement lourdes d'un pays sur d'autres pays, notamment en Estonie. Laurence Lfrah va commencer par vous en parler au début de la matinée.

Ensuite, Pino Arlacchi vous parlera de ce que représente la menace du crime organisé pour l'Union européenne, à partir de la grande expérience internationale qui est la sienne.

Comme ici nous sommes des gens très sophistiqués, et que les traductions simultanées coûtent atrocement cher et ne sont pas fidèles, nous nous sommes dit que les Français parleraient en français. Ceux qui ne sont pas francophones parleront dans leur langue maternelle (Pino parlera en anglais puisqu'il le parle aussi bien que l'italien). Les interventions seront donc alternativement en français et en anglais. Ensuite, nous avons prévu un café et des discussions. Nous n'avons pas prévu trop d'orateurs. Nous avons délibérément décidé de laisser des temps de respiration. Il ne faudra pas faire les timides. Il faudra poser des questions, dire quand vous n'êtes pas d'accord ce. Nous souhaitons et espérons obtenir un dialogue avec la salle. Ce n'est pas un cours magistral, mais un dialogue. Il faudra donc poser des questions et réagir à ce qui sera dit.

En troisième partie de matinée, interviendra François Farcy, commissaire divisionnaire de la police fédérale belge. Il a une grande expérience sur le combat contre les groupes de la criminalité organisée albanaise, présents en Belgique, mais aussi alentour. Il nous montrera la dimension européenne. Si nous restons dans une tour d'ivoire, en matière de lutte contre des gens à qui nous piquons de l'argent dans 140 pays du monde et qui sont répandus dans tous les pays d'Europe, nous ne nous en sortirons pas.

En fin de matinée, je reviendrais, sous casquette de conférencier et non d'organisateur, pour vous parler de quelque chose de grave : la société dans laquelle nous vivons a perdu à peu près tout sens critique sur elle-même. Bien souvent, un grand nombre des malheurs qui nous arrivent dans le domaine criminel aux terroristes, nous les infligeons à nous-mêmes. Il y a bien des exemples. A l'heure actuelle, j'ai très peur de choses qui se préparent dans le domaine de la libéralisation des jeux d'argent. Il semble que nous sommes en train, violemment, de précipiter le renard dans le poulailler. Je montrerai comment les fragiles barrières purement juridiques et formelles que nous allons ériger face à cela sont dérisoires lorsque nous avons affaire à des gens qui, sous une autre de leur casquette, arrivent année après année, à importer 35 ou 40 tonnes de cocaïne pure sur le sol de la seule Grande-Bretagne, 300 tonnes au niveau de l'Europe. Si nous pensons les mettre à l'écart, simplement en leur infligeant des amendes, je crois que nous sommes naïfs.

La séance de cet après-midi, sera présidée par mon collègue et complice Alain Bauer. Il tiendra des propos politiques sur la dimension des affaires criminelles. Maximum Taylor, du Centre pour l'étude du terrorisme et de la violence politique (CSTPV) de l'université de Saint-Andrews en Ecosse, (principal centre britannique de ces phénomènes, le plus ancien, le plus renommé, celui dont proviennent beaucoup d'analystes officiels britanniques) nous parlera des hybrides, c'est-à-dire de ce qui se mélange un peu à l'heure actuelle entre le crime organisé et le terrorisme, tout ce qui n'est pas gentiment rangé dans une petite case bien simple, bien facile, mais tout ce qui a débordé l'un sur l'autre, et tout ce qui pose à l'heure actuelle des problèmes graves, dont il est vrai que dans la société où nous vivons, ce qui est peu ou pas visible est le plus dangereux.

Nous ne sommes pas sûrs que Fernando Reinares soit là cet après-midi. Hier, sa mère était au plus mal, et nous ne savons pas s'il aura la capacité de venir. S'il est là, il donnera une expérience espagnole en la matière. Sur les affaires de terrorisme, en dehors de son statut de professeur, il a été le conseiller de l'actuel président du gouvernement espagnol, Zapatero.

Puis, François Haut parlera d'une menace que nous voyons mal, parce que souvent elle passe sous le radar. De plus en plus d'activités criminelles sont prises en main par des bandes juvéniles. Nous le voyons en Europe. Nul ne s'en inquiète. Il y a toujours de bonnes âmes pour dire que ce sont des petits jeunes qui jettent leurs gourmes, et qu'on ne va pas les réprimer. A force de ne réprimer personne, sur le continent américain, nous avons maintenant littéralement affaire à des armées criminelles : à Los Angeles, un seul gang compte une vingtaine de milliers de membres, répartis sur 35 Etats des Etats-Unis. Vous savez que nous, criminologue, avons un proverbe qui dit : « *Les criminels ne s'arrêtent que quand l'on les arrête* ». On ne les a pas arrêtés, et le résultat est qu'ils se sont répandus partout. Il semble que là aussi, au niveau européen, il y ait un défaut de perception sur les éléments intermédiaires. Ce n'est pas la mafia en vraie grandeur. Ce n'est pas non plus la petite bande de quartier. Ce sont des bandes juvéniles, parfois assez nombreuses, sous-estimées, mal vues et parfois pas vues du tout.

Voilà donc le programme de la journée. Jean Dominique Giuliani préside la séance de ce matin, dont le premier orateur abordera les formes de cyberterrorisme et de cyberguerre. Nous avons vu comme cela a démarré en Europe. Le premier orateur est donc Laurence Ifrah. Je lui laisse la parole. Bonne matinée, et souhaitons le plus grand succès possible nos travaux.

## Cyberterrorisme, cyberguerres : une menace pour l'Europe

**Laurence IFRAH**

Mesdames, Messieurs, bonjour. Merci Monsieur Giuliani et Monsieur Raufier de votre introduction.

### ***Cyber conflits***

Je voudrais profiter du temps qu'il m'est donné pour vous expliquer un peu les événements majeurs qui se sont passés cette année : deux attaques massives ayant eu lieu d'une part contre l'Estonie, et d'autre part en provenance de la République populaire de Chine.

Dans les deux cas, deux points sont à noter qui m'ont paru assez importants. Les attaquants, les commanditaires n'ont pas pu être identifiés formellement, même si nous avons beaucoup de doutes et de suspicion. Je vais développer cela dans une partie un peu plus technique, mais je n'espère pas soporifique. Par ailleurs, les Etats victimes n'ont pas effectué de riposte : c'est-à-dire que les attaques ont été subies. Dans la mesure où nous n'avons pas plus identifié les attaques quand, nous n'avons pas pu réagir.

Je vais commencer par vous expliquer ce qu'il s'est passé en Estonie. En Estonie, le 27 avril 2007, à Tallinn, le gouvernement estonien a entrepris de déboulonner la statue qui avait été érigée à la gloire des soldats de l'Armée rouge pour la défaite des Nazis pendant la seconde guerre mondiale. Immédiatement, les nationalistes russes ont répliqué, avec deux formes d'attaque.

La première consistait à effectuer un défaçage de site. Un défaçage de sites présents de la façon suivante : la page d'accueil a été piratée, et remplacée par la signature du pirate. La première image montre un site estonien défacé par les Russes. Bien évidemment, les Estoniens ont répliqué : en dessous, vous avez un site russe défacé par les Estoniens.

La seconde forme d'attaque était plus virulente : elle a mis à mal les sites et les serveurs de l'Estonie. Il s'agit des attaques que nous appelons Ddos, c'est-à-dire déni de services distribués.

Dans ce schéma, vous avez l'image d'un pirate : le pirate va créer un programme qui va être envoyé à des ordinateurs pris de façon aléatoire sur Internet. Ces ordinateurs vont subir une infection, et vont alors infecter des centaines, voire des milliers d'ordinateurs. Dans le cas de l'Estonie, on est arrivé à plus d'un million d'ordinateurs infectés. Ces ordinateurs pour rester en sommeil jusqu'au jour où le pirate va décider de lancer une attaque vers une cible qu'il aura définie. Pour vous donner l'image de ce que cela peut représenter, imaginez un standard téléphonique configuré pour gérer à peu près 1 000 appels : imaginez ce que cela fait lorsqu'à la même seconde il reçoit 5 millions d'appels. Il n'a aucune chance de résister physiquement. C'est la machine qui casse. C'est ce qu'il s'est passé : on est allé jusqu'à 5 millions de clics sur certains sites. 128 attaques ont été dénombrées, 128 extrêmement virulentes. Ces attaques ont mis à mal l'ensemble des sites du gouvernement, des banques, notamment des deux plus grands établissements financiers ce qui a été extrêmement dommageable pour un pays dont 90 % des opérations bancaires se font en ligne. Durant deux jours, l'Estonie a dû couper son réseau du monde : en fait, seuls les Estoniens pouvaient se connecter, quand ils y arrivaient, sur les sites, mais il n'y avait plus d'accès possible pour les Estoniens se trouvant en dehors du pays.

Je vais vous expliquer comment fonctionnent les Botnets. Ce sont des objets extrêmement sophistiqués qui permettent de choisir la cible, de choisir la façon dont va se faire l'opération. C'est tellement sophistiqué, qu'aujourd'hui vous avez même des statistiques pour le retour d'attaques. Quand vous lancez une attaque, vous voulez savoir comment elle a été vécue par la cible. Vous allez donc recevoir un outil en ligne de statistiques permettant de vérifier l'ensemble des attaques lancées. J'ai mis ici deux schémas montrant ce que cela a donné concrètement. Ce qui est en

rouge représente la partie où les sites étaient inaccessibles. C'était entièrement coupé. Comme le pouvez le voir, la majorité des sites du gouvernement a été absolument bloquée. En fait, ces outils ont été mis à disposition sur Internet. Deux types d'actes criminels ont été répertoriés. D'une part, les nationalistes ont été outrés de l'attitude du gouvernement estonien vis-à-vis de leur statut. Ils ont trouvé toutes les informations pour réagir et défacer les sites sur des forums qui leur ont donné des outils, des instructions et des kits d'utilisateurs pour pouvoir mener à bien leurs attaques. D'autre part, les secondes attaques, vu leur importance, étaient réalisées par des gens beaucoup plus compétents, ayant de fortes connaissances en informatique, et très probablement des liens avec une organisation criminelle qui a mis à leur disposition des outils beaucoup plus sophistiqués, dont un notamment qui s'appelle Mpack et qui était vendu 700 dollars à l'époque. Cet outil a eu un tel succès qu'aujourd'hui il est vendu 1 000 dollars. Cela prouve quand même une augmentation notable de la demande. Jusqu'en mai 2007, nous avons pu situer à peu près le nombre de sites piratés et le nombre d'utilisateurs infectés par cet outil. Ce sont des outils très bien faits, avec les interfaces graphiques permettant de gérer parfaitement l'ensemble des attaques que vous souhaitez mener.

Maintenant, je vais vous parler de la République populaire de Chine. A peu près à la même période, même si nous l'avons appris beaucoup plus tard, le Pentagone a subi des attaques et une pénétration de son système d'information, notamment le réseau lié à Monsieur Robert Gates, secrétaire de la Défense aux Etats-Unis. Les officiels du Pentagone ont mis en cause l'APL. Simultanément, nous avons vu des attaques similaires aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Ces attaques étaient de forme différente que celle d'Estonie. C'était une attaque de réaction, c'est-à-dire qu'un événement a été pris par une offense. Dans le cas des attaques provenant de la Chine, c'était quelque chose de franchement étudié, analysé et préparé. Pourquoi ? Parce qu'il est beaucoup plus complexe de faire une attaque dans le but de récupérer une information que de faire une attaque pour détruire. La destruction, c'est un envoi vers le destinataire. Cependant, quand on veut prendre une information, il faut qu'il y ait un retour de cette information : techniquement, cela demande donc une préparation, une connaissance du terrain, une analyse des différents services qui ont été attaqués. Il est également important de savoir que cinq pays attaqués, ce sont cinq systèmes d'information différents. Nous pourrions donc être tentés d'imaginer qu'il y aurait quelques complicités en interne. Envisager sur cinq systèmes, cinq types de machines différents qui ont des configurations totalement différentes, avec au sein de ces structures des informaticiens ayant des compétences de haut niveau, mais différentes, est extrêmement compliqué. Cela veut donc dire que face à nous, nous avons eu quelque chose qui a été préparé, avec un lourd financement et des compétences extrêmement élevées. Si nous envisageons qu'il n'y a plus de complicité interne, nous pourrions penser qu'il s'agit de l'exportation d'une attaque « ZeroDay ». Qu'est-ce qu'une attaque « ZeroDay » ? C'est une attaque consistant à exploiter une vulnérabilité qu'on viendrait de découvrir. Par exemple, quand un nouveau virus sort, les systèmes ne sont pas armés pour lutter contre ce virus puisqu'il n'est pas connu. Les éditeurs antivirus n'ont donc pas pu fabriquer l'antidote pour protéger les machines. Les entreprises des éditeurs antivirus payent, selon les pays (je sais qu'aux Etats-Unis, ils les payent très cher), des informaticiens pour découvrir les failles sur les systèmes. Par exemple, Microsoft a un lobby qui fait un logiciel de PhotoShop pdf, et va financer des chercheurs qui vont étudier et découvrir les failles pour pouvoir immédiatement des protections pour empêcher des attaques. C'est pour la partie claire de la force. Si nous passons du côté obscur, imaginez la valeur d'une faille non détectée à ce jour, dans le monde entier. Cela veut dire qu'à l'instant T où elle est découverte, l'intégralité des ordinateurs du monde est vulnérable. Nous pourrions donc aussi imaginer que l'attaque ayant eu lieu en provenance de la Chine a été l'exploitation d'un « ZeroDay ».

Comment a-t-on la certitude que cela vient de Chine ? Nous avons cette certitude, tout simplement parce que nous avons un retour d'information. Dans le cas de l'Estonie, ce que je vous montrais dans le schéma avec les Botnets et tous les ordinateurs infectés, c'est que ces ordinateurs sont répandus dans le monde entier. Dans le cas de l'Estonie, nous avions une soixantaine de pays d'où provenaient les attaques (le Pérou, la Russie, les Etats-Unis...). Comment identifier l'ordinateur qui est au Pérou ? Ce n'est pas possible. Nous n'avons pas la capacité technique de vérifier cette information. Quand l'Estonie a décrété dès le départ que le

Kremlin était responsable de ces attaques, c'est une affirmation qu'on ne peut pas soutenir, sauf si on a main mise sur les serveurs du Kremlin. On reste donc là dans un flou artistique complet. En revanche, dans le cadre de la Chine c'est totalement différent, parce qu'il y a un retour d'information. Les attaques étaient destinées à aller chercher l'information sur des serveurs spécifiques, ciblés pour retourner à l'expéditeur. Là, nous avons donc une signature et un retour qui s'est trouvé dans les provinces de Pékin et de Lanzhou.

De fortes présomptions nous porteraient à croire que l'Armée Populaire de Libération de la Chine (APL) serait impliquée dans ces attaques, ce qui est fortement nié par le gouvernement chinois. Néanmoins, quelques éléments nous permettent d'avoir des doutes un peu plus sûrs, un peu plus développés. Tout d'abord, la guerre de l'information fait partie intégrale du programme de l'APL. Jusqu'à peu de temps, l'APL avait quand même des problèmes de produits, de matériels mal adaptés et inadéquats. L'avantage de la mondialisation et de l'ouverture du marché chinois envers les entreprises étrangères a fait que celles-ci, en voyant l'eldorado que représente la Chine (qui dépense un budget de 15 à 20 milliards par an sur des systèmes d'information et de communication), se sont précipitées en Chine. Comme chacun le sait, la Chine a des accords de partenariat avec les entreprises voulant s'implanter chez elle, qui implique un transfert de compétences et de savoir-faire. Bien évidemment, ces transferts de compétence permettent de mettre à jour l'intégralité de leurs systèmes.

Par ailleurs, la politique de l'Armée Populaire de Libération est de travailler sur la neutralisation des systèmes de communication, satellites et câbles, des serveurs des réseaux ennemis. On utilise une méthode que l'on appelle « Dianxue » qui est issue des arts martiaux : elle consiste à neutraliser l'ennemi en frappant un point stratégique. Pour ces raisons, nous étions curieux de l'origine de ces attaques qui, en elles-mêmes, n'auraient aucun intérêt en provenance uniquement de pirates plus standards.

Toujours est-il qu'APL ou pas APL, nous n'avons pas la capacité de mener des attaques aussi pointues si nous n'avons pas des pirates de haut niveau. Là, les pirates chinois sont conçus dans différentes armées. Je voudrais vous parler de la plus grande, la plus forte, qui regroupe une vingtaine de milliers de membres, et qui attaque depuis à peu près huit ans les serveurs américains et occidentaux. Dans les années 1999/2000, l'objectif était surtout d'attaquer et de défacier les sites américains et de publier ensuite sur Internet le fruit de leurs attaques. Cette organisation a été détruite par les Chinois. Elle a repris son activité récemment, en 2006. A partir de ce moment-là, nous avons pu nous apercevoir qu'ils étaient extrêmement actifs. Toutes ces organisations de pirates sont intimement liées avec les activités de l'APL.

Que faisons-nous par rapport à des attaques aussi virulentes ? Comment pouvons-nous réagir ? En fait, nous ne pouvons pas tellement réagir. Il n'y a qu'une solution : la solution mise en place par les Américains, à savoir qu'ils ont décidé de mettre en place une structure, Air Force Cyber Command, qui va être là pour surveiller et lancer des contre-offensives. C'est bien, et en même temps, c'est dangereux. Pourquoi est-ce dangereux ? Parce que le cadre de cette technique par rebond qui consiste à prétendre qu'une attaque vient d'un pays alors qu'elle vient d'un autre, le risque est de voir une contre-offensive sur un pays qui, en fait, ne sera pas responsable de l'attaque menée. Evidemment, dans le cadre de ce qu'il s'est passé en Chine, nous savons que toutes les informations sont retombées en Chine et nous savons sur quel serveur. De fait, nous pouvons mener une attaque de contre-offensive sur de tels serveurs. Toutefois, dans le cadre de l'Estonie, nous n'avons aucune idée de qui a réellement mené l'attaque, et n'avons aucun moyen de le savoir. Dans ce cas, lancer une contre-offensive sur des systèmes qui ne sont pas forcément à l'origine de ces attaques est extrêmement périlleux et risquerait de créer des conflits pouvant dégénérer de façon alarmante.

Pour conclure sur ces deux formes d'attaques, je dirais les choses suivantes. En 2007, pour la première fois, nous avons eu deux attaques massives. Ces deux attaques ont démontré, chacune à leur façon, la plus totale vulnérabilité des systèmes d'information les plus protégés du monde. Par ailleurs, je suis assez convaincue qu'à partir de maintenant, il n'y aura plus de conflits armés, de conflits entre deux pays ou plusieurs pays, sans qu'il n'y ait systématiquement un accompagnement d'attaques numériques. De plus, nous n'avons aucun moyen de contrôle, quel

qu'il soit, sur des activités individuelles, que ce soient des citoyens lambda ou des étudiants, des organisations non gouvernementales, qui vont pouvoir eux aussi participer à des conflits interétatiques sans que nous puissions les stopper.

### **Cyber crimes**

Maintenant, je vais vous parler brièvement d'un panel de criminalités sur Internet, notamment les fraudes financières.

#### *Fraude à la carte bancaire*

Le développement de la fraude à la carte bancaire est vraiment phénoménal. Surtout il est important de noter que tous ces éléments, tous ces systèmes sont faciles à obtenir, sont disponibles sur Internet. Les outils pour copier, faire du clonage de carte bancaire, sont en vente libre dans tous les magasins, et par Internet bien entendu.

Je vais vous parler des skimmers : ce sont de petits appareils, les mêmes que ceux qui sont sur les dispositifs servant à payer les achats. Ils peuvent se greffer par-dessus un système de paiement. Ils copient en quelques secondes l'intégralité de la bande magnétique. Lorsque vous tapez votre code pour effectuer votre paiement, votre code est enregistré. Ce sont de petits objets ayant une capacité d'une centaine de cartes. Nous sommes vraiment là dans le cadre de la cyber criminalité. Les organisations gérant ce système de clonage de carte sont extrêmement bien constituées. Par exemple, en France, le serveur d'un restaurant très chic à Paris était équipé de ces petits boîtiers. Les données étaient immédiatement transférées en Italie. Dans les deux heures qui suivaient, les cartes étaient clonées et réutilisées simultanément en Italie, en Espagne et en France. En un mois, on a atteint 100 000 euros pour un serveur de restaurant. Si vous n'avez pas envie de vous faire attraper à acheter un outil, vous pouvez avoir un mode d'emploi que vous trouverez sur Internet (cela fonctionne très bien). Si vous voulez passer à quelque chose de plus industriel, vous pouvez acheter un kit complet. Si vous voulez faire une production importante, une jolie machine vous imprime cela en couleur, avec la carte à puce (puce programmable). Les cartes sont également en vente libre. Sinon, le premier prix est de 200 euros, avec une rentabilité garantie.

Sans aller sur la carte bancaire, vous pouvez trouver sur Internet des sites qui vont fournir des générateurs de numéros de cartes valides. Vous choisissez la banque et quelques critères, et on vous donne une sélection de numéros de cartes qui vont fonctionner.

Toujours dans le système diffusion internationale de l'information récupérée concernant les cartes bancaires, nous avons les fameux distributeurs sur lesquels est greffé un petit appareil qui va enregistrer non seulement la bande magnétique, mais également le code puisqu'une petite caméra est fixée dans un distributeur de prospectus. Cela marche très bien. C'est devenu la spécialité des organisations roumaines qui travaillent en collaboration avec des organisations situées principalement en Italie et en Espagne.

#### *Fraud ring*

Je vais vous parler maintenant d'une organisation qui s'appelle Shadoku. C'est une organisation qui a marché pendant plusieurs années. Elle a bien fonctionné pendant quatre ans. C'est un exemple parfait de la reconstitution d'un système mafieux sur Internet, sans qu'aucun des acteurs n'ait jamais eu à se rencontrer. Un américain du nom de Montovani a créé un site Internet, un forum *undergrund*, sur lequel on échangeait des outils de piratage et aussi des numéros de cartes de crédit ou des numéros de comptes email. C'était une *business platform*, version pirate : 18 millions de comptes email ont été piratés, 2 millions de cartes de crédit ont été détournés. Une de leurs spécialités est la fausse identité. L'objectif était de récupérer de l'argent, sur les comptes, de faire des achats avec les cartes et de revendre des objets de grande valeur sur des sites comme EBay. Ensuite, un homme de paille était chargé de récupérer l'argent et de le transférer via Western Union. Finalement, le FBI a réussi à pénétrer cette organisation disséminée dans le monde entier (4 000 membres). Le jour où le FBI a lancé les arrestations, elles ont été

simultanées dans les pays suivants : Bulgarie, Canada, Pologne, Suède, Brésil, Royaume-Uni, Russie et Espagne. On a pu arrêter la majorité des dirigeants de cette organisation. On voit là que la coordination entre les différents services de police est importante.

### *Phishing*

Ensuite, dans le panel de criminalités, nous avons le *phishing*. C'est un email qui vous parvient et qui va vous indiquer de rentrer sur des coordonnées personnelles. Sur la gauche, on a une image d'un site de paiement, Paypal. A droite, vous avez une nouvelle version : le système d'activation de Windows. Vous devez valider votre système d'exploitation sur votre ordinateur. C'est tout à fait normal, c'est pour tous les ordinateurs. Ce qui est moins normal, c'est avoir à rentrer son numéro de carte de crédit, le numéro de Sécurité Sociale et la date de naissance, mais cela fonctionne. Bien sûr, nous trouvons à profusion des passeports, cartes d'identité, cartes de Sécurité Sociale, cartes d'étudiants, permis de conduire.

### *Pump and dump*

Une activité est plus récente et fonctionne bien : *le pump and dump*, c'est-à-dire prise de participation majoritaire d'une organisation criminelle dans une entreprise cotée en bourse. Ensuite, il y a une diffusion d'un email, via des serveurs de Spam, qui va inciter à prendre des parts dans l'entreprise présentée. L'avantage est qu'immédiatement, le cours va monter. Quand elle va avoir le prix qui lui convient, l'organisation criminelle va vendre d'un coup, ce qui garantit une chute brutale, une fermeture de l'entreprise, et bien entendu, la perte des investissements pour tous ceux qui auront rêvé de gagner quelque argent par ce système. Pour information, ce Spam que vous voyez à l'écran a été diffusé, en une seule journée, à 500 millions d'exemplaires. Sur un tel nombre d'exemplaires, vous avez la garantie d'un retour suffisant pour pouvoir réussir votre activité malveillante.

### *Contrefaçon des médicaments*

La contrefaçon est un autre problème, beaucoup plus dangereux. Je ne vais pas vous parler de la contrefaçon des marques : c'est un autre problème. Je vais vous parler de la contrefaçon des médicaments. Les médicaments sont un gros problème. Les organisations criminelles sont très, très bien organisées. Je vais précisément parler du Rimonabant : ce médicament a été créé par Sanofi Aventis. Il permettait de maigrir et d'arrêter de fumer sans être de mauvaise humeur et sans effet secondaire désagréable. Il était donc très attendu sur le marché. Le Rimonabant était vendu, à grande échelle, bien avant son autorisation de mise sur le marché, bien avant que Sanofi puisse produire son médicament. Il était essentiellement vendu par une production chinoise. Des places de marché virtuelles vous proposaient d'acheter des productions complètes d'usine. On vous proposait des circuits de distribution par des pharmacies en ligne (qui sont bien entendu en zone *offshore*, donc l'opacité fiscale est évidente). Ici, vous avez une page proposant une vente de Rimonabant.

En 2005, 170 médicaments ont été falsifiés. C'est énorme, parce qu'il s'agit des 170 médicaments les plus consommés dans le monde, bien évidemment. En Afrique, on atteint jusqu'à 70 % de faux médicaments, surtout les médicaments traitant le paludisme et le Sida. Si ces médicaments ne soignent pas, ils tuent, parce qu'en fait, la fabrication n'est absolument pas aux normes.

On a également plusieurs aspects :

- soit, un véritable produit de contrefaçon, ce qui est plutôt rare, avec un respect de la molécule, des dosages ;
- soit, on va avoir un médicament qui aura un mauvais dosage de la molécule : on risque d'avoir comme effet secondaire une accoutumance du corps à cette molécule. De fait, en cas de prise de vrai traitement, il n'agit plus ;
- soit, on va avoir une fabrication d'un médicament n'ayant aucun rapport avec le vrai : pas de respect, pas d'hygiène, et on peut donc en mourir facilement.

Les stupéfiants se vendent très bien sur Internet : beaucoup de cannabis, de la cocaïne, des champignons hallucinogènes, de l'ecstasy. Toutes les drogues se vendent facilement. Elles se vendent tellement bien que finalement, même les Chinois ont fait du *phishing*. Du *phishing* sur les sites de drogue, je n'avais encore jamais vu. On vous présente un faux site de drogue pour pouvoir récupérer vos coordonnées bancaires. Cela prouve que même si les consommateurs de drogue ne sont pas forcément des gens riches, ils trouvent toujours le moyen de s'acheter ce dont ils ont besoin. Cela reste donc une source d'approvisionnement intéressante pour les organisations criminelles.

### *Lockpicking*

On trouve aussi des outils de *lockpicking* - ils sont très à la mode depuis quelque temps - c'est-à-dire le crochetage de serrure. Cela fait partie maintenant des programmes qui sont instruits dans les cours de sécurité informatique. Pendant des mois, vous allez apprendre comment sécuriser votre système d'information, et vos ordinateurs derrière une porte avec une serrure simple qui va s'ouvrir en cinq secondes. Bien entendu, ces outils s'achètent sur Internet. Cela fonctionne tellement bien, que des forums proposent des appels d'offres de chefs d'entreprise peu scrupuleux ayant besoin de récupérer des informations chez les concurrents.

### **Informatique mobile**

Plus ça va, plus on devient petit dans nos outils. On a des objets extrêmement sophistiqués, avec beaucoup d'informations, une grosse capacité de stockage et une mobilité extrême. C'est très efficace. Malheureusement, dans tout ceci, 60 % des données sont sensibles. Ces systèmes mobiles sont extrêmement fragiles, parce qu'ils sont piratables. Au-delà du fait de les pirater, on peut tout simplement les voler. Cela fonctionne aussi très bien dans les prisons. Dans les prisons, on trouve beaucoup de circulation de téléphones portables. Ces détenus savent très bien comment se servir de ces nouvelles technologies pour communiquer et s'organiser depuis leur cellule.

J'ai fini mon tour de présentation. J'espère vous avoir un peu éclairés sur la criminalité informatique.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Merci beaucoup Laurence. Je vous propose peut-être d'ouvrir la discussion tout de suite, compte tenu de la multiplicité de la communication informatique.

### **Une intervenante, ministère de la Défense, France**

Merci beaucoup pour votre intervention. Un certain nombre de points pose des questions sur ce que vous avez évoqué comme suspicion ou des informations que vous auriez sur des choses très intéressantes, avec lesquelles on n'est pas forcément en accord, notamment sur l'implication des services de l'APL dans les attaques en provenance de Chine. Pouvez-vous développer ce sujet ? Nous en avons beaucoup entendu parler dans la presse. Evidemment, les services gouvernementaux travaillent sur ce sujet. Leurs conclusions ne sont pas forcément les mêmes, ou alors, ils n'ont pas de conclusion, une non conclusion n'impliquant pas forcément l'APL.

Vous avez soulevé un autre point que je trouve très intéressant. Si je devais ne retenir qu'une chose de votre intervention, ce serait celle-là : vous avez parlé de cyber terrorisme, sans employer ce terme. Je crois que c'est le fait qu'on ne peut plus envisager des conflits armés, sans envisager qu'ils soient accompagnés d'attaques numériques. Sans en avoir la certitude, vous avez dit avoir la certitude que ces conflits armés seront accompagnés d'attaques numériques. Je crois que ce ne sera pas forcément systématique, mais nous sommes tenus de le prendre en compte dans la protection future des systèmes d'information.

Par ailleurs, à juste titre, vous avez parlé de vulnérabilité de l'informatique mobile. Beaucoup d'interrogations se sont posées quant à l'interrogation du BlackBerry à l'époque qui avait provoqué l'ire d'un certain nombre de fonctionnaires quant à son apparition. Je voulais savoir si vous avez quelques informations plus récentes. Je situe le contexte : on avait que le BlackBerry offrait une vulnérabilité en termes informatiques, mais également en termes d'acquisition de renseignement, puisque les personnes à l'origine du BlackBerry étaient des dirigeants d'entreprise ou cadres de l'administration, donc des personnes ayant accès à un certain nombre de renseignements, ou qui, par leur carnet d'adresses, divulguaient des informations (qui ils étaient, ce qu'ils faisaient). Je vous remercie.

### **Laurence IFRAH**

En ce qui concerne l'APL, je me fis aux informations que j'ai pu trouver aussi bien sur le serveur chinois que je suis allée visiter et les divers forums. En même temps, je vous donne aussi, en tant qu'analyste, mes propres conclusions. Certaines ne peuvent donc n'engager que moi. Néanmoins, la politique de l'APL est extrêmement claire. Je vous rappelle que les envois étaient faits avec une pièce jointe, infectée par un cheval de Troie. C'était quand même quelque chose qui était prémédité. Ce n'est pas une improvisation. Maintenant, le fait qu'en ce moment, beaucoup de choses apparaissent mettant la Chine en difficulté, au sujet de la fabrication de jouets ou d'alimentations pour animaux, cela tient peut-être compte d'éléments qui n'ont rien à voir avec la technologie, mais plutôt de stratégies qui ne sont pas de mon domaine. C'est tout à fait possible. Je vous donne les informations que j'ai récupérées, l'analyse que j'en fais, c'est-à-dire qu'il y a des attaques ciblées sur des systèmes ultraprotégés, ce qui veut dire que l'objectif a été, dès le départ, choisi, mené, étudié. Des outils sophistiqués ont été préparés pour pouvoir récupérer des informations. Si ces informations étaient faites exclusivement pour amuser quelques pirates chinois, c'est tout à fait possible, et je ne peux affirmer le contraire. Simplement, je trouve cela légèrement suspicieux, mais cela n'engage que moi.

Néanmoins, je voudrais quand même dire que les Allemands étaient beaucoup plus bavards sur ce qui s'est passé chez eux. Ils ont confirmé qu'un cheval de Troie était installé depuis quelque temps ; qu'ils avaient retrouvé un certain nombre d'informations qualifiées de très importantes. Ils ont affirmé avoir bloqué 160 Giga de données. 160 Giga de données, c'est énorme. C'est colossal. Par ailleurs, il est très difficile de parler technique de façon compréhensible par tout le monde. Toutefois, le principe du cheval de Troie est que le programme s'installe sur le serveur cible, et il va être en mode furtif. Nous n'avons pas le moyen de le voir, de s'apercevoir de ce qu'il fait. Le pirate va, à distance, agir sur le programme qu'il a installé chez sa cible pour pouvoir récupérer de l'information. L'information ne va pas arriver en un seul paquet, parce que si elle arrive ainsi, ceux qui sont au contrôle vont voir que des éléments sortent. On est donc obligé de fragmenter l'envoi des données pour pouvoir faire en sorte que cela parte discrètement. Cela implique le stockage des données dans ce programme caché. 160 Giga cachés sur un serveur, je ne sais pas comment ils ont fait. Cela me paraît énorme. Ce sont là les affirmations des services allemands.

A partir du moment où des informations sont transmises par les gouvernements, on est en mesure de penser qu'éventuellement, quelque chose viendrait du gouvernement chinois. C'est une supposition. Je ne peux pas l'affirmer. Je ne suis pas en Chine, ni sur le serveur chinois, pour le voir.

Concernant les conflits armés et les nouvelles technologies, quand je dis qu'on ne va plus voir de conflits armés sans l'implication de nouvelles technologies, je veux dire que ce n'est pas forcément l'Etat et les militaires qui vont décider de s'impliquer dans les attaques numériques. Auparavant, c'était l'apanage d'une seule décision, celle des militaires, de dire qu'on est en conflit avec tel pays et qu'on va lancer des offensives. Là, on a un système qui nous échappe : c'est-à-dire que des citoyens vont dire qu'ils sont contre ce que dit tel pays sur le leur, et ils vont lancer une attaque personnelle. C'est pour cela que je suis convaincue que nous ne pouvons plus dire que nous aurons un conflit armé sans l'implication de conflits numériques parce que les citoyens vont se lancer seuls, et nous n'avons pas de contrôle.

En ce qui concerne le BlackBerry, nous avons deux aspects. Tout d'abord, les serveurs sont basés au Canada et en Grande-Bretagne. Effectivement, si on prend le règlement de BlackBerry, nous voyons qu'il y a une possibilité d'intervention de la part de RIM. S'ils considèrent qu'il y a des actes de malveillance, ils peuvent intervenir depuis leur serveur. Cela dit, nous ne pouvons pas garantir l'étanchéité des serveurs RIM. Puis, il faut quand même garder en tête que, que ce soit BlackBerry ou n'importe quel autre type de fournisseur d'accès ou de serveur, avec ce que je vous ai démontré, nous avons la preuve absolue du manque d'étanchéité des systèmes d'information. De fait, nous ne sommes pas plus sûrs de BlackBerry que de n'importe quel autre fournisseur d'accès. Je n'ai qu'une chose à dire à ce sujet. Il y a au minimum deux précautions à tenir : on ne dit pas tout et n'importe quoi ; et on n'envoie pas tout et n'importe quoi par système électronique sans cryptage. En revanche, la mise en place de système de cryptage est intéressante. Cela permet de garantir une intégrité des données qui transfèreraient sur le serveur RIM. Voilà où nous en sommes pour l'instant.

### **Humbert DEBIOLET, Conseil de l'Europe**

Je voulais vous remercier pour le tableau très clair, même s'il est noir en même temps. Il a au moins le mérite de nous sensibiliser à la menace. Je voulais aussi quand même faire part des éléments de réponse que nous essayons de donner au Conseil de l'Europe, face aux menaces criminelles et en particulier, à la cybercriminalité. Vous savez que nous avons une convention sur la cybercriminalité qui incrimine la plupart des comportements que vous avez mentionnés, et qui est couverte à l'ensemble des Etats intéressés. Cette convention est maintenant entrée en vigueur, même si elle est finalement assez peu ratifiée. A ce titre, nous avons un dialogue constant avec les Etats membres, mais également avec l'Union européenne pour encourager les états à ratifier cette convention permettant d'avoir entre les Etats une base juridique commune pour échanger des informations et coopérer pour combattre cette forme de criminalité. Je voulais également ajouter une information : le Conseil de l'Europe va commencer ce mois-ci des travaux visant à élaborer une convention contre la contrefaçon de médicaments, dont vous avez parlé, et qui offrirait également une plateforme juridique commune pour faciliter la coopération entre les Etats membres.

### **Yvon PAPARELA, Croatie**

Merci Madame. J'ai beaucoup appris de votre exposé. J'ai une question pour vous, mais aussi au monsieur du Conseil de l'Europe. Y a-t-il une définition juridique du cyberspace ? Quelle serait la nature juridique. Sont-ils combattants ? Sont-ils criminels ? Je pense que l'Europe seule, n'est pas capable de répondre.

### **Une intervenante, diplomate**

Ma question porte sur les questions des documents. Nous établissons, dans de plus en plus de pays, des documents d'identité informatique. Quelle est votre opinion ? Cette démarche offre-t-elle plus de sécurité ou moins de sécurité ? En cherchant à limiter les problèmes provenant de la corruption de ces documents papiers, nous avons en réalité provoqué des problèmes beaucoup plus importants. Vous n'avez pas encore de la capacité de capter les informations. J'aimerais connaître votre opinion.

### **Laurence IFRAH**

Votre question relative au cyberspace est une bonne question. Effectivement, nous n'avons pas de possibilité de mettre des frontières. Quand je vous ai parlé de ce qu'il s'est passé avec le gang Shadoku, c'est un exemple parfait d'organisations mafieuses qui vont se créer au niveau international sans jamais se croiser, et qui vont pouvoir mener des actions comme elles le souhaitent. Bien évidemment, nous avons l'obligation de considérer cet espace à un niveau

totallement international : il n'y a pas de frontières ; il n'y a pas la cybercriminalité européenne et la cybercriminalité américaine ou asiatique. C'est un espace entier, d'où la complexité au niveau de la législation, et la nécessité de coordination entre les différents services de police.

Monsieur du conseil de l'Europe, j'ai effectivement vu les travaux qui ont été menés jusqu'à présent. D'ailleurs, ils sont tout à fait admirables. Ils représentent exactement l'ensemble des actes qui sont menés. J'abonde dans votre sens.

Concernant les passeports biométriques, un salon annuel a lieu à Las Vegas aux Etats-Unis, réunissant tous les acteurs de la sécurité informatique, dans lequel nous retrouvons aussi bien les chapeaux blancs que les chapeaux noirs. La démonstration de la vulnérabilité des passeports biométriques a été démontrée dès la première session. La vulnérabilité est énorme. On peut tout à fait pirater, copiée, comme écrire ce que l'on veut avec ses systèmes électroniques. Je n'ai pas la vraie et la bonne solution. Cependant, tout passer en électronique, comme passer tous les systèmes financiers en électronique, est une grave erreur et un grand danger. Quelqu'un peut utiliser votre identité, commettre des actes dont vous devrez répondre.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Merci beaucoup. J'ai l'impression que nous pourrions continuer de parler toute la journée. Les questions que vous avez soulevées les exemples que vous avez donnés sont passionnants. Pour respecter les horaires, même si nous sommes en retard, je vous propose de donner la parole à Pino Arlacchi.

## **L'Europe et la menace du crime organisé transnational**

### **Pino ARLACCHI**

Thank you for the invitation to talk about the new markets in organised crime and the EU response to that. It is very important when we talk about organised crime to draw from a traditional approach which considers organised crime as a fact on the one hand, and that there is a fight against organised crime on the other hand. This is another independent fact that should be analysed using different frameworks and tools.

But in reality we should move to a more integrated approach in which we see a continuum between what organised crime is and what the response to it is; is it institutional, social, cultural or political, and what is the country's action against organised crime? If we do not succeed in integrating these three dimensions I am afraid we will miss an important element of the dynamics of organised crime.

#### *The European Union and organised crime*

Without a main dynamic between the end of the second World War and the beginning of the 1990's where we saw a more or less linear phenomenon of the expansion of illegal markets and organised crime groups of different cultural, national and social backgrounds. We saw this expansion of the illegal markets driven by one market. Particularly in the 1960's and the beginning of the 1970's, we saw the growth of the population of addicts in almost every European country, first in heroin and then cocaine and other drugs. Almost all of these growths are important and relevant and Europe has never had growths like this before; without a population of more or less 1.5 million addicts and without a kind of equalisation between the situation in Europe and that in America. The USA knew about the expansion of the market before Europe. We can say that during this time and the beginning of the 1990's, the two markets were more or less similar in terms of incidents on the illegal scene and better in terms of turnover and volume. Organised crime groups in Europe are more or less similar with a profile largely shared; groups' hierarchies

are very visible: Groups with a territory, groups with an identity, and groups with protection. We see the mafias in different contexts and we start to notice that they are more and more similar.

We also have a very similar model in a cleaner market and a larger arena in which the use of violence was a common element; there were no credible organised crime groups without very serious use of violence. The use of violence for political protection, intervention in the narcotics market, expansion; this was more or less a paradigm that lasted for a very long time, I would say at least until the beginning of the 1990's. There was also another element which was a link with terrorism; many organised crime groups operating in Europe had a link with terrorist groups that sometimes brought action, common planning and on many occasions involved sharing the pool of resources.

This link with terrorism was based on a very clear distinction of rules; there were two separate entities that from time to time and case by case decided to operate with the common law. As I said, this is more or less the situation from the beginning of the 1990's but what was the official European response from the majority of the member states? Until the end of the 1980's organised crime was not identified as a major threat by most of the European member states. The public attention in Europe was concentrated on terrorism. Many people today forget that terrorism is a political phenomenon; it's a threat to people in Europe. We had continuous expansion of terrorist incidents in the 1950's, 1960's, 1970's, all databases on terrorism show that the peak was reached (in terms of the number of incidents) in the middle of the 1980's.

The four major terrorism databases - Grand Corporation, State Department, Peterlate and a European terrorism database - all agree that there was a very clear growth until the middle of the 1980's and a decline from then until now. It's very different from the common perception but there is a remarkable coincidence in the data that shows this change.

So even in the 1970's and 1980's public opinion, public institutions, everyone in Europe was considered a terrorist and a threat to the nation. Organised crime got a stronger reputation, the dominant idea was that mafia and organised crime was Italian or maybe American. I remember my first trip to France and Germany in the 1980's talking about the mafia, people looked at me and thought my subject was rather exotic. Only at the beginning of the 1990's was organised crime operating in markets and this, along with mafias started to be considered a serious threat, even THE major threat. This threat has now been downgraded and this is a problem. This needs to be studied.

We had this focus on terrorists that basically delayed the recognition of organised crime until the beginning of the 1990's. The only country in Europe that anticipated this trend was Italy, Italy got a very big terrorist phenomenon in the 1970's and the 1980's, but at the beginning of the 1980's Italy had a big challenge from organised crime and it started to be considered as a big priority in the country. There was a complex set of institutional responses that were generalised to the rest of Europe gradually at the end of the 1980's and during the 1990's. The way to fight organised crime is now the financial investigation and confiscation of assets conspiracy law, abolition of bank secrecy and witness development programmes etc., which have developed in my country in the beginning of the 1980's because of a big market attack towards the institution, and also a substantial part of the market in terms of resources, violence and social life controlled by the mafia.

We got this outcome and the Maastricht treaty of 1992 never focuses on organised crime but we have a very significant anticipation of what - over the decade up to today - the measure was going to be for European organised crime. The response from the union arrived during the 1990's and the most important thing is that it had an impact on organised crime, it is very important to consider what organised crime does and what the reaction is. There are several levels; the most important one was probably the use of violence. All the laws against organised crime are under the action to strengthen departments and strengthen traditional investigations all over Europe. There is an importance in terms of obliging organised crime to use less and less physical violence in the conduct of these businesses. The most important expression of violence organised crime was cured, you see all over Europe a huge decrease which started in the beginning and middle of the

1990's and which is still happening today. If you take the capital of the European market, there is an astonishing trend, there were about 100-150 murders every year and now that is close to 0.

In other organised crime formations, particularly the most aggressive one besides the Syrians, you have seen a decrease in the open use of violence all over. If you go to Kosovo today, which is probably the hottest place for organised crime in Europe and the most important one, you would be astonished by the apparent social peace and by the decrease in open violence that you have today. This trend has been happening since the end of the 1990's when we brought one year in a council of 1 million people, 2,000 homicides. From that peak today we have seen more or less a decrease.

This is a worldwide trend, it occurs everywhere; in Columbia with the decrease in big cartels and the rise in smaller cartels. They are not cartels anymore; they are groups that change their strategy, like the Sicilian market. This occurred in South-East Asia, it is mainly in classic places of organised crime.

In Europe there is nothing surprising about this trend, this is a trend that never reaches an advanced country, there is less and less tolerance from the countries to violence committed by criminals and police and public institutions react in a way that obliges different, more sophisticated research to be done. The USA did this years before Europe; the Chicago police have something like 60 one-handed homicides every year. The decrease today is very similar to what occurred in Europe in the 1990's and now. Today, in Chicago there is almost no organised crime, 10 year's ago there were 5 or 6, 30 year's ago between 10 and 20, but the decrease was astonishing and this is due to the fact that the reaction of the countries who have used public opinion, parliament, police etc., create and oblige organised crime to change their structure.

In Europe it is interesting to note that in parallel with the decrease in organised crime, we got a decrease in other violence. This also occurred in the United States and the latest fall has been done by Garoto sponsored by the European Commission. It has just come out and shows a decrease of almost 40% in organised violence in terms of victimisation of European citizens by not only organised crime but also by ordinary crime, by petty crime, and all kinds of violent crime that struck the public. There is an ongoing discussion as to why this occurred, the official response to organised crime is not enough, you have larger factors that like the age of the people in the population that are normally responsible for the number of crimes. That is probably one major factor which can explain the decline in violence.

What have been the other responses to organised crime? The response is the passage from hierarchical structures to the network structure. Networks in terms of secret channels of communication that has changed, all the information disappears and the protection of different information, networks are now the most important form of organised crime. This means that there is no visibility, the visibility of the classic organised crime has faded in many contexts, largely between the 1990's and today. Networks are much more elastic, there are no territories, in most organised crime there were territories but we don't see that anymore, this was the basic element of all systems of visibility as well as the use of violence which, as I said, is a pillar for the presence of organised crime. We now have a different way of operating, more silent, so that we are not creating a social alarm or raising public attention. This allows a different form of business inside and outside organised crime; you have more and more economic crime, more and more cyber crime and more and more crime which is not immediately material.

This occurs in parallel with another important development. This leads to the conclusion: the changes in the structure of illegal markets, the drug market was the driving force of the expansion in the post-war period until the beginning of the 1990's. This is decreasing in terms of centrality and the driving force in Uruguay.

If you look at the long term data on prices of heroin and cocaine in the European market you will be astonished by the decrease in the prices all over Europe and in the United States in the last 15-20 years. Basically four times the decrease in prices that showed a substantial difference to the narcotics market. If you look at the UN data, the European average of 18 Western European

countries for heroin was almost €200 in constant prices, in 1990. Now, in 2006, it costs €56. Even the wholesale market for heroin in Europe shows the same trend; €100 in 1990, €25 today. This is much the same in the United States.

There is a constant decrease in prices of drugs in Europe and since at the same time the number of addicts has remained stable with a tendency to decrease in Europe, you have a market that has lost four times its size in just 16 years. It is surprising but the official statistics show this. The problem is that nobody sees this data.

This factor that gave way to the powerful tendency towards direct suffocation of illegal markets, so we now have a much more fragmented market, a much more complex structure with new areas, new needs, cyber crime and counterfeiting which is probably the biggest one in terms of turnover. These are gradually taking over the legal markets and are obliging organised crime to change structure. The trend may change in organised crime and criminal networks, they are gradual coincidences of diffusion with the network of war entrepreneurs; this phenomenon which is extensively studied now. The fact that most countries at the border of the Union that are labelled as countries of a violent nature, the reality is that they are so deeply interested in plans and management by criminal groups that cannot be considered any more.

What is happening now in Afghanistan, what happened in the Balkans, and what is happening in most of Africa is not a result of ethnicity, it is the result of political grievances among others. It is most probably - according to a growing number of studies - an expression of international organised crime, an expression of a business of violence that is the driving force to the instability of these countries and our whole continent.

To heed these changes and to be able to carry out our counter-reaction is a huge challenge. It means to change the way we consider this phenomenon, to change the youth attitudes, the inclusion of the international political agenda and the promise of these issues. I am astonished by the fact that the treatment of the Kosovo crisis is totally absent, and anyone who knows about Kosovo knows that this is the main element of the Kosovo crisis.

This is a big challenge ahead of us and we have to be up to it in terms of strengthening the instruments we already have. At this point we need to start moving towards analytical, institutional and political change. Thank you.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Thank you very much for that interesting view. Are there any questions?

### **Une intervenante**

Merci à Monsieur Arlacchi pour cette remarquable présentation. J'espère que dans la salle, il y a plusieurs auditeurs de la Belgique. L'Italie a eu beaucoup de chance dans son malheur. Elle a connu le crime organisé lorsqu'il était encore violent. Cela a réveillé la population, et cela a permis à l'Italie de s'armer autant du point de vue de la législation que du point de vue de la dynamique de la répression. La Belgique n'a pas connu cette violence, ou tout du moins la Belgique ne connaît pas la violence ouverte que l'Italie a connue dans les années 1980, mais aujourd'hui encore dans la région de la Camorra où les assassinats se sont multipliés ces dernières années. Les guerres de mafia existent encore, mais c'est ponctuel et limité en matière de territoire.

Je me souviens d'une réflexion de l'ancien procureur antimafia Vigna qui disait : « J'ai eu des contacts en Belgique (c'était avant que nous ayons en Belgique la loi contre les organisations criminelles). On me disait qu'on ne voulait pas mettre en place une législation pareille parce que ce serait reconnaître qu'en Belgique le problème du crime organisé existe. » Malheureusement, en Belgique, le problème du crime organisé existe, mais il est trop peu connu et trop peu reconnu.

Je voudrais peut-être apporter deux précisions à l'exposé de Monsieur Arlacchi. Lorsqu'on parle du fait que la violence en provenance des organisations criminelles est en diminution, je pense qu'il faudrait parler de la violence ouverte. On ne tue plus dans les rues, mais je me demande si les suicides et les accidents n'ont pas repris cette place. Bien sûr, cela n'a pas d'impact sur la criminalité, et la population s'en rend moins compte, mais il faut se poser cette question. Par ailleurs, la violence qui se trouve à l'intérieur d'institutions, de groupes, par intimidations, par pression pour limiter les libertés fondamentales, la liberté d'expression, la liberté du travail, les libertés économiques. On peut en parler dans toutes les régions du sud de l'Italie de manière très lisible. Je puis malheureusement attester que cela a tout à fait lieu également dans des pays comme la Belgique.

Je voudrais aussi peut-être apporter une réflexion sur la question du territoire. Les organisations hiérarchiques avaient et ont encore le contrôle du territoire en tant que territoire géographiquement limité. A partir du moment où les organisations, et même les organisations traditionnelles, s'organisent et agissent en réseau, il va de soi que le territoire géographique perd de son importance. Par contre, je me demande s'il ne faudrait pas parler de territoire fonctionnel. On parle aussi souvent de Western Union. Comment se fait-il d'une zone d'activité, quitte à raison lui-même, et si souvent nommés dans les enquêtes criminelles ? Toutefois, on pourrait également se poser la question de la distribution des segments de l'activité criminelle qui n'est plus locale, mais qui se distribue sur un très large territoire géographique, et qui continue à avoir des nœuds territoriaux situés dans une institution, une entreprise, dans un secteur. Il va peut-être réflexion développée à ce sujet.

## **Pino ARLACCHI**

There are general trends and you have several trends. For instance the big Italian mafias can become much more violent than others, and the Danga Colabri which is also extremely violent. But the trend is the same; in the last 16 years we dropped 80% in Sicily and 25% overall for open violence.

In Calabria the decrease was also remarkable; we dropped between 50 and 60% in terms of homicides. In Naples this also dropped by 50%. This is a very complicated issue because if you read the paper you would say that there was a big increase in violence over the last 5-10 years. In reality, the conception changed, as well as the degree of tolerance to this open violence that we have in advanced countries. We now have 5 homicides in Naples in one week which have much more impact than 30-50 homicides in the same place 20 years ago. I remember it very well because I had started studying homicides in Naples and I was struck by this fact, the relatively low level of reactions. 20-30 years ago the public showed a very strong reaction to this whereas now it is very different.

The same occurred in Finland; in the 1970's there was a moment in the country where you got almost 15 out of 20 criminals at the same time, in Italy particularly and in several parts of the country. The police are quite energetic with different degrees of success, but now you do not have any more criminal acts. If just one serious kidnapping by an organised crime group was to take place in the country, there would be an extremely strong reaction. In terms of the public opinion, they go on the television and talk about it.

So this is one of the main reasons why open violence - the feelings about organised crime etc - decreased, because the degree of arbitration and the resource of organisation are very high.

I will come to your question about soft violence or the violation of human rights; the violence that you don't see. Is it substituting all the violence? It is probably partially substituting it because this is also a counter-reaction. It is very clear that you can make much more money going into getting the market of EU contributions to a South American country like Columbia. There are very little risks involved; you can get it through corruption schemes, you can get all resources that you would get going into extortion, more business than you would collapse in one week because of your extortion. This is something that is increasingly realised by organised crime groups and my

estimation is that in Italy they make much more money from this. This is corruption, sometimes it involves lots of individual violence but it is rare, more money is made from public officials, political protection etc., and therefore allows them to make much more money. This is the main trend now: expulsion, production, extortion with no direct or immediate violence, it is very rare now that someone is accused of this. There are softer ways to oblige a person to pay, and you see this in other areas. For me, it is progress and it is true that if you are robbed through a computer, this comes to thousands of euros whereas if you are robbed by someone in the street you lose a couple of hundred, but you are more scared being robbed of €200 in the street than much more through a computer. It's very complicated.

When I said that you have a therapist, I was referring to physical therapy, which is still very important. If they could they would go back to physical therapy because this is a much better, stronger and safer way of controlling your resources. They are more sophisticated but because they are obliged to do this, it is not the natural tendency, there are no progressive dynamics. In the context they are still using violence and political corruption in other ways than those of the past. Thank you.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Je propose de faire un petit break de 10 minutes maximum, puisque nous avons deux communications à entendre.

*Retour de pause à 11 heures 55.*

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Nous avons un peu débordé l'horaire prévu. Nous allons essayer d'être beaucoup plus raisonnables. Nous allons entendre François Farcy et Xavier Raufer à qui j'accorderai généreusement 20 minutes chacun, afin que nos estomacs ne nous conduisent pas à être moins attentifs.

## **Une voie européenne pour lutter contre le crime organisé**

### **François FARCY**

Bonjour à tous. Je vais vous parler du crime organisé en Europe. Je vais profiter de l'exposé pour enchaîner sur un cas concret qui est le crime organisé albanophone. J'avais préparé un schéma dont je vous réservais une explication. C'était de contextualiser l'approche qui a été faite en Belgique sur le crime organisé, et plus spécifiquement le crime organisé à albanophone, dans l'étude et l'analyse au départ de la situation actuelle en Europe. Ce sont les grandes migrations depuis la fin de l'ordre bipolaire, et en l'occurrence les migrations dans nos pays qui constituent dans notre vieille Europe un enrichissement démographique socioculturel, économique et scientifique. On parlait encore ces derniers jours de migration choisie - et je n'entre pas dans le débat - parce qu'il faut des cerveaux en Europe. Là, je contextualise avec l'obligation et la nécessité parmi cette immigration qui a d'énormes points positifs de déceler, et je reviens aux théories de décèlement précoce, et de pouvoir voir dans cette immigration ses effets néfastes, par des phénomènes que nous connaissons tous que sont les immigrations clandestines, avec la traite d'êtres humains et l'exploitation faite d'êtres humains, tant dans le cadre des filières d'immigration que de prostitution, de travail frauduleux. La problématique de la criminalité itinérante, que je cite ici parce que c'est une des grandes priorités des autorités belges actuellement, est la place que tient le crime organisé. Pour avancer, il faut avoir une étude et une analyse qui dépassent les clivages qui soient les plus larges possible, si nous voulons avoir une bonne image et une bonne connaissance. Je crois que si nous devons parler de réponse à la menace, la première chose est la connaissance, en partant de toutes les sciences existantes que

sont la géographie, l'histoire, la sociologie des peuples qui immigrent chez nous, l'aspect géopolitique (pourquoi sont-ils venus chez nous ?), l'aspect criminologie. En se rapprochant du propos qui est le mien dans mon travail quotidien, c'est également tout l'aspect science policière, les analyses stratégiques sur les phénomènes et l'implication du climat organisé, et *in fine* les résultats, les enquêtes et l'analyse criminelle opérationnelle.

Pour lutter contre le crime organisé, nous pouvons dire que nous disposons - Monsieur Giuliani en a parlé ce matin - d'outils au niveau de l'Europe. Ici, j'ai fait le pendant de ce qui existe comme outil. Nous avons donc des outils. Nous en avons une panoplie. J'ai pris quelques outils dont nous disposons en Belgique au niveau de la justice et de la police qui est une approche intégrale et intégrée. Je ne vais pas m'étendre là-dessus. Cela veut dire que toute problématique doit être abordée dans son ensemble, aussi bien par la police, la justice, la santé publique : une approche intégrale et intégrée. On doit donc y appliquer tous les services aussi bien le service de police sur la route, que le service des enquêteurs, que les unités de lutte contre la criminalité, etc.

Le deuxième outil dont nous disposons en Belgique est plutôt une manière de travailler. C'est :

- ce qu'on appelle Intelligence Led Policing, c'est-à-dire que si nous voulons avoir des résultats et approcher le crime organisé de manière efficace, nous ne pouvons pas répondre à tout, et surtout pas de manière réactive, mais il faut s'orienter, au départ, vers le contrôle de l'information ;
- obtenir l'information, la bonne information au bon moment et au bon endroit, est primordial dans une approche du crime organisé ;
- le développement de l'approche par phénomène, donc une étude des phénomènes criminels ;
- l'approche transversale (groupe d'auteurs et crime organisé), c'est ce que nous essayons de réaliser depuis quelques années. Pourquoi ? Nous le verrons avec l'exemple des Albanais : de plus en plus, le crime organisé se diversifie et devient de plus en plus polycriminel ;
- et l'approche proactive : c'est une approche belge pour laquelle la législation permet d'ouvrir des enquêtes et des recherches sur des groupes d'auteurs.

Je ne vais pas m'étendre sur le volet européen. Monsieur Giuliani en a parlé. Nous avons les outils en Europe : toute la législation ; les traités européens Schengen ; le nouveau traité de Prüm qui se met en place ; il reste toujours aussi les accords bi ou trilatéraux, comme les accords Benelux qui vont parfois beaucoup plus loin dans les possibilités de coopération policière et judiciaire au niveau international ; les textes internationaux bien sûr qui s'appliquent aussi en Europe : en matière de crime organisé, nous citerons évidemment la convention de Palerme ; et le troisième élément, ce sont les organes existant au niveau européen, et qu'on oublie parfois, à savoir les systèmes d'échange d'information, le système Schengen, les organes comme Europol, Eurojust, la législation. Le dernier traité de collaboration judiciaire et policière permet la création de JIT qui permette d'organiser des *teams* d'enquête entre plusieurs pays pour répondre à une problématique. Tous ces outils existent, mais la priorité pour parvenir à une lutte efficace contre le crime organisé est tout d'abord d'augmenter la prise de conscience des responsables. Trop souvent, le crime organisé est méconnu, ou pas connu suffisamment des autorités qu'elles soient politiques ou administratives. Il y a donc un effort à faire en matière d'information, voire de vulgarisation. Ensuite, il faut mettre au point une méthode. Je vous ai parlé de l'approche transversale que nous essayons de mettre au point dans la lutte contre le crime organisé. *In fine*, avant tout, c'est toujours l'homme qui prime (j'ai repris le logo d'une société intérimaire) et la volonté humaine, donc le *manpower*. Il faut des gens qui s'investissent dans cette lutte. Je rends hommage d'ailleurs à quelques collègues ici présents qui s'investissent dans ce travail depuis des années avec moi. Ce n'est pas un travail facile tous les jours.

L'exemple choisi est la mafia albanaise. Pourquoi la mafia albanaise ? Depuis des années en Belgique, mais aussi en Europe, et pas plus tard que l'an dernier lors d'un colloque aux Pays-Bas, les groupes d'auteurs albanophones ont été reconnus comme les plus nuisibles en Europe à l'heure actuelle en termes de volume d'activités criminelles, en termes d'implantations sur le territoire européen, et surtout leur nuisance par leurs activités polycriminelles.

Quelles sont les activités principales de la mafia albanaise ? Je dis albanais au sens large, c'est-à-dire albanophone, à savoir aussi bien les Albanais d'Albanie que du Kosovo, que de Macédoine. La première activité, peut-être la plus importante statistiquement et en chiffres dans nos contrées, c'est l'activité criminelle contre les biens. Tout le monde se souvient et a encore en tête ces épidémies de vol dans les habitations des années 1980/2000, au départ avec des groupes d'auteurs roumains, et puis des groupes d'auteurs albanais. A propos de ces épidémies, on a dit qu'une adaptation permanente perdure actuellement, mais de manière moins visible. Tout à l'heure, on a parlé d'une volonté et d'une adaptation des organisations criminelles à la réaction policière d'être moins visibles. Ces épidémies sont moins visibles, mais elles touchent non seulement les vols dans les habitations, mais aussi les vols de véhicules, même si on peut dire que les Albanais n'ont pas de réelles filières de trafic de véhicules, mais ils fournissent des filières existantes du milieu des trafiquants. Ces dernières années, nous assistons à une évolution vers des vols de chargement de camion, des vols dans les stations-service, les moyennes surfaces, notamment tout ce qui concerne le vol d'alcool, de cigarettes et biens consommables. L'activité criminelle contre les biens est statistiquement la plus importante, en tout cas dans nos contrées.

Le deuxième aspect est le trafic de drogue. On a souvent parlé, au niveau des organisations criminelles albanaises, du trafic de drogue par la route des Balkans, donc l'acheminement de l'héroïne vers le nord, venant de Turquie notamment. Je crois que les groupes organisés albanais gardent la maîtrise de la distribution de l'héroïne dans plusieurs pays nordiques. Je prends par exemple la Belgique : ce n'est pas le cas, parce que ce sont des organisations turques qui écoulent pratiquement 80 % de l'héroïne trafiquée en Belgique. On oublie assez souvent, mais il est important depuis pas mal d'années, le trajet nord-sud, c'est-à-dire le trafic de cocaïne, mais aussi maintenant de drogues synthétiques au départ des Pays-Bas vers le sud. Très régulièrement, nous interceptons des groupes d'auteurs albanais trafiquant de la cocaïne vers l'Italie notamment, plus récemment de l'ecstasy vers l'Espagne. Ces trafics sont donc en partie maîtrisés par les groupes d'auteurs albanais.

Je profite de la carte présentée ici pour peut-être attirer l'attention. Nous avons parlé de contrôle de territoire ou de contrôle fonctionnel. Je crois qu'un élément intéressant est le contrôle de route, le contrôle d'accès dans les différents trafics. Vous verrez dans une carte suivante que ces routes de la drogue coïncident aussi, en partie, avec les routes de l'immigration clandestine. Les groupes d'auteurs albanais sont fortement impliqués dans ce trafic depuis déjà pas mal d'années. En Belgique, on a connu ces épisodes dramatiques de chargement de clandestins dans des camions sur les autoroutes en direction de la mer, vers Ostende ou vers le Nord de la France vers Calais. On peut constater maintenant que les filières utilisées sont multiples, qu'elles soient par transport routier, par avion, par train. Là, je donnerai un exemple issu d'enquêtes menées il y a deux ou trois ans qui ont été clôturées : c'était l'implication de groupe d'auteurs albanais, en collaboration avec les organisations vietnamiennes, pour faire passer des clandestins vers l'Angleterre. Vous voyez là toute une série de voies d'accès autoroutières ou par Thalys. Les clandestins étaient hébergés dans des *safe houses* en France, notamment à Paris ou à Lille ; ils rejoignaient la capitale belge par train, le Thalys, où ils étaient pris en charge pour être conduits vers les ports d'Ostende, voire de Calais pour pouvoir passer en Angleterre.

A côté des activités principales, il y a aussi le trafic de cigarettes, la falsification, etc. Evidemment, en tant qu'organisation criminelle, ils se doivent d'utiliser toute une série d'activités de soutien. C'est le recours systématique au mariage blanc : c'est récurrent et permanent dans les enquêtes. Cela fait d'ailleurs partie de ce que j'appelle un sport national pour les hommes albanophones qui veulent s'installer dans nos pays : trouver une filière, une fille ou un homme à marier, pour permettre aux membres du clan de venir s'installer dans le pays.

En Europe, nous ne pouvons pas parler de corruption albanaise année à des hauts niveaux, mais dans certaines administrations, on a vécu des cas de corruption en matière de documents, de permis de séjour, etc. on a parlé des menaces et des intimidations. Rarement, on a des meurtres commis par les organisations albanaises sur des ressortissants belges ou européens. Régulièrement, on a des violences et des meurtres qui sont plutôt intra-organisation. Les escroqueries sont aussi légion. Les faux et usages de faux sont une activité de soutien pour

obtenir des documents, des permis de séjour, etc. Le recours à des fausses identités est systématique, notamment à l'action qui commence à être menée dans leur pays d'origine, en Albanie, puisque l'Albanie a instauré un système de contrôle aux frontières relativement efficace. Comme ils commencent à collaborer avec nous, nous recevons des informations, et nous leur en donnons également lorsque leurs ressortissants suspects sont impliqués ou recherchés. Ils ne peuvent donc plus passer par leurs frontières. Ils recourent donc encore plus souvent à des documents d'identité faux, falsifiés. Le racket et l'extorsion font partie des activités de soutien, dans le cadre notamment du contrôle de certains établissements dont ils veulent faire leur pied-à-terre ou leurs quartiers généraux. Le blanchiment de capitaux est assez basique. On a parlé de Western Union. Les enquêtes ne démontrent pas des sommes astronomiques blanchies par la voie du Western Union, et surtout pas les dernières années parce qu'ils ont été pris à leur jeu. Ils continuent à l'utiliser avec des personnes prête-noms qui renvoient l'argent au pays, mais les Albanais sont des grands adeptes du courrier avec la valise qui retourne au pays avec des sommes d'argent. Généralement, l'argent est réinvesti au pays dans la construction de maisons pour la famille de clans, dans la construction de stations-service, de restaurants ou d'hôtels.

Je reviens à l'implantation : nous constatons qu'ils sont implantés un peu partout en Europe, surtout et généralement sur les voies d'accès. J'attire l'attention en reprenant une carte qui est celle de l'Euregio Meuse-Rhin. Il est tout à fait symptomatique, nous l'avons constaté dans notre travail, que comme d'autres organisations certainement, ils ont appris à maîtriser les zones frontalières parce qu'ils savent que ce sont des zones sensibles où l'activité judiciaire et policière est plus difficile. J'ai pris exemple de l'Euregio Meuse-Rhin, entre la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne. De nombreux dossiers ont fait apparaître ce jeu sur les frontières pour masquer les activités criminelles. Nous avons constaté la même chose aux frontières entre la Suisse, l'Allemagne et la France à côté de Mulhouse et Huningue. Nous avons également consacré même chose en Belgique, dans la région d'Arlon Luxembourg et le Nord de la France.

Si on parle de mode de fonctionnement, les groupes d'auteurs s'adaptent en permanence. Ils ont donc besoin de structures souples, non pyramidales, donc la structure connue du chef, du sous-chef et du soldat existe peu chez nous. Ils travaillent plutôt en cercles concentriques basés sur le plan, la famille et souvent la fratrie. Dans de nombreux dossiers, les groupes d'auteurs sont basés sur des fratries. Le cercle suivant, ce sont les complices issus du même village, de la même ville, de la même province. Nous notons également la présence de professionnels, puisque nous avons des groupes constitués d'anciens militaires, d'anciens policiers. Ils sont très mobiles, territoires, zones et routes, avec un impact aussi en matière de spécialité. Ils sont polycriminels, et surtout opportunistes.

Si nous devons retenir la structure et le fonctionnement, c'est l'adaptation permanente. Le signe d'une mafia est la survivance. Ce n'est pas parce qu'on arrête un chef ou un membre du clan que l'organisation tombe dans l'inactivité. Il y a un remplacement systématique. On a vu des glissements de suspects qui commençaient à avoir chaud aux fesses. On les rapatrie ou on les déplace dans d'autres pays. Ils commencent à avoir un recours (timide) à des structures commerciales, d'établissements plutôt ciblés dans les cafés, restaurants et certains hôtels. L'influence sur l'économie et la politique est assez mince chez nous, mais très importante au Kosovo et en Allemagne. Alors, on a clairement une culture mafieuse : le clan, qui est la base de toute organisation ; la culture du secret ; l'importance quand on n'est pas au sein même du clan de la parole donnée et de son contrôle (toute activité doit se faire sur la base d'un garant : il n'est pas question de prendre des risques sans avoir un garant qui devra répondre du bon fonctionnement de l'affaire) ; et l'existence du code d'honneur, le Kanun. C'est un code d'honneur qui est quelque part dévoyé par les organisations criminelles et utilisé à des fins de contrôle purement mafieux, où on reprécise l'autorité, on codifie certaines activités, où l'omerta est en vigueur, où les vendettas (dettes de sang) sont appliquées régulièrement.

J'ai essayé d'être le plus bref possible pour laisser un petit temps aux questions.

## **Un intervenant**

Avez-vous une idée sur l'information du chiffre d'affaires d'une activité criminelle comme celle du groupe albanophone, par exemple en Belgique, ou en Europe si les données existent.

## **François FARCY**

On peut difficilement se référer à des données chiffrées en termes d'argent, parce que l'argent repart au pays. Maintenant, on peut faire une estimation des chiffres de la criminalité en se référant, par exemple, aux vols dans les habitations. Nous avons bouclé différentes affaires où nous avons pu établir que des groupes, sur une période d'un an à un an et demi, avaient commis plus d'un millier de vols dans les habitations. Cela représente une idée, quand on sait que le butin habituel de ce genre de fait, c'est le vol de voiture. Généralement, si ces véhicules sont destinés aux filières, ce sont des véhicules de luxe. Une BMW série 3 équivaut à la revente à 4 000 à 5 000 euros dans les filières, si elle est neuve. Concernant le préjudice en termes d'informatique, en termes d'hi-fi ou de photos, une partie du préjudice est directement réutilisé, puisqu'on a malheureusement constaté l'exploitation de certains voyages humanitaires pour y stocker des biens volés. Une partie du butin retourne donc telle qu'elle est au pays, mais le volume de faits est assez important. Maintenant le chiffrer en termes d'argent est assez difficile.

## **Pino ARLACCHI**

I would be much more cautious.

*Discussion entre plusieurs intervenants.*

This is really different from another one. Apparently they could see the same in a very general way but the substance of the experiment thinks we should win, particularly as it has a big relevance about the position of the influence of the traffic of human beings today. The Sicilian and the Columbian mafias delivered the trafficking of women, this is very serious and today, it is about dealing with prostitution, trafficking of women and so on.

Albanian groups have no such obstacle; they can actively encourage a vision of women as objects, almost as animals that can be treated and beat like any other commodity. There are some standards concerning this, but the influence will come from the international network of the trafficking of human beings, generalised by Albanians. The mafia never did it and they have no presence whatsoever in this market, they lost this market because of all the very powerful prohibitions. This is one of the few prohibitions that has been actively enforced, there are hundreds of prohibitions that are not enforced and every day it is a challenge not to observe this. This is one of the few prohibitions that I found has always been observed. It is a point that we should be careful about.

## **François TRICHET, officier de gendarmerie**

J'ai deux questions précises, la première étant sur les explications que vous pourriez nous donner sur la collaboration entre la police belge et la police française sur des affaires communes, par exemple liées à la criminalité albanaise. Les relations sont-elles directes, ou y a-t-il toujours la nécessité de passer par Europol ? Les fichiers plus spécifiques sur cette criminalité vous apportent-ils des réponses ? Ma seconde question est sur la fiabilité des interlocuteurs policiers en Albanie. Vous avez parlé d'une collaboration avec l'Albanie. Comment cela se passe ? Quelles sont les possibilités de rendre plus transparente cette fiabilité ? N'y a-t-il pas une possibilité d'instrumentaliser la donnée de renseignement pour détruire certains clans plutôt que d'autres, et favoriser une concurrence entre les différents groupes criminels ?

### **François FARCY**

Pour répondre à votre première question, oui, la collaboration existe avec la France, comme avec les autres pays. Le passage par Europol nous est permis, en tout cas dans le domaine de la lutte contre le crime organisé albanais, puisqu'il y a un fichier d'analyses dédié à cette problématique. C'est un fichier fonctionnant très bien. Comme tous les fichiers, il fonctionne s'il est alimenté. Maintenant, dans le cadre des enquêtes, il est clair que la collaboration se fait de manière directe, avec les autorités françaises - cela se passe généralement bien - notamment par rapport aux routes de communication dont nous avons parlé en matière de drogue, d'immigration clandestine.

Votre deuxième question concerne notre collaboration avec les autorités albanaises. En fait, elle est très récente, puisqu'un accord de coopération policière a été signé entre la Belgique et l'Albanie. Il a notamment impliqué la mise en place par la Belgique d'un officier de liaison, depuis maintenant un peu plus d'un an. On est un peu aux balbutiements de cette collaboration. Le mois dernier, un plan d'action a été signé entre la police belge et la police albanaise sur des projets assez prudents dans un premier temps : ce sont des échanges d'expérience. Il est clair que le gouvernement actuellement en place a donné les signes d'une volonté de lutter contre le crime organisé, et a clairement posé des actes, notamment avec l'arrestation de membres du propre clan du président. Maintenant, parfois nous avons des signes inverses sur certains suspects connus en Europe qui occupent en Albanie des postes importants, ou en tout cas ils ne sont pas inquiétés. C'est un peu la politique des petits pas. On ne maîtrise pas ce volet, mais je crois que l'Albanie commence à comprendre - je crois que c'est une bonne chose - qu'elle ne fera pas son avenir sans l'Europe. Elle a là la nécessité de progresser et d'avancer.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Je voudrais juste dire un mot sur ce sujet que je connais un peu mieux, sans connaître les questions de police à l'intérieur de l'Albanie. Il y a une volonté politique sous la pression européenne et des gouvernements européens et américain, je crois aussi, avec une nouvelle orientation du gouvernement qui a tout lieu d'aller dans la bonne direction. Il faut toutefois continuer à rester prudent.

Je voudrais tout de suite donner la parole à Xavier Raufer.

## **Criminalisation en Europe : les jeux d'argent, « vecteur épidémique » ?**

### **Xavier RAUFER**

Tout d'abord, je voudrais dire un mot sur l'organisation de cette journée. Après mon intervention, et éventuellement une ou deux questions, nous allons nous arrêter pour le repas de midi. Les fondations européennes et les instituts de recherche en criminologie n'étant pas milliardaires, nous n'invitons que les orateurs à déjeuner. Pour les autres, il y a un buffet à l'hôtel, ou alors, à 100 mètres à droite de l'hôtel, il y a toutes sortes de facilité de restauration, de la plus rapide à la plus somptueuse. Nous nous quitterons donc à 13 heures, et reprendrons à 14 heures 30 précises. Comme cet après-midi, ce sera sous la présidence d'Alain Bauer, qui est un président féroce, à partir de 14 heures 31, vous serez signalé comme étant en retard.

Je parlerai aujourd'hui d'un point d'ordinaire peu abordé dans de telles conférences : celui des dommages qu'on s'inflige à soi-même. Pour cela, je partirai de trois éléments fondamentaux, dont deux tiennent à la nature de notre société et le troisième concerne un élément de certitude qu'ont les criminologues qui, étudiant une pâte humaine furtive et évolutive, ont pourtant peu de certitudes. De là, je vous montrerai pourquoi, à mon sens, l'Europe s'engage dans une voie idéologiquement dangereuse.

D'abord : nous vivons dans la société de l'information, et dans cette société, le plus dangereux est ce que l'on n'a pas vu. C'est une société de l'image. Quand quelque chose n'est pas à la télévision, on l'oublie ; pas seulement le citoyen, mais aussi les experts ; ce, par absence de pression de l'opinion publique. C'est la contrepartie de l'état de droit, de la démocratie : sans pression de l'opinion, les dirigeants politiques lèvent le pied. Dans notre société, le plus dangereux est donc ce qu'on n'a pas vu.

Ensuite, notre société est perpétuellement innocente, constamment vierge. De vilains criminels et de méchants terroristes viennent de l'extérieur pour l'agresser. Notre société est fascinée par *l'exogène* et oublieuse des risques *endogènes* ; de ce qui dans sa marche même, peut être criminogène. Cas exemplaire de criminalité endogène : la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis. L'enfer étant toujours pavé de bonnes intentions, pour éviter l'ivrognerie, on a mis la mafia en place – et elle y est toujours aujourd'hui.

Notre société voit mal les choses enfouies, cachées et dissimulées. Or les terroristes et les criminels sont discrets comme des violettes, dissimulent leurs traces et évitent de parader sur la scène publique. Par ailleurs, nous vivons dans une société qui accepte mal d'être coupable ; de considérer que ce qu'elle entreprend elle-même, toujours en pensant bien faire, puisse être criminogène.

Le troisième point est méconnu : les criminologues le savent, mais pas l'opinion en général. Ce qu'on raconte sur la réinsertion sociale des criminels est le plus souvent faux. En vérité, aujourd'hui, dès qu'un individu a basculé dans l'activité criminelle, on ne sait quoi faire pour l'en sortir. D'ailleurs, il y a un prix Nobel à gagner pour celui qui trouvera une technique, une méthode, permettant d'extraire durablement, et non pas à la marge, des individus d'une carrière criminelle. Jusqu'à présent, les seules entités criminelles ou terroristes ayant disparu, sont mortes de leur belle mort. Rien dans ce que fait la société n'a jamais permis l'éradication totale et définitive d'une entité criminelle organisée, car celle-ci est douée de la capacité de se régénérer.

La conclusion est ici qu'il faut éviter de laisser le renard entrer dans le poulailler. Eviter de tendre la perche aux mafieux. Eviter de faciliter l'entrée des criminels dans notre société ou dans une branche d'activité sociale, car dans l'état de nos connaissances présentes, cette pénétration criminelle est d'usage irrémédiable. Après, on ne peut plus rien y faire.

Or il nous semble, à nous criminologues, que l'idéologie libérale dominante en Europe manifeste aujourd'hui de la naïveté et même un peu d'irresponsabilité en terme d'introduction du renard dans le poulailler. Exemple : la doctrine voulant que les jeux d'argents et paris soient une anodin commerce, que l'on peut libéraliser, dans le concret ou sur Internet, ouvrir à la concurrence, comme celui des fruits ou des fleurs.

Or, le jeu d'argent, le pari, n'est pas une activité comme les autres. Depuis son origine, tout ce domaine est sous la constante pression de toutes les formes imaginables du crime organisé, ce pour plusieurs raisons. D'abord, cela rapporte beaucoup d'argent., On a récemment démantelé au Canada, à Montréal, le clan mafieux Rizzuto, une filiale de la famille new-yorkaise mafieuse Bonanno. Ce clan s'était lancé 11 mois plus tôt dans les jeux et les paris en ligne. En 11 mois, ces sites de jeux et de paris en ligne avaient rapporté 500 millions de dollars canadiens aux mafieux de Montréal. Notons qu'il s'agit d'une enquête de police, et que donc nous avons des éléments précis sur les comptes en banque et la comptabilité.

Jeux et paris en ligne rapportent donc beaucoup d'argent. Au sens strict du terme, c'est un jackpot énorme. De plus, cet argent est blanchi, vous pouvez y mélanger celui du trafic de stupéfiants, ou d'armes, et tout est blanchi. De fait, constamment et sans exception, vous avez une prédation du crime organisé sur les affaires de jeu. N'oublions pas que Las Vegas aux Etats-Unis, le paradis du jeu, a été créée *ex nihilo* à 100 % par des mafieux de New-York et de Chicago – même si les Etats-Unis s'accrochent de l'existence de leur propre mafia en rejetant toujours les choses dans le passé. Quand on parle de la mafia aux Etats-Unis, une expression revient toujours : « *colourful past* » (passé pittoresque). Passé, pas tant que cela : aujourd'hui, l'influence mafieuse sur les casinos de Las Vegas, est indirecte ; elle ne s'opère plus par prélèvement de valises

d'argent sur le gain quotidien du casino (comme il y a 50 ans), mais par le contrôle de deux trafics qui sont essentiels à Las Vegas : celui du sexe et celui de la drogue.

Si vous avez simplement des gens poussant des jetons dans des casinos, Las Vegas meurt en six mois. Ce qui la fait vivre, c'est la fête, à base de drogue et de ce qu'on appelle pudiquement « escortes ». Voyez les pages jaunes du bottin de Las Vegas, sur 500 pages, à peu près 100 sont des « escortes », des jeunes femmes accessibles au téléphone, pour des prestations rétribuées. Pour parler clair, de la prostitution hôtelière. Avec en prime, la ligne de coke ou la pilule d'amphétamines. Ceci, qui fait largement le succès de Las Vegas, est toujours sous contrôle criminel.

Ces jours-ci, la presse a révélé que des sociétés criminelles russes contrôlaient des systèmes de paris sur les matchs de tennis. Peu auparavant, ici même en Belgique, on a vu des sociétés criminelles chinoises manipuler des paris hippiques depuis Hong-Kong et Macao. Cent exemples montrent aussi que nombre des sociétés de jeux en ligne établies au Costa-Rica, pour dire les choses pudiquement, sont « proches » d'associés ou même de membres de deux familles mafieuses de New-York, Genovese et Gambino.

Telle est la réalité. Le jeu n'est pas une activité anodine. Il est sous constante observation et tentative de prédation du crime organisé. Or en la matière, en partant de l'exemple britannique, pays où l'on joue déjà en ligne et où apparemment cela se passe bien, l'Europe adopte une attitude un peu naïve consistant à ne considérer que des règles, des critères formels. Faisons donc un code européen. Disons aux mafieux, voyez, il y a un code, il ne faut surtout pas vous occuper des jeux. Et les mafieux diront, ah oui, il y a un code et ils partiront.

Or sur la prétendue excellence du contrôle britannique, cette simple question. Tous les ans, selon les propres estimations de la police britannique, de 25 à 35 tonnes d'héroïne, et de 35 à 45 tonnes de cocaïne pénètrent en Grande-Bretagne. J'attends sereinement qu'on m'explique comment des gens incapables de s'opposer à cette marée annuelle de drogue pourront empêcher la présence de criminels dans des sociétés de paris en ligne, ou dans des activités de jeux, sur place ou à distance.

Il semble aussi exister une différence culturelle, en termes d'attitude vis-à-vis de ces jeux, entre l'Europe du Nord et celle du Sud. L'Europe du Nord est paisible, avec une activité criminelle exogène. Grande première, on vient de découvrir en Finlande un réel réseau mafieux indigène avec pratique d'omerta. Mais c'est tout nouveau. Auparavant, des gens des Balkans ou d'autres régions du monde composaient le gros du milieu criminel de ces pays. Ainsi, naïvement, comme la mafia n'existe pas chez moi, je crois qu'elle n'existe nulle part, et donc, je force la main à l'Europe du Sud - qui sait bien, elle, que la mafia existe. Elle l'a sous les yeux tout le temps – mais on lui dit que ses craintes sont infondées. Ainsi, émerge une politique de type « veuillez ouvrir la porte au renard pour qu'il pénètre dans le poulailler ».

Attention aux idées reçues ! Attention aux idées reçues médiatiques ! La presse ne sait faire qu'un seul titre chaque fois qu'un chef criminel est arrêté : « le dernier parrain ». Le même titre revient toujours de façon obsessionnelle. Or rien n'est plus absurde que cette idée de dernier parrain. Voilà 20 ans, le groupe terroriste français Action Directe assassinait le PDG des Automobiles Renault. Le lendemain, il y avait un autre PDG, et pas une voiture Renault de moins ne fut produite dans l'année. Il en va de même quand on arrête un chef mafieux. Le lendemain, il y en a un autre, et l'affaire continue sans difficultés. Les mafias sont des sociétés criminelles *continues*. considérer ces sociétés criminelles continues – ces mafias - comme une simple bande de voleurs de poules est une grave erreur que nous pouvons payer cher.

Attention aux critères juridiques formels ! Attention à ne pas regarder par le petit bout de la lorgnette en ne considérant que des critères économiques et financiers ! Dans certains ouvrages d'analyse économique et financière, sur dix pages consacrées la Colombie, il n'y a pas une ligne sur les criminels, les cartels. Ces économistes font comme si tout cela n'existait pas. Voyez ces analyses purement économiques où on vous parle du développement possible de l'Albanie et du Kosovo, sans une ligne sur le fait qu'il y a pas là-bas que des enfants de Marie. Devant un tel

aveuglement, une telle volonté de jouer l'autruche, Il faut trembler, parce que la dimension économique est prise comme seule réalité existante, et qu'on oublie la dimension criminelle.

Ce que je voulais dire aujourd'hui, peu énergiquement, c'est ceci : attention à ne pas évacuer la dimension criminologique des affaires touchant potentiellement des millions d'individus, comme c'est le cas pour les paris et jeux en ligne ! Si vous oubliez le crime, vous mettez vous-mêmes le renard dans le poulailler. Or quand il y est, on ne sait pas aujourd'hui quoi faire pour l'en expulser.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Y a-t-il des remarques, questions ou suggestions ? Nous avons encore droit à cinq minutes de discussion, avant le déjeuner, sur les deux interventions que vous venez d'entendre.

### **Une intervenante**

Je remercie Monsieur Raufer pour ces avertissements. Je rajouterai un élément juridique formel qui, à mon avis, devrait être sérieusement analysé. Comment peut-on aujourd'hui appréhender le crime organisé et la manière dont il se meut avec des instruments juridiques, ou plutôt des instruments conceptuels avec notre manière rationnelle d'appréhender les choses (ce qui existe n'est que ce que nous voyons) ? Comment peut-on faire quand une action n'est jamais une action ponctuelle, mais toujours une action composée d'éléments divers ? C'est un des éléments.

Récemment, je suis allée à Gorizia. Dans Gorizia, je suis passée de l'autre côté de la frontière. J'ai trouvé particulièrement intéressant de voir combien les casinos se retrouvent dans cette petite ville de Gorizia, côté est. Je voudrais connaître votre avis, Monsieur Raufer, et également Monsieur Pino Arlacchi, sur le fait que la Slovénie va faire partie de l'espace Schengen, je pense à partir du 1<sup>er</sup> janvier. J'ai vaguement entendu qu'un des points forts de développement économique de la Slovénie serait de créer à Tubiana un Las Vegas.

### **Xavier RAUFER**

Une chose est certaine : quand on crée Las Vegas, à la minute où le mot même de Las Vegas est prononcé, les criminels arrivent. A l'heure actuelle, on est en train d'essayer aussi de créer Las Vegas à Dubaï, pour l'instant moins les jeux, mais comme l'Etat de Dubaï vient de prendre des participations à la fois dans les sociétés de jeux et de casino à Las Vegas et dans l'empire des jeux d'un mania des jeux en Afrique du Sud qui, pour dire les choses de manière pudique, et pour parler la langue de l'Eglise adaptée aux réalités mafieuses comme nos amis Italiens savent si bien le faire, est fortement en odeur de mafia, vu les liens qu'il a avec des Siciliens. J'ai donc l'impression que le fait que la société soit de plus en plus tournée vers les jeux, vers le ludique, vers la distraction, vers les paillettes et le show-biz, fait que Las Vegas est un modèle de développement mondial. Vous allez avoir, petit à petit, des Las Vegas partout. Naturellement, chaque fois qu'elle le pourra, la société criminelle essaiera de s'infiltrer à l'intérieur et d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, en profitera et gagnera sa vie en rackettant. Avec un casino, on peut gagner sa vie de façon illicite de 100 façons. C'est ce qui est bien. C'est quelque chose qui est extrêmement ouvert du point de vue de la forme de criminalité. Vous pouvez prêter de l'argent aux joueurs, qui s'endettent et donc veulent se refaire avec des taux d'intérêt confiscatoires. Vous pouvez vous servir de joueurs qui ont tout perdu, et leur proposer des activités illicites, comme la prostitution ou le transport de drogue. Un casino est une merveille : vous avez 100 façons autour de gagner de l'argent illicite.

Je dois même, à titre personnel et pour vous répondre, oui, j'ai dû écrire dans *L'Express* un article dans lequel je parlais des casinos en Slovénie, car déjà, l'influence de clans mafieux expatriés au nord de l'Italie, et notamment en Vénétie était sensible. C'était sous le contrôle d'un individu (dont je n'ai plus le nom en tête) ayant un rôle important en Vénétie, comme le proconsul local d'une

famille criminelle calabraise. Vous voyez que ce n'est pas récent. Cela a sans doute changé de mains, parce que les individus passent, mais l'implantation criminelle reste. Je pense donc que si on laisse entrer des telles sociétés dans l'Union européenne, sans leur demander d'abord, avec un suivi de faire le ménage, c'est un peu là aussi rapide et innocent. Souvenons-nous de la formule du président Reagan qui, en parlant de son gouvernement, disait : « *Trust but verify* ». *Trust*, un peu, et *verify*, beaucoup dans le cas présent.

## **Pino ARLACCHI**

The issue of the triad of drugs, prostitution and gambling has been the main driving force for American organised crime. I don't know if Europe could follow that path but in terms of gambling, the fact that you have European countries which are already members of the Union that allow gambling in casinos, other countries do not allow that. I know that France is allowed. I don't know if this can be a part of the future development of European organised crime, it definitely was in the USA. I believe there are other markets that can be very attractive, specifically for European organised crime in the future. Unless that changes into the institutional sector; opening new avenues for traditional activities.

The way Europe reacted to the traffic of human beings and the traffic of women etc. has been very strong, so the trafficking is already changing very fast. I don't know if this can be a part or if there will be other parts in terms of corruption, in terms of cyber crime, in terms of fraud schemes that this group can follow as a way to make money faster and with less risk than with traditional organised crime. That is a very big question.

In terms of gambling, until now I don't see possibilities of expansion into a bigger market. There is a big substantial change in the attitude of the population. Don't forget that prostitution, drugs and gambling are goods that people want intensively, whether they come with high prices or not, and organised crime groups just sell what people want.

In Europe this is a path that never succeeds in being the dominant one. It is very important that the cultural and political parts of it among others will say something serious about this. When I was in the parliament I fought many battles against this kind of culture - in terms of gambling - that could be quite widespread. We don't have gambling, we just have three half-rated casinos on Italy's border and the parliament has tremendous pressure on it to build a big casino in each region. This was always the issue; the vote is always 50/50. Unless there is a stronger orientation and a decision in this direction, I hope there will not be a development in that way because organised crime will traditionally flourish regarding the 'triad'.

## **Xavier RAUFER**

Juste un mot avant que je ne rende la parole à notre président. Nous avons au moins une certitude en ce qui concerne la Turquie. A un moment donné, maintenant, l'affaire prenait des proportions tellement épouvantables que le parlement turc et le gouvernement turc ont écarté les casinos du sol même de la Turquie. Cependant, quand il y a encore moins de 10 ans de cela, vous aviez des casinos en Turquie, l'ensemble des casinos appartenait à cinq sociétés. Les présidents directeurs généraux de ces cinq sociétés étaient tous des mafieux turcs, connus, condamnés 10 fois, et généralement membres de la bande armée connue sous le nom de Loup gris. Ces cinq propriétaires qui, à eux seuls, possédaient pratiquement tous, à une ou deux exceptions près, des casinos en Turquie, étaient propriétaires de 70 % des bons du Trésor turc. Ces propriétaires étaient les propriétaires de la Turquie. 70 % des bons du Trésor appartenaient à ces mafieux. Trois d'entre eux ont fini criblés de balles. Ce n'étaient vraiment pas des voyous d'opérettes. C'étaient des gens qui étaient connus, qui étaient l'équivalent de ce qu'on appelle en France fichés au grand banditisme. Vous voyez que chaque fois qu'une société criminelle le peut, elle essaye de mettre la main sur cette monstrueuse source d'argent géré ou brassé par les casinos. Là aussi, je pense qu'avant d'ouvrir toutes nos frontières à toutes les pratiques en provenance de tous les continents, et spécifiquement dans le domaine des jeux, il

faut faire preuve d'un peu de prudence, si on ne veut pas se retrouver avec une situation à la turque.

### **Jean-Dominique GIULIANI**

Merci beaucoup. Je crois qu'il est temps de nous séparer. Il serait prétentieux de ma part de résumer tout ce qu'il s'est dit ce matin, et toutes les réflexions que cela implique. Je retiendrai seulement la très intéressante mise en garde de Xavier Raufer, celle aussi de Laurence Ifrah. Ce sont les preuves que les menaces criminelles prennent de nouvelles formes, de nouveaux visages, et qu'il faut être toujours plus vigilants. Le rôle de sentinelle vigilante des criminologues est plus justifié que jamais. Je retiendrais aussi sur ce que Pino Arlacchi et François Farcy nous ont dit sur l'évolution de la violence - même si elle baisse, cela ne doit pas faire penser que l'activité criminelle n'augmente pas - sur ce que disait François Farcy sur les outils qui petit à petit se mettent en place, et qu'il faudrait peut-être mieux utiliser avant de les développer encore. Ce que disait à l'instant Xavier Raufer rejoint une analyse plus générale et peut-être plus politique que nous avons sur l'évolution de l'Europe, l'espace ouvert, très ouvert, qui a réussi par l'intégration économique et par l'ouverture des frontières un extraordinaire redressement en l'espace de 60 ans, et qui se trouve aujourd'hui sur le seuil d'une union plus politique où se posent des questions beaucoup plus politiques, qui touchent la souveraineté des Etats, et où je crois nous avons à nous préparer à de vrais débats de nature profonde politique, comme celui que Xavier Raufer vient de mentionner qui sont des questions extrêmement difficiles. Le fait que la fondation Robert Schuman, totalement étrangère aux questions de sécurité et qui n'a aucune expérience en la matière, s'associe avec le Département de menaces criminelles montre au moins que nous avons compris quelque chose, à savoir que nous souhaitons être là pour relayer le travail, votre travail, d'alerte, d'analyse qui doit être, à mon avis, encore amplifier, mieux connu, mieux diffusé aux responsables de l'opinion publique. Le fait que nous ayons consacré une matinée et que nous allons y consacrer un après-midi encore plus studieux est quand même un élément d'optimisme qu'il fallait planter après ce paysage parfois difficile à accepter pour les profanes comme moi.

## **Lutter contre les nouvelles menaces en Europe : la dimension politique**

### **Alain BAUER**

Dans quelques instants, je vais laisser la parole à Max Taylor sur l'hybridation terroristes/criminels. Ensuite, Fernando Reinares vous parlera des sources illégales de financement criminel et puis le juvénile François Haut nous parlera des gangs du même nom.

Il n'y aura pas de pause cet après-midi. Ils auront chacun environ 20 minutes suivis d'un espace de questionnement qui sera suffisamment maîtrisé pour que nous puissions les uns et les autres poser des questions et retourner ensuite à nos gares respectives pour rejoindre nos lieux d'origine.

Je voulais faire un petit point non pas de bilan, mais d'état des lieux à la fois sur les débats qui ont eu lieu ce matin et sur les problématiques plus générales, remercier François Xavier de Donnée qui est ancien ministre de la Défense et qui a été président de la Région de Bruxelles-Capitale d'être présent parmi nous cet après-midi. Comme vous l'imaginez, à ce moment précis de la journée, la relation qui existe entre le tube digestif et le cerveau est rarement à la gloire du cerveau. Nous comprenons bien la difficulté qu'il va y avoir de gérer à la fois la digestion gastrique et la digestion intellectuelle. Chacun fera un effort à la fois de vivacité et d'attention pour mériter la vôtre.

Comme vous avez pu le comprendre depuis ce matin, les criminologues n'ont pas pour mission d'interpeller les criminels, ils ne sont pas là pour les juger. Sans criminels, nous n'aurions pas de

travail. Ce serait ennuyeux pour nos fins de mois. Sans nous, les criminels ne seraient pas reconnus pour ce qu'ils sont. Ils ont un immense besoin de reconnaissance qui ne passe pas systématiquement par YouTube, mais par toute une série d'autres mécanismes qui amènent parfois à découvrir des éléments de construction de la réalité criminelle qui méritent d'être pris en compte d'une autre manière que la procédure pénale, même si la procédure est probablement l'élément de lien qui a manqué dans l'interprétation des approches de ce matin.

Deuxièmement, le crime est un secteur porteur. Il n'est pas en récession. Dans l'Europe en construction, la seule chose qui est véritablement globalisée d'une manière active et quasiment définitive, c'est l'espace criminel à la fois celui dont on parle, comme nous l'avons fait ce matin quand nous avons parlé des organisations criminelles de type mafieux d'origine albanophone, parce que nous sommes dans une culture du parlé correct qui vaut essentiellement pour les acteurs de l'interprétation de la répression, mais rarement pour les acteurs du crime qui n'ont pas besoin de tous ces efforts en tant que tel, mais nous aurions pu parler aussi des problématiques kosovares ou tchéchènes. Comme le disait un albanais récemment, il faudrait s'occuper des Tchétchènes parce qu'ils sont "vraiment méchants".

Troisièmement, depuis peu, l'Europe policière – le dernier rapport OCTA d'Europol le montre – a commencé à prendre en considération le fait que dans le vieux continent, une partie des activités criminelles qui semblait avoir disparu à l'exception d'un espace culturano-folklorique qui était la mafia italienne, sicilienne, napolitaine, etc., commençait à se répandre. Il n'a pas fallu attendre Duisbourg pour se rendre compte que ce phénomène pouvait aussi se répandre à l'exportation, mais qu'il se répandait aussi à l'importation et aujourd'hui, jamais du point de vue de la police, le crime organisé ne s'est aussi bien porté en Europe, en tous cas depuis la deuxième guerre mondiale.

Le crime est une société libérale avancée qui fonctionne selon les règles de l'économie de marché et qui en est même un modèle ultime qu'il faut prendre en considération. L'intégration est à la fois verticale et horizontale. Les zones de chalandise se développent. Il y a des cultures de *l'incentive*. Il faut reconnaître que le seul problème véritablement important, c'est une gestion plutôt définitive de la concurrence. Les problèmes qui sont devant nous ne sont pas Internet à la place du bon vieux crime. Ce n'est pas Internet à la place de *bricks and mortar*, c'est Internet et *bricks and mortar*, la criminalité aujourd'hui fonctionne sur l'ensemble des terrains possibles. C'est d'ailleurs pour cela qu'une des curiosités veut que l'on continue, comme vous l'avez entendu tout à l'heure, à imaginer la criminalité comme un espace finissant et quasiment folklorique. C'est tout juste si on n'a pas mis un centre de divertissement criminel à Corléone où on pourrait faire un Disneyland local, s'amuser à être Al Capone ou quelques autres, alors même que le dernier parrain est toujours remplacé par le nouveau parrain dans le même journal à quelques semaines de différence. En fait, puisque l'on est dans une période de gestion de l'environnement, la criminalité durable s'est durablement imposée en Europe. Elle n'a pas disparu. Elle est en plein développement. Elle est en plein enracinement dans des espaces dont on parle peu : le Danemark avec les bandes de motards criminalisés. Tout à l'heure, on vous a parlé de la Finlande avec les premières organisations criminelles à caractère familialo-initiativo-mafieux. On peut prendre des exemples au fil des faits divers dès lors qu'on ne lit pas uniquement son quotidien local, mais qu'on en a une vision plus européenne ou plus internationale.

Enfin, parce que nous avons pris l'habitude de croire à des fadaises et qu'en matière criminelle, le plus souvent, ce qui est nouveau est ce que l'on a oublié. Très souvent, il est facile de se rendre compte à quel point nous nous limitons à des articles de bazar pour comprendre les phénomènes criminels. Par exemple, tout le monde croit savoir ce qu'est al-Qaida. Tout le monde pense qu'al-Qaida s'appelle al-Qaida. Tout le monde pense que Monsieur Ben Laden en est le chef et tout le monde pense que c'est une structure pyramidale avec un chef et une organisation en « râteau » parce que c'est comme ça qu'on aime bien fonctionner, que c'est le modèle culturel qui est le nôtre et qu'il n'y a pas de raison que le modèle soit différent. Le problème, c'est que sur ces questions-là, en Europe comme aux Etats-Unis, nous avons plus de spécialistes de la thérapeutique que de spécialistes du diagnostic. Vous avez plusieurs types de spécialité : la spécialité homéopathique. Il n'y a pas de criminels. Il n'y a pas de victimes. Il n'y a que des

victimes. Tout le monde est victime d'un état méchant, culturellement incapable de comprendre les réalités qui prônent un capitalisme monopoliste d'état qui brime l'émancipation des classes ouvrières opprimées. Je cite « *le monde diplomatique* », si vous voulez les sources.

Vous avez les spécialistes de la chimie. Il faudrait quand même faire quelques efforts et prendre des antibiotiques. La situation est moins facile qu'il n'y paraissait au début. Le rhume s'est transformé en grippe, mais enfin on verra bien. Vous avez ensuite les spécialistes de la chirurgie. Il faut amputer tout de suite. On les connaît. Il y en a 30. On les connaît dans le quartier : mirador, mitrailleuse, élimination sociale, physique parfois car il certains n'hésitent pas. Chacun continuant à prôner ses médications en dépit de toute analyse de base. Si vous avez une éruption cutanée, et qu'on vous a coupé le bras, ça va vous être désagréable. Si vous avez un cancer généralisé, et qu'on vous a donné cette camomille, vous allez un peu en vouloir à votre médecin au moment des obsèques. Tout le débat est très exactement celui-là. Personne ne réalise ou ne fait l'effort de réaliser le diagnostic initial ou la connaissance du phénomène qui permet ensuite d'adapter les thérapeutiques, quitte à envisager une trithérapie quand il faut passer du prêt-à-porter culturel sur les questions criminelles au sur mesure, le seul qui fonctionne. C'est d'ailleurs pour cela que ce type de réunion, comme celles qui ont précédé celles qui suivront montées par le département de menaces criminelles contemporaines d'une part et pour ce qui se passe ici à la fondation Robert Schuman ont été mises en place.

Dernier problème : il y a une curiosité dans la construction européenne. Les règles du libéralisme et de la concurrence, avec lesquelles j'avoue être assez en accord historique, semblent s'appliquer à tous sauf au crime. Il y a des règles anticartel ou anti-monopole. Si on trouve normal de libéraliser tout ce qui est le financement des activités criminelles, le fait d'appliquer des règles anti-monopole ou anticartel aux activités criminelles ne paraît pas une nécessité alors même qu'on leur ouvre la porte à des développements sur des marchés historiquement connus puisque tout le monde sait depuis toujours par exemple que le marché des casinos et du jeu fait partie de la sphère criminelle traditionnelle. Il n'y a pas besoin de venir à un colloque ou d'être un expert en criminologie pour savoir ce que tout le monde connaît de l'histoire des activités du jeu, notamment du jeu clandestin. Il y a une curieuse idée sur ce sujet qui est le négationniste. Le négationniste ne fonctionne pas uniquement sur des activités historiquement passées, ça marche aussi sur des activités présentes et contemporaines. En fait, la main invisible en matière criminelle existe.

Les libéraux ont raison. Simplement, elle n'est ni vertueuse et elle est un peu sale et elle est un élément de régulation de l'activité criminelle dans le monde entier puisque le chiffre d'affaires du crime amène à une variable d'ajustement notamment sur la construction de la masse monétaire. Dans la masse monétaire tous les ans, il y a un écart positif entre la masse monétaire qu'on devrait trouver et celle qu'on trouve. En fait, on trouve toujours plus d'argent dans la caisse qu'il ne devrait y en avoir, et cette variable d'ajustement est celle qui nous pose le problème majeur dans la connaissance et dans la reconnaissance de la réalité criminelle. L'Europe du crime est une réalité. La globalisation du crime est un fait accompli.

Le seul débat qui nous reste probablement est celui de la construction d'un espace européen de police et de justice, à la fois pour traiter des événements qu'on connaît, mais aussi de ceux qu'on ne connaît pas encore. Il y a sur cette question une interrogation majeure entre la volonté affirmée des commissaires européens en charge de ce sujet et la volonté des autres commissaires européens sur des sujets dont on imagine *a priori* qu'ils ont quand même quelques relations avec le crime. C'est le cas en particulier du débat sur la libéralisation des jeux d'argent et de l'espace Internet au moment où Interpol vient de connaître sa plus grande victoire grâce à Internet sur la pédophilie. Le fait de libéraliser Internet n'apparaît pas comme la réponse la plus adaptée à la problématique posée que ce soit en termes de la traite des êtres humains, de pédophilie ou de jeux clandestins puisqu'en la matière, le jeu sur cette question est en tout état de cause clandestin ou de nature à générer des recettes pour le crime organisé. Ces recettes sont autant de produits d'investissement pour d'autres types d'activités criminelles car dans l'hybridation, sujet qui va venir dans quelques instants, il ne s'agit pas seulement de l'hybridation d'activités, mais aussi d'une hybridation d'investissement.

Dans un premier temps, nous allons entendre Max Taylor sur l'hybridation, à qui je laisse la parole pour un délai raisonnable de *twenty minutes*.

## Une nouvelle menace : les entités hybrides terroristes/criminelles

### Max TAYLOR

Good afternoon, it's a pleasure to be here and I'm very honoured to have been invited to speak to you. I will speak about hybrid terrorist criminal groups in a very general way for a number of reasons: the first one being that terrorism is a very broad subject as is criminality and organised crime. Twenty minutes is not enough however Fernando Reinares who will follow me is going to talk in more detail about some issues.

My presentation will first of all review what I think the relationship between terrorism and organised crime was, and then I will suggest two ways in which I think you might be changing now, and continue to change in the future. One of the problems about talking about this sort of area is that we needed to get into definition issues: what is terrorism? What is organised crime? The UN fails to grasp the definition of terrorism and certainly we won't. I think that's a sterile argument and I'm not going to engage in it, although I recognise that there are issues around it.

The starting point for me is very clear: terrorism is a crime, whatever else it is, it is criminal behaviour, whatever its motives are is a different matter. As far as I'm concerned it is a false distinction to make between terrorism and crime, there are the same. Whatever it is that drives terrorism. Terrorism is an expensive business, terrorists do not come cheap, they require a lot of effort, they require a lot of money to keep themselves going and they need to sustain themselves. All terrorist groups need to acquire money and if they are fortunate in having a clear-state sponsor then money is less of an issue, and if they don't have a clear-state sponsor they have to obtain this money in some way. Generally speaking, terrorist organisations do not have the capacity to raise money voluntarily from people and therefore they resort to criminal activities to raise money.

Provisional IRA, which is probably the most successful terrorist organisation that we have ever encountered, has an unknown annual income, but probably an excess of €10 million a year. Enormous amounts of money have been raised and are fed into the provisionals. We are not talking about a small operation, certainly as far as the PIRA are concerned, it is certainly not a small operation, and its engagement with crime is extensive. I'll use PIRA as an example as we go through things as it is an area I know a lot about and it is also probably the most development and the most successful terrorist group - of the old kind - that we know about.

We can identify three broad ways in which in the past terrorist groups were involved in criminal activity. The first and obvious one was that they were involved in acts that were obviously totally illegal: bank robberies, kidnappings etc. This is an example of a very famous and highly effective bank robbery conducted in December 2004, you will notice that the IRA were allegedly on seize PIRA at that time, which also says something about the nature of the organisation. In December 2004 PIRA robbed a northern bank in Belfast; they took away around £20 million in total. It was a highly organised, highly effective bank robbery with elaborate precautions taken to allow it to happen, and very elaborate procedures developed to dispose of the money afterwards. An enormous amount of planning went into that raid and it was a highly effective one.

That's a very obvious example of a criminal act that we might have said characterised the relationship between terrorism and crime. Another kind of thing which terrorists were involved in relation to terrorist activity was in relation to eagle activities which are on the border line of being

partially legal. Again, the provisional IRA, ETA and other organisations have developed wonderful strategies for managing the fine line between illegal and legal, and they are engaging in activities which are, in this case, partially illegal, but also partially legal. For example, kickbacks on contracts or invoicing that contains false invoicing, when the money is paid twice or three times over, inflated invoicing and so on. The converse of that is legal activities that are partially illegal such as money laundering and inside dealing. Again, to use the provisional IRA as an example, they have enormous holdings of property in Ireland and elsewhere, and money for illegal activities is laundered through property, laundered through solicitors, through accountants, and that generates an enormous property portfolio that sustains the organisation. It is legal in the sense that the purchases are entirely legal but the money isn't. It is a converse of the legal activity and partially legal, these are legal activities which are partially illegal. Banking is another example of the same kind of thing.

It's important that we realise what we are talking about when we talk about terrorism. It's very easy for us to have the image of the terrorists as being the man who plants the bomb, the suicide bomber, the man who pulls the trigger in an assassination. They are the public faces of terrorism, they are the people you see on the television and in the newspapers, they are the ones that put fear into us, but they are only the tip of an iceberg. If we use the provisional IRA as an example again, when looking at their organisational structure you can see that they are in fact quite a complex organisation. This will be typical of all terrorist organisations, although not necessarily as well developed as the PIRA one. All organisations have to have some kind of logistical support, all organisations need some kind of technical support to be able to construct bombs and to manage construction, obtain munitions; these all need some kind of financial competence and capacity.

So terrorism is a complex business, it's not a one-man band. Even the old idealistic terrorists - the RAF found that out quite quickly - and contemporary terrorism is recognised very clearly that it's quite a complex structure that is needed to support the kind of activities that terrorists are engaged with. It's not then just the man that plants the bomb that's the terrorist.

In the financial area there is the legal and illegal distinction that is sometimes hard to make, it's sometimes quite difficult in the terrorist organisation to make a distinction between what's legal and what's illegal. The provisional IRA for example had extensive community things, they were very involved with working with communities, and much of what they did was very desirable and very necessary because they offered services that local authorities couldn't supply. Clearly it also supports terrorism and it wouldn't exist without the terrorist organisation, so there are difficulties in knowing where to draw the line and knowing exactly what constitutes legal and illegal behaviour. I think the way that one has to look at this is in terms of the process rather than a fixed state.

However, if we recognise that terrorism is complex, you can see why terrorism costs a lot to run, you've got people to design equipment, you've got people to go out and steal cars, you've got to bring things together and you need somebody in the provisional IRA terms to organise all these things. The man who plants the bomb is really, in many respects, the last part and not really a very important part, of this whole structure.

In the case of the provisionals for example, you may not have known where you were going to bomb until you were actually about to go there, for obvious security reasons. So the planning is done elsewhere, the munitions will be brought to you; one piece of the bomb from somewhere, another piece from somewhere else, things are brought together, it's a logistical challenge. The guy who assembles it and then passes it on, the face that we see might not even be the most important actor in the game, indeed he probably isn't. So terrorism is complex, it puts demands on people and it's expensive to run. That's of course the obvious reason why terrorists should be involved in crime.

In fact, crimes committed by terrorist groups are often indistinguishable from other criminal activities, if we just look at that bank robbery in the Northern Bank for example, the only thing that lets us distinguish it from other kinds of criminal activities is that it was extraordinarily well conducted, beautifully organised, very well executed, and lots of bank robberies aren't as well executed. That's probably the only way you might distinguish it because in other respects it seems

the same, although there are clearly differences between terrorist groups and criminal groups in terms of motivations and in terms of their long-term objectives.

In general, I think it would be fair to say that up to some time towards the end of the 1990's, terrorism and crime really coexisted. There were not very well developed relationships but in other parts of the world pragmatic rather than long-term relationships developed in criminal organisations and terrorist organisations. It served short-term ends, for relationships to develop but there was no fundamental relationship emerging. Why was that? One reason is simply the lack of trust between terrorist and criminal groups. Terrorism is a high risk activity, even criminal is a high risk activity, terrorists tend to be well-organised, tend to be ideologists, sophisticated, tend to be kind of complex which makes them relatively vulnerable. Criminal activities like that kind of ideological theory, both would feel vulnerable quite reasonably I think, in exposing themselves to people who they don't know very well and don't trust, so it's quite natural that no long-term relationships would emerge because the danger is they're not reliable.

Another reason why no long-term relationships would emerge is because the decision-making process in terrorist organisations and in criminal organisations is different. Both are high-risk activities and both are highly risk-averse, and of course collaboration adds to risk. So short-term marriages of convenience then seem to characterise what we see or what we saw, rather than any long-term commitment. But of course anyway, terrorist organisations have rather different goals from criminal organisations. Certainly in the past, the ideology - although not necessarily the reality of terrorism - would have emphasised political motives, would have emphasised political change and so forth, and criminal organisations are about taking the money. For a period they sit together but then they don't really sit together in the long-term, that's probably the reason why we didn't see that growing together of crime and terrorism to any extent.

To bring this together, but to look at it from a slightly different perspective, certainly around the 1990's, both criminal organisations and terrorist organisations both accepted a notion of the state, they were what Rosenhauer called 'Sovereign-Bound' organisations. That means that they shared a certain common basis, but of course embedded in that common basis is also a fundamental difference, that is that criminal organisations need a status quo to function, they are not in the business of upsetting things because this means that it is predictable, and terrorist organisations are, or should be about upsetting things that change the status quo. There is therefore a fundamental similarity between them and also really quite a fundamental difference between them that means that they are very unlikely to coexist.

So using the example of provisional IRA in the 1990's, extensive involvement in criminal activity to raise money, you don't raise £10 million a year without being extensively involved in crime. Bank robberies, elaborate financial crime in property dealings, but there were no long-term relationships with criminal organisations developed except in one case which was in the US and related to arms dealing. That could not be said in the same way with loyalists and it may not be the case for other terrorist organisations around, but certainly the provisional IRA has been a well-developed private successful terrorist organisation. You did not see long-term relationships developing, they were pragmatic when they did occur and they suited some local and essentially short-term ends.

But things have changed now in very unpredictable ways, but unquestionably things have changed and since the 1990's, we've seen a growing convergence of terrorists and criminal organisations. Why? Well one reason is that there has been a change in the nature of criminality, muggings continue, low-level crime against an individual continues, that's not changed. Domestic burglaries and so forth, the background level of crime hasn't particularly changed, nor should it and nor will it. A burglar is successful when he gets into a house, he doesn't need to change. Since the 1990's we have seen an increased and a change in the kind of new criminal sub-culture, a sub-culture that is highly specialised, that is increasingly sophisticated and is technically very competent. We see in a way we have never seen before in criminal activity, the involvement of highly-trained professionals, not just engaging in personal fraud, but engaging in collective activity. So I think it would be reasonable to say that there have been changes in the nature of criminal activities that have led them down the road of increased specialisation. Increased specialisation seems to be about converging and sharing.

A second factor that's changed relates to the notions about security, they were very unreliable, provisional IRA would never have launched into some activity in any long-term commitment with some local criminal, it would not have been safe or reliable. Because of the changing nature of crime or the potential that crime enables now, in particular because of globalisation and because crime no longer is bound by national boundaries, the risks associated with cooperation have been greatly reduced. I know that the Internet isn't anonymous, I've spent a lot of my time over the past few years arguing that the Internet isn't anonymous but it is if you want it to be, it's extremely difficult to monitor things if you want it to be like that. The distance from State regulation is another factor that enhances this sense of security that leads to convergence.

I think it is very important that we have also seen a change in the nature of terrorist structures, no longer do we see the kind of hierarchical structure that we would have seen with provisional IRA, now we've got a much more 'leaderless' kind of environment, a much less clearly hierarchically defined environment, and organisations that are not particularly State-dependant. The global Jihad is not about what happens in Saudi, it might be in some senses but it also has aspirations which go way beyond that.

So there is a loss of State-dependence and I think along with that, there is a sense of people engaging in multiple roles, but I think this adaptation is parallel with the changes in organised crime. I think this issue of multiple roles is terribly important, we see it in PIRA, in PKK and Al-Qaeda, one of the valley bombers authored a primer on how to use on-line fraud. We see in UK radical Islamic groups, the involvement in importing and selling counterfeit sports goods. On the 18<sup>th</sup> October PIRA murdered a young man who was involved in illegal Diesel products. The roles are changing, the nature of the organisations are changing along with the roles.

I think the notion of multiple roles is central to this on the one hand and I think the Rosenhauer's sense of 'Sovereign-free groups' is very important, groups that are no longer bound to local or regional States, where the agenda is much broader. Animal rights for example might be seen in that context, as it will cross boundaries, as indeed it is doing now. Al-Qaeda is not the only example that we can draw on to illustrate that, where groups define themselves in terms of global agendas and global issues. I think along with that comes a change in the challenge to those notions of authority and legitimacy.

There is an extraordinary and very interesting paradox which I think is embedded all over this: as terrorist's aspirations become more global, so will the significance of the individual act, the individual now is far more important in terrorist organisations than it's ever been. That's a paradoxical thing: organisations have taken this broader view, so it empowered the individual and this is one reason why the war on terror is going to fail, because it is just not addressing these issues.

This is a geographical example of where we are seeing this working out in reality, the tri-border areas in South America. We see in this area of Paraguay, Brazil and Argentina, arms dealing, organised crime, terrorist funding, a terrorist group is active there and this unconfirmed report that radioactive materials are there. So this is a lawless area where terrorism and organised crime coexist and indeed feed off each other. A specific individual example is Afka van Sari who met Saichik in prison and Sari who was a major Indian criminal figure was connected to Al-Qaeda when he was transferred to the Taliban. He admitted to these things and Sari is a living example of the man who stands in the middle of terrorism and organised crime, and I'm sure we'll see more of this.

What leads to this? What are the breeding grounds for this? What are the factors that drive this forward? I think we can identify a number of factors, (and this is my final slide) failed States are obvious ones, failed geographical elements within States are also obvious areas, States don't have to fail for the pieces of States to fail, and that is the breeding ground for this. We have the failed virtual area where the legitimacy of the State is questioned and the Internet. We have a further area of failure where legitimacy is questioned: imprisonment. It's no great surprise that Afka van Sari met and engaged with Al-Qaeda people in prison, and prison is of course one of the breeding grounds - not only in crime but also terrorism. The processes of globalisation are

important because the boundaries are changing, and I think there is one fundamental bit which is extraordinarily important, that explains why organised crime and terrorism will come together in the future, it works. The uncomfortable reality of it is that terrorism is successful, terrorists are good at raising money and it all works together. In my view, I think the outlook is rather bleak, and our response to it is going to have to be to re-think the kinds of ways that we deal with some of these issues. Thank you.

### **Alain BAUER**

Thank you very much, we are perfectly on-time. Y a-t-il des réactions ou des questions sur la présentation de Max Taylor sur l'hybridation et ses conséquences ? Je sens le poids du tube digestif, une distribution de produits stupéfiants caféinés peut-être. Voulez-vous plutôt réserver vos questions à une espèce de tir groupé. This is where we are going I think, due to the lack of caffeine and other substances.

Je vais donner la parole à Fernando Reinares sur les sources du financement illégal et criminel du terrorisme en version française.

## Une nouvelle tendance : le financement criminel d'entités terroristes

### **Fernando REINARES**

Merci beaucoup. First of all I would like to thank François, Alain and Xavier for their kind invitation to be here today. My contribution is intended to complement Max Taylor's presentation because I will keep referring to the financing of terrorism and of course in parallel to criminal organised activities.

Let me start by saying that it is often said that terrorism is a relatively expensive, even a cheap activity because acts of terrorism per-se are relatively cheap, at least if we compare those acts with the cost of human lives, the material damages and also national and even international consequences. The biggest and most spectacular of the terrorist attacks was September 11, this needed something between 300 and 500,000 Dollars, and in Europe the biggest one was Pan AM 103; it was fully planned and fully executed for around €100,000. The terrorist had accumulated a value of 1,500,000 more for the attacks after the bombings. The third party attack was executed at a total cost of US\$35,000.

Despite those attacks, it might not seem true that terrorism is relatively cheap, however, as Max Taylor already pointed out, a sustained terrorist campaign or the maintains of terrorist organisations. And so it is not so expensive if it requires significant command. Not only money, but also financial assets. For a terrorist group to survive, it really needs a continuous routine provision of human and material resources, this is why terrorist organisations, terrorist networks do take a lot of mobilisation of strategies in one sense and equipment strategies or radicalisation of equipment strategies, and on the other hand, financial strategies.

The way terrorist organisations or terrorist networks finance themselves tends to show significant variations from one case to the other, from one group to the other, from one country or region to the other. It is possible to find some basic regularity which of course involved overtime. Now broadly speaking, methods and techniques used for terrorism financing might be legal or illegal. The set of methods used by a given terrorist group for the purpose of financing depends usually on the social economic countries which the group operates in; European countries are rather favourable for them. It depends also on the relationship the network has with the population, activities are easier when the social group of the collectivities surrounding the organisation

tolerates those activities. It also depends on knowledge of particular techniques and actor capabilities, for instance members of a given terrorist group might have expertise in particular fund-raising techniques. Around 20% of all those individuals arrested and in prison in Spain over the past five years for activities linked with terrorism have produced experiences in prison for non-terrorist offences. So their expertise in the area of common delinquency is easily transferred to their participation in terrorist networks. The method also depends on the level of funds and on the perceived risks involved in. This is a rational perspective; we are talking about fanatics, the rational of fanatics. Following on to this idea, you remember that in the year 2000, Mollah Omar was involved in the Islamic production of opium in Afghanistan, now the Taliban are not only protecting opium but are trading in it. They are defending the production of opium from those who want to eradicate that, namely the Afghan security forces, the ISIF international coalition forces.

If we look at certain groups in Europe, - I will not look at the IRA, we have already heard about that - in the case of better financing: in this initial period, most of the funds used by these organisations were coming from robberies and assaults to banks and businesses. This became more and more risky for the group, ETA moved progressively towards kidnapping for a ransom. They did this into the middle of the 1990's when mass social mobilisations in the Basque country prompted the organisation to no longer rely on kidnappings of people from the Basque country. At the same time, ETA had already introduced extortion on a great scale on business men and professionals in the Basque country, asking for what is called 'revolutionary taxes' under threat of reprisal, including of course the threat of being killed.

Between 1993 and 2002, extortion towards Basque people, mainly Basque business men and liberal professionals provided ETA with an annual income of nearly €5.15 million. Interestingly, other sources of funding developed in the 1990's and made it less necessary for the organisations to continue extortion, which was becoming a rather risky activity, not only because of police and judicial action, but also because of social religion. The curious thing is that those other sources of funding were public subsidies which were provided to the political branch of ETA, created by ETA's association precisely to act as bodies which can be legalised or tolerated. Those bodies were able to attract and accumulate funds which are transferred to ETA, who then contribute in the management. 69% of those funds came from the Basque country, 16% from the European Union and 10% from local entities in the Basque country. Of course after Batasuna became illegal, not only for legal issues but because Judge Portasanga found out that Batasuna was transferring all his money to ETA for financing. When Batasuna became illegal and this from activities of the group's running ETA, ETA re-started extortion campaigns. Not only business men this time but also small business men, shop owners etc.

I will conclude by saying that extortion by ETA is a reality in the Basque country in Spain today. As you can imagine, this seriously affects social and economic life. Nearly 200,000 people have left the Basque country since the start of the democratic transition in Spain, and a large proportion of them are forced to exile to other territories in Spain because of the coalition and terrorist activities of ETA and linked to this extortion programme.

What about Jihadist terrorism? Western Europe is one of the main sources for funds used by the global terrorism networks. Traditionally, Western Europe was regarded by North African Jihadists as an importance area to raise funds. In Europe, most common sources of terrorism financing in the case of Jihadist groups are bank fraud, tax fraud, robbery and drug dealing. Drug dealing was particularly interesting and here we have a peculiar illusion between serious organised criminals and Jihad terrorists because those domestic criminals have exchanged explosives for drugs with the Jihadists, allowing them to perpetrate the attacks.

So you have these groups in Europe who have a preference for monetary-credit type fraud: bank and shift code, law fraud, credit card fraud, and the perpetrators of those frauds often use multiple fraudulent identities. Even if these kinds of frauds generate thousand and thousands of Euros, it is considered by the terrorists as a low-risk activity. Why? Because usually this kind of fraud is not a priority for police and judicial investigations. In the majority of the cases losses from this type of fraud are absorbed by the banking system or the financial institutions, police investigation is not even initiated.

More sophisticated types of fraud are now being detected as illegal sources of financing among Jihadist groups and networks in Europe. For instance, value-added tax using inter-community fraud, which is basically that someone gets a VAT registration in a country to acquire goods VAT free, and then those goods are sold in another country at a price including VAT. The terrorist disappears before they are due to pay for the VAT paid by the customers to the national tax authorities.

We have an even more sophisticated version of this problem when they use a series of companies where no goods are actually traded, no transfer is made, and all there is is some paperwork. Of course other terrorist groups also trade with the traffic of papers, they sell false documents, but individuals linked with these groups also sometimes rely on violent crimes such as robbery, extortion, drug dealing and so on. In principle, many among them have no objection to the use of these kinds of activities. It is actually one of the internet sites on how to finance Jihad; it is a video diary of Mustafa Soudi. It was a video made in Afghanistan when we thought he had been arrested in Pakistan, this displays why if things were done in the Jihad way, in the name of God, you can even give somebody a hotel in order to take his/her credit card. Of course they also use legal benefits from commercial activities, from donations, we even have cases in which the Jihadist groups are asking for donations to Internet projects, they use shops, companies, real-estate businesses for money-laundering processes, they mis-use charities etc. The problem here is not only an economic one, the problem is a social-ecological one because when Jihad is defined in intensive ways, then it becomes in the understanding of this and moral individual obligation, and you can put more things onto moral obligation, physically or economically. Physically if you are up to it and economically otherwise, they tend to follow verse 41 of Surah 9 of the Qur'an which says *'fight with your possessions and your souls in the way of Allah'*.

I will now turn to how this is transferred. Let me conclude by just mentioning that historically, Islamism in Europe used to engage in activities intended to provide assistance and financing to Northern African terrorist groups which were primarily domestic, and engaging in domestic conflicts. But this began to change and now those individuals are less linked to national groups in their countries, and are more engaged in joining more globally focussed activities with global agendas. I mention this because the conflict in Iraq is now the major focus for terrorist financing in Europe, as with Afghanistan, Chechnya, Bosnia etc., in the 1980's and 1990's. Since 2004, Islamist terrorists based in Europe are much more focused on mobilising activities in favour of Jihadists in Iraq; indeed fund-raising activities are related to Jihad extremists in Iraq to the extent of Al-Qaeda in Iraq, apart from being a terrorist extension of Al-Qaeda which proceeds forces from the Al-Qaeda core. Al-Qaeda in Iraq is now greatly contributing to the financial recovery, not only of the Al-Qaeda core but also of other regional Al-Qaeda extensions as well as affiliated groups. Thank you very much.

## **Alain BAUER**

Y a-t-il des questions à la fois sur ce que vient de dire Fernando Reinares et antérieurement sur ce qu'avait dit Max Taylor ? Je signale que Fernando Reinares publie aujourd'hui un article assez intéressant sur les attentats du 11 mars, notamment sur la problématique terroriste et l'analyse qu'on peut en faire eu égard à cet événement tragique.

Y a-t-il des questions ?

## **Une intervenante**

I have a question which is quite difficult: can you evaluate in financing the amount of illegal activities and legal financing? By legal financing I mean for example donations, you mentioned the legal aspects at the end of your contribution.

**Max TAYLOR**

I think it's probably nearly impossible to do that. All you can do is look historically at things. In the Irish context, loyalist organisations would have obtained 95% of their money illegally. The small contributions through extortion or free contributions in coerced ways, for example loyalist prisoner's aid. For the provisionals it is much more difficult to say because there were quite large amounts of money flowing into Ireland up to 9/11 from the US. Then of course it stopped because all of a sudden Irish terrorists were no longer able to seek money openly in the US in the way they have done.

I don't know any figures that would be put to it, I can't add to that. Smaller groups, things like animal liberation, would have been primarily funded by their own resources, they wouldn't have been that much involved in criminal activity. The RAF political terrorists of the 1980's and 1990's were self-funded to a large extent, but they did involve themselves in criminal activities and that grew over time. I suspect there isn't really an answer to what you are saying; it's a more complicated answer.

**Fernando REINARES**

I agree with you when you say there is no way to answer this. Until the mid 1990's ETA had nearly 100% of their income coming from illegal sources such as extortion, robbery and kidnappings. In 2000, nearly 60% is coming from legal sources and as from then, around 80% so coming from illegal sources.

Concerning global terrorism, what does it depend on? It all depends on which terrorism network you referred to; we have talked about Al-Qaeda, basically in the nations from wealthy people in the States. If you go down to the bottom: local sales, petty crime, credit card fraud and so on. In the middle you have all these extensions of Al-Qaeda groups and there you will find a combination of legal (donations, charities etc.) and severe criminality.

**Max TAYLOR**

There's another little way of answering, or shedding a little bit more light onto it, and that is often in the sense of the acquisition of money and acquisition of resources. All contemporary terrorists groups and certainly in the past, the Irish terrorist groups gained enormously from peoples time, where professionals, accountants, people would do things for the organisation. So in a sense they didn't pay for something that they might have paid for, so there is also that kind of complexity to it.

**Un intervenant**

Thank you and many thanks to the speakers for their interesting presentations. If I understand correctly, we are facing a rather worrying trend of convergence between criminal activities and terrorist activities which may make fighting both crime and terrorism more complicated. My issue is something which cannot really be answered: what do public authorities do about this? What can the State and the European Union do about this? Public authorities can get it completely wrong anyway; they can at least amend themselves on this. Thank you.

**Fernando REINARES**

Well this also depends from country to country although in general terms, countries are adopting the same kind of instruments based on compliance with relations. It is important in those countries to have an available financial unit, it is important to carry out good surveillance of suspicious money transfer operations. Of course you need a framework which will oblige financial institutions. For everything outside the official banking system, former financial institutions, you have to have

well-prepared police intervening services with units who know how to detect financial activities which are often difficult to uncover.

### **Un intervenant**

Like with real-estate when we say 'location, location, location', would this be 'intelligence, intelligence, intelligence'?

### **Max TAYLOR**

I think one thing we need to think much more about is investing beyond crises, because at the moment we tend to respond to things after they have happened and then events flow but of course it's too late at that point, it's happened. So I think one important element is an investment in the future in a number of ways. I think there needs to be an investment in thinking where things are going. I'm not suggesting that doesn't happen now but I think we need much more of that, much more systematic work.

One of the huge problems I feel about terrorism research is that it lacks an empirical base. Terrorism research, in contrast to other areas of social investigation, is very poor, the quality is poor. So we need to invest in that, we need to start to think systematically about where things are. I think the second thing we have to do is invest in communities in the long-term, because managing terrorism is a short-term and a long-term issue. It's a short-term issue in dealing with crises, it's a very short-term issue when you are dealing with first responders and you are mopping up the blood and dealing with the casualties, and then there's a medium-term issue which is about that event, working through that network. But there is a longer-term than we have got to think about, where we have to start to think about communities and investing in communities, and understanding what the processes are that lead young people towards this dreadful word 'radicalisation'. It is a meaningful word even though it's not a nice word.

The point I made earlier is quite important: globalisation of terrorism paradoxically empowers individuals. What follows from that of course is that it is then worth investing in individual activities. In an odd sort of way, although we talk about global Jihad which is grounded in local communities, there is a logic that says future investments have got to target local communities much more than they are doing.

Just one other small comment: one of the oddities about terrorism - and I think you could trace this back probably to most terrorist organisations - is that there is a reciprocal relationship between intervention and response. Terrorist organisations are clever; they survive, so they are adaptive organisations, so you engage in some activity and there is a response that deals with that and moves the process forward. There is a kind of reciprocity involved in it; we need to break that reciprocal cycle somewhere. It's not a hopeful scenario because I think this is about the long-term and long-term is distant and very uncertain, but I think that is the way things have to be thought about.

We've been here before as a criminologist because when we think about crime prevention, now we have got a much more sophisticated sense of how to prevent crime, and we need to carry out parallel activities about preventing terrorism.

### **Alain BAUER**

On peut même créer aujourd'hui pour vous un théorème particulier : la baisse tendancielle de la recette du denier du culte impose une augmentation du financement illégal du terrorisme et inversement : l'augmentation de la recette de Dazakat n'impose pas les mêmes préoccupations.

### **Un intervenant**

Yes I'm a little bit puzzled, you spoke about accountants in terrorism, does it mean that you had some accounting documents - not receipts but at least concerning expenses - because they had to take care of their money and be careful with how they spend it. Can you give us an example of how the spending is done and what their accounting procedure is, at least concerning expenses?

My second question is: do Americans ask who is supposed to be anti-terrorist? In Europe you have a lot of roles because it is more on the money-laundering than on the terrorists because the sums are too high and do we not want more necessarily smaller sums which are needed for the final stage of terrorism.

### **Max TAYLOR**

I'm not entirely sure I understand your second point but if I can answer the first one: yes there is very clear evidence. For example, the provisional IRA have encountered recent prosecutions and there are ones pending, that involve accountants who have been involved in helping them to launder money, largely through the property market where people and solicitors have been involved, knowingly using money from illegal sources to buy legitimate activities, to buy legitimate businesses and so forth. They are well-documented and well-understood.

I'm not clear what your second point was so Fernando maybe you could answer. Or perhaps you could say it again?

### **Un intervenant**

In the United States two or three years ago for the financial meeting with terrorism, the minimum amounts were relatively high for the terrorist purposes and it turns out to be more on money laundering than effectively on the terrorists. Can we also see a plight in the United Kingdom where the sums you were speaking about are relatively much more important than for the terrorist groups in Italy?

### **Max TAYLOR**

I think one of the difficulties about legislative interventions is that they tend to be a very blunt instrument. They tend to be very blunt and therefore generally speaking, to the creative mind, allow imports so people get around them. There are all sorts of ways of getting around money laundering activities. Of course the guy who gets stuck is somebody like me who tries to bring in €50 on the side, and the taxi will find out about me and they'll get me, but they don't get the guy who brings in 50 million because he is a lot cleverer than I am and he knows how to do it.

A lot of legislative instruments are terribly blunt but that's just the way the world is and we just have to live with that. There needs to be some kind of reflective adjustment of things that will enable these relatively blunt instruments to be refined.

I was at a meeting recently and there was an ex-RUC policeman there who said something really quite striking and quite startling. I will leave it with you, I'm not going to elaborate on it; he said that looking back over his 20 years of policing in Northern Ireland, - policing terrorism primarily because he was a special branch officer - one of the things you are left feeling is that we have created the people that we were dealing with, our response to people has made it worse. In fact, if we had gone down different avenues, - hindsight is wonderful but we don't have hindsight - in many ways our responses to things seemed to make matters worse rather than better. I won't elaborate on that but I think it's an interesting thought to leave it on.

## Alain BAUER

Merci, je vais donner la parole dans quelques instants à François Haut. Pour clôturer la partie financement illégal, je rappelle que la principale victoire contre le crime organisé menée par le gouvernement des Etats-Unis, l'arrestation d'Al Capone, a été réussie par les agents des impôts et des douanes plus que par les services de police criminelle, et qu'on serait surpris y compris encore la semaine dernière par la capacité des organisations criminelles à tenir une comptabilité d'une précision et d'une complexité remarquable sur des ordinateurs bien évidemment saisis régulièrement par les services de police. Xavier pourrait vous envoyer une étude sur un criminel colombien qui a laissé l'intégralité de sa comptabilité en stock et qui a fait l'objet d'une longue publication dans la presse colombienne avec des détails d'une précision tout à fait remarquable. Je vais maintenant laisser le très jeune François Haut parler des gangs juvéniles.

## Les bandes juvéniles, acteurs importants d'une criminalité peu visible

### François HAUT

Merci beaucoup cher Président. Le sujet porte effectivement sur les bandes dites juvéniles. On a vu un certain nombre d'incidents se produire cet été non seulement en France, mais un petit peu partout en Angleterre, un petit peu moins en Espagne, quelques-uns quand même entre des groupes de jeunes qui se sont affrontés, et nous nous sommes subitement émus comme si c'était quelque chose de relativement nouveau. Or, en réalité, nous nous apercevons qu'il s'agit non seulement de choses qui existent depuis longtemps, mais aussi de choses qui sont relativement élaborées, organisées et particulièrement nocives à la condition bien sûr de regarder ce qui se passe.

Nous allons d'abord faire un premier constat au vu des émeutes que nous avons connues en France en novembre 2005. Que voyons-nous ? Ce tableau qui a été par mes camarades du MCC montre d'une façon qui est peut-être un petit difficile à comprendre surtout si on va vite une sorte d'évolution comme cela. Il n'y a pas eu trois semaines d'émeutes en France. Il y a eu des émeutes qui ont duré deux jours là et deux jours là, qui se sont succédées d'une façon empilée dans le temps avec des phénomènes de mimétisme et des phénomènes de concurrence. Je parle bien évidemment du nombre de voitures brûlées. On s'aperçoit qu'au bout de deux jours, les choses se calment, et personne n'a cherché ou assez peu à s'interroger sur le pourquoi du comment. Pourquoi est-ce que cela s'est arrêté ? Pourquoi les choses se sont arrêtées, et surtout pourquoi les choses se sont arrêtées juste avant que nous arrivions ici à cette date à l'état d'urgence puisque 24 heures ou 36 heures avant l'état d'urgence, tout était fini ? Simplement parce qu'il existe dans ces cités dites sensibles des groupes bien organisés qui sont fondés sur une activité criminelle. Cette activité criminelle ne peut pas s'arrêter plus d'un certain temps. Nous voyons des gamins extrêmement jeunes qui démarrent d'une façon qui est encore un peu anti-institutionnelle – c'est incontestable – et puis nous voyons les grands frères qui viennent et qui arrêtent les choses, parce que les affaires, c'est les affaires et qu'on ne peut pas laisser traîner les choses. De ce fait, ce tableau s'explique. Il s'explique, mais il s'explique aussi *a contrario*. C'est facile de dire cela, mais c'est facile aussi d'essayer de montrer le contraire. A côté de ces cités qui ont connu ces embrasements, il y a eu des cités parfaitement calmes, comme le disent les policiers français des cités, bien tenus dans lesquels il ne s'est rien passé comme dans la cité Pablo Picasso à Nanterre, comme la cité des Grèves à Colombes. Pourquoi ne s'est-il rien passé ? C'est le business qui les intéresse, et c'est clairement exprimé. Il n'y a pas eu de voiture brûlée parce qu'ils n'avaient pas envie que l'on vienne s'occuper de leurs affaires. Ceci révèle s'il était besoin l'existence de ces groupes organisés. Encore une fois, je vais faire l'avocat du diable. Dans une cité qui n'aurait pas dû bouger, qui est une cité habituellement bien tenue qui est la cité de la Pierre-Plate à Bagneux, contrairement à tout ce que l'on aurait pu imaginer, cette cité s'est lancée dans la course aux voitures brûlées. Pourquoi ? 15 jours, trois semaines avant le démarrage des événements il y avait eu une opération de police importante en termes de stupéfiants. Un certain nombre de meneurs avaient été arrêtés. Ils étaient encore en garde à vue. En tout cas, ils

n'étaient pas présents physiquement pendant ce temps des émeutes. Ces gens-là n'ont pas été présents pour canaliser l'activité des plus jeunes et arrêter leurs activités ou empêcher même qu'elles ne démarrent. On a là un premier constat. Bien sûr, ils ne peuvent pas toujours les empêcher de démarrer, mais ils peuvent les empêcher de continuer après quelques jours.

Le deuxième constat que je voudrais faire, c'est que les affrontements sont en France de plus en plus fréquents, que les morts que ces affrontements provoquent sont de plus en plus nombreux. Ces affrontements sont de moins en moins entre les forces de l'ordre et bandes ou groupes qu'entre groupes eux-mêmes. C'est ce qui a semble-t-il ému un petit peu l'opinion cet été. Corrélativement, on fait une constatation. Le prix de la cocaïne baisse dans des proportions extrêmement importantes. On n'en est pas tout à fait au niveau du haschich. Elle est un peu plus chère, mais pas vraiment beaucoup plus chère. Nous l'avons dit en 2003. Nous l'avons redit cet été. L'invasion de cocaïne commence. Elle est déjà bien acquise en Angleterre, et elle commence à arriver par l'Afrique par le Sud. L'OCRTIS avait attiré l'attention d'une façon extrêmement précise, et son chef d'alors, Bernard Petit, avait écrit : « *La cocaïne pénètre désormais en profondeur notre société.* » Cela s'explique par une mutation des filières traditionnelles pour se transformer en quoi ou à partir de quoi. Les gens qui trafiquaient le haschich en grande quantité se sont progressivement transformés en fournisseurs, en trafiquants de cocaïne. Nous sommes passés en moins de cinq ans de 150 euros le gramme selon les zones de deal à moins de 70 euros le gramme. Parfois, on en trouve encore de la moins chère et pas trop mauvaise d'après ce que j'ai compris. Avant les Go Fast bourraient les voitures de centaines de kilos de cannabis au départ du Sud de l'Espagne. Aujourd'hui, ces mêmes Go Fast qui ont changé un peu d'itinéraire, qui passent aussi par la mer, ont remplacé le haschich par des quantités moins importantes et beaucoup plus lucratives tout au moins au départ de cocaïne. Un de mes amis qui revient de Palma de Majorque me disait récemment qu'il y avait un champ entier de zodiacs à moteur énorme saisis par les autorités espagnoles à Palma. Parallèlement, on assiste donc à un déplacement de cette violence. Il faut être lucide et faire un diagnostic extrêmement simple, mais qui doit être vrai. Ces affrontements entre bandes sont des affrontements qui sont liés à des conflits d'intérêts. Quand on voit ces paramètres se mettre les uns à côté des autres, il ne faut pas être grand clerc pour le deviner, tout au moins pour l'affirmer, ce sont des conflits d'intérêts. On a des gens qui sont impliqués dans des affaires extrêmement importantes, extrêmement lucratives de trafic, en particulier de stupéfiants. S'il y a ces conflits d'intérêts, c'est qu'il y a des structures derrière. En 1984, quand le crack est arrivé sur la côte ouest des Etats-Unis, le nombre d'homicides à Los Angeles est monté d'une façon verticale en cinq ans. Nous sommes là exactement dans la même logique. Il y a cette manne fantastique de la cocaïne avec les lieux de deal. Il y a donc concurrence. Il y a donc affrontement et donc conflits d'intérêts. Ce n'est pas trop compliqué de l'admettre. Qu'est-ce que ça révèle ? Ça veut dire qu'à côté des formes établies de la grande criminalité traditionnelle qui étaient dans ces trafics de stupéfiants, aujourd'hui, nous avons des groupes beaucoup plus de proximité qui sont en train de se lancer dans ces affaires et qui règlent leurs comptes. Malgré cela, nous avons du mal à reconnaître leur caractère organisé. Il s'agit de bandes de jeunes extrêmement jeunes qui sont arrivées à la maturité, à l'âge adulte bien avant l'âge légal, qui sont entrés dans une carrière criminelle et qui terrorisent des quartiers entiers et parfois plus.

Nous l'avons dit, cette carte a été publiée dans un journal français en 1993 par Xavier et moi-même. On montre les cités et les bandes qui sont déjà afférentes à ces cités. C'est une carte qui montre les choses à une échelle légère plus grande de la région parisienne. Voilà les réseaux de transport qui étaient déjà affectés par les actions de ces bandes en 1993. Voilà les activités de ces bandes publiées le lendemain en juillet 1993. Je vous montre le détail. Nous avons fait faire de l'infographie avec à l'époque le trafic de cannabis, mais aussi le trafic d'héroïne. Ces bandes existaient. Ces bandes ont continué d'exister. Ces bandes ont toujours existé depuis à peu près cette époque, deux ou trois ans avant. Il a fallu attendre 11 ans pour qu'un quotidien français « Le Parisien » titre le mot bande, un mot qui était tabou, un mot interdit parce que par principe, on ne voulait pas voir le caractère organisé de ce genre de groupes d'individus. Non, bien sûr, ce n'est pas ceci, ce n'est pas cela. Elles n'ont pas la même taille qu'aux Etats-Unis. Elles ne sont pas comme aux Etats-Unis. Elles sont différentes, et pourtant nous sommes en train de faire les mêmes erreurs que les Américains, c'est-à-dire ne pas vouloir accepter que cela existe et

d'appliquer les traitements nécessaires à cette forme de criminalité particulière. Nous avons des exemples. Ils ont eu une antériorité sur nous. Nous allons voir comment les choses se passent.

Je voudrais vous montrer ce que ce sont en fait ces bandes de rues. C'est une forme très particulière de criminalité, mais bien une forme de criminalité organisée. Ce ne sont pas des ectoplasmes comme je l'avais mis dans mon titre, ce sont bien au contraire des corps qui ont toute une substance. Quelques éléments de référence : voilà ce que représentent ces bandes aux Etats-Unis : 25 000 gangs, un million d'affidés. Voilà une définition générique qui en est donnée où l'on voit finalement que l'on est précisément dans ce que nous voyons chez nous : les carrières criminelles, atmosphère de peur et d'intimidation dans leurs quartiers, symbole d'identification. Nous allons voir que c'est plus ou moins vrai, mais qu'à quelques détails près, nous sommes dans une logique qui est la même, et surtout malheureusement cette deuxième partie des actes commis par des mineurs qui, s'ils étaient commis par des adultes, seraient qualifiés de crime. Nous sommes bien confrontés à ce genre de choses chez nous. Quand on voit des gamins de 15 ans faire du *car jacking*, il est évident que c'est quelque chose qui n'est pas purement délinquant.

La géographie de l'habitat est toujours mise en avant en disant : « ce n'est pas pareil Ce n'est pas ceci », la philosophie de l'excuse... Dans ces conditions, nous allons voir que là où les choses se passent à Los Angeles, l'habitat n'est pas tout le même donc il ne conditionne pas directement cette violence contrairement à ce qu'on pourrait dire. Voilà l'image que l'on a au cinéma de Los Angeles, des buildings comme à New-York. Voilà en réalité ce qu'est Los Angeles. C'est tout plat. Il n'y a pratiquement pas d'immeuble. Il y en a une petite quinzaine là. C'est ce que nous voyons tout le temps au cinéma. Ce n'est pas là que les choses se passent. L'essentiel, c'est cette ville-là. Voilà South Central Los Angeles. Il n'y a pas beaucoup d'immeubles qui dépassent deux ou trois étages. Pourtant, à South Central Los Angeles, c'est pratiquement comme à Bagdad, pas tout à fait, mais pas très loin. 272 morts l'an dernier du fait des gangs entre bandes. 272, ce n'est pas Bagdad, je suis d'accord, mais ce n'est pas mal quand même. L'habitat qu'on nous reproche, voilà comment il est là-bas. C'est pimpant ou presque, et c'est pourtant dans ces rues que les gens s'entretenant. C'est un des cœurs du problème local. Ce n'est pas cela. Cela n'a rien à voir. Qu'on se retire de la tête ce lien de causalité monstrueux entre cela et la violence. La violence vient pour d'autres facteurs. C'est ce facteur-là que nous allons essayer de montrer, non pas de violence, mais d'organisation en groupe violent. Nous venons de voir ce qu'est un gang pour les Américains.

A travers l'exemple de Los Angeles, nous allons essayer de voir quels sont les rapprochements que nous pouvons faire, et pourquoi nous pouvons valablement nous inspirer pour un pourcentage non négligeable de leur expérience, pour essayer de comprendre ce qui se passe chez nous. Les gangs aux Etats-Unis sont suivis. Nous en avons pris conscience. Comme nous en avons pris conscience, nous les répertorions, nous les analysons, nous les disséquons chaque fois que nous le pouvons. Voilà une association de policiers californiens qui en tient une liste régulière et qui vous permet de savoir précisément le nom, le vrai grand nom, le petit nom, la typologie, là où on les trouve, quelles sont les autorités policières qui sont en charge du gang, etc. Il y a un « machin » épais comme cela. Pourquoi ? Il y a 708 gangs dans la ville de Los Angeles qui a une population comparable à celle de Paris avec 4 millions et quelques d'habitants. La police de Los Angeles tient des comptes précis des membres de gangs qui sont répertoriés. Quel est le marqueur que nous pouvons utiliser pour essayer de comprendre cette activité ? Il est absolument cynique, mais relativement clair. C'est les homicides qui sont liés aux gangs. Il se trouve que la police de Los Angeles tient une statistique de ces homicides liés aux gangs. Voilà le dernier en date publié de septembre 2007. On s'aperçoit qu'il y a eu 10 homicides liés aux gangs ce mois-ci. Au mois de septembre de l'an dernier, il y en avait eu 28. Depuis le début de l'année, il y a eu 167 homicides. L'an dernier, à cette même date, il y en avait eu 228. Heureusement, il y a une baisse constante de ces homicides. Pour vous donner une idée, il y en avait 346 en 2001 et 272 au total l'an dernier. C'est un marqueur. Cela montre l'intensité de cette activité liée au gang. Voilà la courbe que j'ai faite à partir de ces statistiques depuis l'année 1980. Comme je vous le disais tout à l'heure, ici, en 1984, arrive le crack. Nous sommes à un chiffre élevé certes, mais 203 homicides par an pour la ville de Los Angeles, dans les quelques années qui ont suivi, les luttes territoriales pour la domination du marché du crack en particulier ont fait que les homicides ont été multipliés

par quatre fois et demi. Nous sommes réellement dans cette logique. Cette logique s'est vue sur le terrain. Les gangs ont commencé à s'entretuer dans des proportions inimaginables. Pour arriver à 430 homicides strictement liés aux gangs dans une ville de 4 millions d'habitants, ça fait quand même vraiment beaucoup. J'ai fait d'autres statistiques, mais nous n'allons pas revenir dessus. Malheureusement pour une raison qui m'échappe, les années n'apparaissent pas. Ce ne sont pas des années qui se suivent. Les statistiques ne m'ont pas permis de le faire. La part liée aux gangs, c'est ce qui est en orange. Dans les années 1980, elle était relativement peu importante. Elle tente à devenir beaucoup plus importante. Je crois que ce dernier chiffre doit dater de 2005, et nous sommes quasiment à 60 %. 60 % des homicides dans une ville comme Los Angeles, cela est lié au phénomène de gang. C'est pour cela que nous considérons que la ville est particulièrement dangereuse alors qu'en soi, statistiquement, elle est au 34<sup>e</sup> rang national. La courbe en rouge représente les homicides liés aux gangs à partir de 1993. Le chiffre jaune représente le nombre d'affidés. Vous voyez qu'il n'y a pas réellement de corrélation entre le nombre de gens. Vous voyez la zone, dont je vous ai montré la photographie tout à l'heure, qui se situe à peu près par là, c'est quand même là qu'il y en a incontestablement le plus. Pour la petite histoire, voilà ce que l'on peut trouver sur le site de la police de Los Angeles. Vous rentrez votre adresse ; vous rentrez votre code postal et vous avez la criminalité autour de chez vous, en instantané ou presque : sur une semaine dans un rayon de deux miles, une semaine dans un rayon d'un mile. Je ne le fais pas ici en temps réel. Nous pourrions le faire. Il faut avoir une adresse et un code postal. J'ai fait cela au hasard en prenant l'annuaire pour les besoins de la présentation. Je ne l'ai pas renouvelé depuis février. Les choses ne sont guère différentes. Vous voyez qu'il y a une activité intense. Nous n'en sommes pas là en France. Nous n'en sommes pas là en Europe. C'est incontestable. Il est important de comprendre que tout cela est aujourd'hui bien disséqué. Tout ça est connu. Ce n'est pas pour cela que l'on empêche les choses. Les chiffres baissent, et heureusement, mais malgré tout nous voyons que nous nous intéressons réellement à la question.

D'un autre côté, il y a aussi le côté populaire de ces gangs. Ces gangs jouissent d'une extrême popularité. Voilà un film parmi des dizaines qui ont été faits sur les gangs de Los Angeles. Il y en a des nouveaux tous les ans. Il y en a tous les ans qui vont glorifier ce type d'activité, et qui vont permettre l'extension de cette forme de micro culture. Il y a la mode. La mode se fonde sur les vêtements qu'aiment à porter les gangsters de Los Angeles. Nous pourrions faire aussi le même raisonnement. Nous pouvons trouver cela sur Internet ; nous pouvons acheter ces « machins » sur Internet. C'est directement lié à la mode des gangs. Cela contribue à banaliser largement le phénomène. Ce n'est pas toujours particulièrement agréable à regarder. Vous voyez que nous sommes là dans un look gang avec des tatouages. Je ne suis pas sûr que les gens qui ont posé en soient. Il n'est pas impossible du tout qu'ils soient membres des gangs. Des marques de vêtements, 1150, un article du Code pénal californien sur le trafic de stupéfiants, la prison du comté de Los Angeles, une zone de haute sécurité, la prison de Pelican Bay, une des prisons de plus haute sécurité des Etats-Unis. On peut acheter cela sur Internet. C'est extrêmement simple. On banalise totalement ce genre de choses. On banalise le look gang. On n'a plus besoin de se mettre le bandana autour de la tête. On achète les casquettes toutes faites chez un faiseur apparemment de luxe vu le prix affiché pour des banales casquettes sur Internet. Il est incontestable qu'il y a des ressemblances et des différences assez fondamentales. Pour commencer par les différences, nous n'avons pas en France ce que les Américains appellent des méga gangs, c'est-à-dire des gangs dont la nuisance s'étend à tout le territoire américain. Ils en ont cinq ou six seulement, mais pas des moindres. Ils ont 18th Street avec 50 000 membres à peu près sur tout le territoire américain plus une partie de l'Amérique centrale sous le nom de Mara 18. Ils ont les Latin Kings qui non seulement sont présents aux Etats-Unis, mais commencent à apparaître dans le Sud de l'Europe. Nos amis espagnols nous en diront peut-être un tout petit mot. Il y a les Rolling Sixties, un peu moins nombreux, 20 à 30 000 à l'échelle américaine. C'est une espèce de mafia afro-américaine née aussi à Los Angeles. Les Latin Kings sont plutôt nés entre Chicago et New York. Il y a les Black Gangster Disciples originaires de Chicago, 30 à 35 000, et puis la Mara Salvatrucha, l'ennemi numéro un aux Etats-Unis aujourd'hui. Nous ne savons pas combien ils sont. Nous ne pouvons pas donner de chiffres, mais ils sont extrêmement nombreux à tel point que le FBI a mis en place une *task force* pour lutter contre la Mara Salvatrucha. C'est une plaie dans toute l'Amérique centrale, non seulement dans les prisons mais dans les rues. C'est quelque chose de totalement monstrueux.

En France, nous avons eu une espèce de méga gang qui s'appelait la secte abdulai. Tout cela laisse à penser que cela existe encore, mais sous une forme d'immersion maintenant. Ils ont des activités beaucoup moins voyantes, mais tout cela laisse à penser que cela continue d'exister. Ils sont nés à Sarcelles. Ils étaient très organisés il y a quelques années.

Le deuxième aspect, c'est les similitudes. Nous allons passer vite dessus, mais elles existent. Le profil de ces gens-là est ce que l'on appelle un profil haut, c'est-à-dire ils n'ont pas de problème pour montrer qu'ils appartiennent à une bande. Ils ont des activités criminelles collectives en France comme aux Etats-Unis. Ils ont des modes de fonctionnement semblables. Ils ont un sentiment d'appartenance extrêmement fort à une entité géographique, que ce soit là-bas, que de soit ici. Ici, ce sont les cités, là-bas, ce sont des blocs. Ils ont un mode d'expression scientifique il y a des éléments de ressemblance extrêmement importants.

Les éléments constitutifs des gangs et des bandes. Pour les comprendre, il faut savoir ce que c'est. Il faut voir qu'il y a non pas un ectoplasme, mais un corps structuré, mais pas structuré d'une façon classique. C'est quelque chose de différent. Il y a trois éléments fondamentaux qui sont les éléments constitutifs des gangs comme des bandes. Dans les deux cas, France et Etats-Unis, et maintenant Europe et Etats-Unis, les choses se présentent de la même manière. Ces trois éléments, ce sont un territoire, une activité permanente que les Américains appellent gang banging qu'on ne peut pas vraiment traduire, mais que je vais vous expliquer en quelques mots par des périphrases, et puis une forme particulière d'expression. En les combinant, ces trois éléments vont former une bande. Vous voyez qu'on retrouve à peu près la définition juridique que je vous ai montrée au début de cet exposé. Le territoire, c'est l'élément initiateur. C'est fondamental. C'est de là que tout part. On s'agrège sur le territoire. On est là pour le défendre. On est là pour lui donner une espèce d'aura. C'est vraiment fondamental. Rien ne part dans ce genre de criminalité basique ; rien n'existe en territoire. C'est depuis un certain temps l'assiette de la domination physique et commerciale. Nous sommes donc dans une logique médiévale. C'est son territoire qui vous rapporte votre argent parce que c'est là qu'on vend la drogue. La quasi totalité des gangs américains sont territoriaux. On nous dit que ce n'est pas comme là-bas. Je vous ai donné les cinq. Il y en a peut-être deux ou trois autres qui sont sur trois ou quatre états, mais ça s'arrête là. Sur les 708 gangs de Los Angeles, il y en a 705 ou 706 qui ont un territoire de cette taille-là, c'est-à-dire quelques blocs, quelques pâtés de maison. Un bloc aux Etats-Unis, c'est cela, c'est ce qu'il y a entre ces quatre rues. Ce sont deux ou trois blocs comme cela. La quasi-totalité des 700 et quelques gangs de Los Angeles, c'est trois à quatre blocs comme cela. Ce ne sont pas des « machins » immenses à l'échelle des Etats-Unis avec 50 ou 60 000 personnes. Il faut bien comprendre que le territoire, c'est vraiment fondamental. C'est de là que tout démarre. Le territoire, c'est sa défense et puis l'idée de respect. L'idée de respect que l'on entend dans toutes les bouches, cela veut dire que l'on se bagarre pour n'importe quoi et tout, et que l'on est là pour répondre aux provocations. Provoquer est un mot qui n'a pas de sens, mais qui est utilisé en permanence. Respect, territoire, c'est l'engeance criminelle qui explique la violence. Et puis, à côté du territoire, voilà d'autres cartes qui sont faites des territoires dans d'autres zones de Los Angeles. Je ne rentre pas dans le détail. Ce territoire finit par être présuré, exploité même si c'est le pinacle au début, ensuite c'est là qu'on va pomper sa substance et on va le vider de ses habitants, de son économie. Cela se termine comme ça. Ça, c'est en France, mais c'est pareil aux Etats-Unis. Les commerçants s'en vont, les boutiques ferment. Les assurances montent et on ne peut plus y vivre d'une façon normale et décente. La valorisation du territoire, c'est une image un tout petit peu classique. Pour ceux qui ne le savent pas, quand on voit ces chaussures lancées dans les fils téléphoniques ou les fils électriques aux Etats-Unis, cela signifie qu'à certaines heures connues des initiés, il y a des trafics de stupéfiants qui se passent dans cette zone-là. C'est une espèce de visualisation de la valorisation du territoire.

Le deuxième élément, c'est évidemment le gang banging. C'est le concept qui définit la vie au quotidien avec son gang ou avec sa bande. C'est le terme qui réunit les éléments constitutifs d'une carrière criminelle. En quoi cela consiste ? Cela consiste à trainer dans la rue, dans les lieux publics, dans les parties communes des immeubles, dans les cages d'escaliers. Il y a eu des débats là-dessus sur les problèmes des parties communes des cages d'escaliers qui n'a pas réussi à trouver quelque chose. C'est des choses que l'on commence extrêmement jeune. Il n'y a

pas d'âge pour cela. Le gang banging, c'est aussi une vision de la criminalité qui est un petit peu différente. Nous sommes à l'affût de tous les mauvais coups, de tout ce que l'on peut faire pour se valoriser auprès de son gang et éventuellement gagner de l'argent que l'on va partager avec sa bande. C'est donc un état permanent de prédation ou de business. Le gang banging, c'est aussi se protéger. On est là, on traîne, on attend, et la première occasion est la bonne. Cela se passe à Los Angeles. Parfois on se fait prendre. Cela peut arriver. Cela concerne aussi les filles - je ne vais pas rentrer dans le détail - pour une proportion assez importante. Cela se passe aussi en France de la même manière. Nous avons les mêmes images dans les yeux. Ce gang banging va conditionner l'organisation d'un gang. Tout à l'heure, Alain parlait d'al-Qaida en disant que ce n'est pas quelque chose qui fonctionne selon nos modes d'organisation, un gang ou une bande non plus. Voilà comment schématiquement on peut imaginer l'organisation de ce genre de gang. Il n'y a pas de pyramide. Il n'y a pas de chaîne de commandement. Les choses se passent avec des relations d'homme à homme. Le « chef » connaît tout le monde, et quand il s'adresse à quelqu'un, il sait pourquoi il s'adresse à cette personne. Il sait qui il est. Il sait ce qu'il a fait. C'est le temps passé, c'est l'implication, c'est la motivation qui vont permettre non pas de gravir des échelons comme ceux d'un escalier, mais de se rapprocher du centre, c'est-à-dire d'avoir progressivement une capacité de décision un petit peu plus grande. Quand on est dans ce que l'on appelle la frange ou même dans les affidés, on décide pour soi-même. Quand on se rapproche du noyau dur, on peut décider pour les autres, leur donner des ordres. Même si ce n'est pas une chaîne de commandement, on peut décider pour les autres. Ce n'est peut-être pas facile à comprendre, mais il faut se dire que c'est une forme d'organisation et c'est dans ce sens-là que je parle de criminalité organisée. Ce n'est pas les mêmes qu'à Palerme. Ce n'est pas les mêmes que chez les Tchétchènes. C'est une autre forme de criminalité organisée qui fonctionne un petit peu de façon protoplasmique, mais qui fonctionne comme un groupe organisé. Il y a donc une organisation. J'essaie de bien marteler ces mots parce que vous entendrez dire après : ce n'est pas une criminalité organisée. Ce n'est pas la mafia, c'est autre chose. Autre chose, cela ne veut pas dire que ce n'est pas organisé. Il faut bien le comprendre. Voilà comment se présente ce fonctionnement galactique. Nous n'allons pas rentrer dans le détail. Il y a ce que l'on appelle les sous-groupes. Les sous-groupes, c'est important. Incontestablement, c'est quelque chose qui permet de diversifier les activités, d'avoir une diversification géographique, de coloniser des quartiers. C'est vrai aux Etats-Unis. C'est moins vrai en France. Pourtant, la fameuse secte abdulaï dont je vous parlais tout à l'heure, avait cinq ou six sous-groupes qui occupaient un certain nombre de quartiers de Sarcelles, le quartier des sablons les sablons boys et puis les autres avaient d'autres quartiers de Sarcelles. Tout cela était sous l'emprise de la secte abdulaï.

Dernier point de ces éléments constitutifs, une forme spécifique d'expression, oui bien sûr ils ne parlent pas tout à fait la même langue que nous. Oui, bien sûr ils ont un langage. Est-ce que cela a une importance ? Pas obligatoirement, mais en tout cas, cette forme spécifique d'expression, c'est de montrer qu'on appartient à son gang. Cela se fait aux Etats-Unis comme en France. Cela se fait aux Etats-Unis, plus volontiers par ce que l'on appelle des couleurs. Gumby, un petit dealer avec lequel j'ai un jour bavardé faisait partie des Crips. Il me montre d'autres crips selon des couleurs différentes. Les blocks sont plutôt tournés vers la couleur rouge, la couleur du sang. Et puis à côté des couleurs que l'on connaît assez peu en France, mais que l'on voit apparaître maintenant, ce sont des choses que l'on dit et que l'on voit très clairement. De temps en temps, trois types qui se baladent dans une rue de Paris habillés de la même manière, ça commence à se voir. On a besoin de se reconnaître entre gang. Les territoires se touchent contrairement à la France. Il faut faire des signes pour se reconnaître sinon on s'entretue : le chiffre 6 pour les Rolling Sixties, le C pour Crips et j'en passe. On fait des signes aussi avec ses pieds. On fait des signes avec ses pieds chez les autres en face. Et puis, on a des tatouages absolument partout dans tous les sens. Parfois il se passe des choses étranges dans la communauté de tatouages. Il y a aussi les graffiti. C'est quelque chose que l'on voit en France comme aux Etats-Unis. Voilà un graffiti. Je ne vais pas vous donner son explication. Voilà ce que cela signifie. Les Américains appellent cela le journal de la rue. Chez nous, cela a peu près des significations de plus en plus nettes, de plus en plus claires, que ce soit il y a quelques années l'intensité et le nombre dans un endroit donné qu'aujourd'hui la signification plus précise. Ces graffiti peuvent montrer qu'on domine un territoire. 187, ça veut dire « mort à quelqu'un ». Voilà un graffiti relativement récent de la secte abdulaï qui doit avoir deux ans et demi à peu près, en plein cœur de Paris. Ces graffiti, c'est quelque chose

qui se transporte incontestablement des deux côtés de l'Atlantique. Les graffiti servent aussi à provoquer les autres. Aux Etats-Unis, il y a la liste des morts au combat du gang, idem m'a-t-on dit dans certaines cités. Je n'ai pas eu l'occasion d'en voir, mais il y en a maintenant en France. Il existe aussi des graffiti de surnom. Nous en voyons des centaines en France. Là, nous sommes aux Etats-Unis et là nous sommes à Paris. C'est la même chose.

La dernière forme d'expression, gangster rap a été largement évoqué lors de l'affaire Fofana. C'est quelque chose qui existe depuis un certain temps en France, qui se dégage directement de ces bandes. Ministère Amer a été l'émanation de la secte abdulāi. Aujourd'hui, on a des groupes de rap beaucoup moins connus, mais qui sont localement très appréciés et qui sont l'émanation directe de bandes locales.

Je passe rapidement en ce qui concerne les armes. Ça, c'est aux Etats-Unis dans une revue. Ça, c'est sur un blog français. La logique est sensiblement la même. Les armes sont omniprésentes dans ces bandes. Un jour, si quelqu'un, lui par exemple, commence à se servir de sa kalachnikov, il est clair que quelqu'un en face se servira d'une kalachnikov, et là nous aurons fatalement des chiffres de mort violente que l'on ne connaît pas encore aujourd'hui, mais qui pourraient bien arriver un jour. C'est le cas en Angleterre. Le nombre de morts par arme à feu en Angleterre a crû d'une façon extraordinaire alors que les particuliers n'ont plus le droit de posséder d'armes en Angleterre. Voilà le genre de choses que l'on rencontre. Je passe là-dessus, c'est un téléphone qui va tirer des cartouches de 22 long rifle. Ce sont des détails. Schématiquement, les armes sont omniprésentes dans ces groupes criminels. Tendanciellement, on assiste à des modifications, des altérations. C'est vrai qu'aux Etats-Unis, c'est le profil extrêmement haut. Les plus jeunes ont tendance à faire attention, à moins se faire tatouer, à s'habiller d'une façon neutre, à essayer de passer de plus en plus inaperçu. C'est toute une petite frange. L'essentiel est ce que je vous ai montré en France. On est au contraire dans une phase où l'on a envie de montrer qu'on appartient à son groupe. On a envie de s'exprimer. On a envie d'affirmer son allégeance à la collectivité, que ce soit à la bande de la gare du Nord, que ce soit à la bande de la Défense ou d'autres qui sont apparus. Voilà ce qui se passe avec les gangs aux Etats-Unis. Peut-être qu'un jour, nous assisterons à cela en France. Voilà ce que cela a donné pour ceux qui connaissent ce genre de vérification balistique. Ces tendances existent. Elles montrent bien que ces groupes fonctionnent, que ces groupes ont une activité criminelle en commun, que ces groupes ont tendance à dominer leur quartier. Et progressivement, à cause de cette concurrence sauvage qui est liée aux problèmes de stupéfiants que je vous ai décrits, ils vont déborder. Il a fallu attendre qu'une starlette parfaitement inconnue qui s'appelait Karen Toshima soit assassinée dans un quartier plutôt chic de Los Angeles qui s'appelait Westwood pour que tout le monde découvre les gangs. Il faudra peut-être en arriver là un jour pour que l'on découvre et que l'on parle enfin sérieusement de ce phénomène. Merci de votre attention.

## **Alain BAUER**

Merci François. François a été le seul intervenant pour qui les minutes comptent double. Je pense que cela valait la peine d'aller jusqu'au bout. Si vous avez des questions, je vais les prendre en série, ce qui nous permettra d'être dans les temps pour la clôture.

## **Un intervenant**

Bonjour. J'appartiens au ministère de l'Intérieur du gouvernement de la Catalogne. Je voudrais ajouter quelque chose par rapport à ce qu'a dit Monsieur Haut. Ce n'est pas la même chose. C'est un phénomène très complexe. Il faut voir dans chaque place ce qu'il se passe et comment les groupes s'organisent autour de ces problèmes. Il existe en Europe le modèle américain des gangs que Monsieur Haut vient d'exprimer. En Catalogne, nous avons à peu près 2 500 jeunes qui font partie des groupes. Il y en a qui sont vraiment violents et d'autres non. Nous n'avons pas une hausse dans la criminalité qui justifie la panique de la population. C'est vrai que les médias ont passé un message qui peut induire une sensation d'insécurité. Ils sont ici et dans ces moments-là, on est en train de monitoriser des membres des gangs de la Mara Salvatrucha. Ce ne sont pas les

mêmes que les membres des gangs à Andorra et Salvador. Ils sont vraiment très dangereux. Ils font partie de la criminalité organisée dans ce pays. Ils représentent une menace très importante parce qu'ils peuvent être utilisés par la criminalité organisée. Je pense qu'il est important d'étudier ce phénomène parce que c'est peut-être une menace très importante dans un futur. Merci.

### **Alain BAUER**

Merci. Y a-t-il d'autres questions ?

### **Un intervenant**

Merci pour votre exposé très intéressant. J'aurai voulu avoir quelques informations sur le caractère éventuellement transfrontière de ces bandes. Peut-on observer une influence directe de ces bandes américaines sur les bandes européennes ? Y a-t-il une volonté de ces bandes de s'enraciner également en Europe ou est-ce juste du mimétisme ? Observe-t-on au niveau du continent européen des bandes qui se regroupent pour faire des fédérations transfrontières ? Merci.

### **François HAUT**

Incontestablement, votre question est tout à fait pertinente. Nous sommes dans une logique qui est beaucoup plus celle du mimétisme. Nous avons pu imaginer qu'il y ait eu des contacts et qu'il y a des contacts entre certaines bandes américaines et certaines bandes en France, mais ce sont des contacts qui ont été extrêmement limités à ma connaissance. Il n'y a rien qui soit entretenu d'une façon régulière. En tout état de cause, rien ne peut prouver qu'il y ait eu quelques relations d'ordre commercial. Donc nous sommes dans une logique qui va tourner entre les messages diffusés par le gangster rap, par les séries ou le cinéma et une façon de parler qui est copiée. En France, nous avons découvert un jour que des gens nous parlaient du 9 3 pour nous parler du département de la Seine-Saint-Denis qui est le département 93. Nous avons depuis des années les Eight Tray Crips à Los Angeles, ce qui signifie les 8 3. C'est une façon de se copier. En fait, nous sommes dans du mimétisme pour l'instant. Au niveau européen, nous avons un petit peu l'impression que ces gens s'ignorent. L'exemple ne vient pas de l'Angleterre pour la France, de la France pour l'Angleterre même avec les voitures brûlées, au cœur des émeutes. J'avais un ami britannique qui est passé à la maison et qui m'a dit : « C'est terrible, à force de montrer cela à la télévision, ils vont faire la même chose chez nous. ». Apparemment, cela ne s'est pas fait, un petit peu en Belgique à ma connaissance, un petit peu en Allemagne et en Hollande. Ce n'était que du mimétisme. Il n'y avait pas autre chose. En tout état de cause, ils n'ont pas l'air de se connaître. Ce que disait notre ami espagnol qui est malheureusement parti, c'est que les gangs qui se forment en Espagne se forment sur le modèle américain, et pour la quasi-totalité de leurs membres, ce sont des gens qui sont migrants, qui venaient d'abord d'équateur essentiellement, qui étaient passés par les Etats-Unis qui avaient sans doute été expulsés des Etats-Unis à nouveau vers le pays parce qu'ils avaient appartenu aux Latin Kings aux Etats-Unis, qui étaient rentrés en équateur et avaient migré vers l'Espagne. Nous sommes dans des choses qui sont effectivement un peu différentes. En Angleterre, nous avons un double phénomène. Nous avons essentiellement un phénomène que nous avons étudié avec Xavier il y a quelques années qui était le phénomène des Yardies jamaïcains qui sont totalement des fratries, qui sont des gens qui se connaissent depuis qu'ils sont nés, qui fonctionnent comme des bancs de poissons et qui sont soudés. Personne ne peut pénétrer ce genre de chose parce qu'ils se connaissent tous - ce n'est même pas la peine d'essayer - et qui maintenant sont les plus impliqués dans tout ce qui est gang crime aux Etats-Unis. Il y avait une petite défiance dans la banlieue de Londres que l'on appelle les massing boys. Là, ce sont des convertis, vraisemblablement pour la plupart en prison, qui se sont regroupés à la sortie de prison, qui ont monté une espèce de bande spécialisée dans des attaques violentes contre des appartements, des *car jacking* ou des choses de ce genre. Même s'il y a des dénégations très fortes, ils vont apporter leur contribution aux mosquées du coin. De là à dire qu'il y a des fédérations, il n'y en a pas au niveau de la France en tous cas. Rien ne

l'indique. Il y a des trafics transfrontaliers avec les fameux Go Fast qui partaient et qui partent encore de temps en temps du Sud de l'Espagne pour remonter jusque dans nos cités de la région parisienne. Il y a donc des points de chute en Espagne, mais c'est un problème de trafic et ce n'est pas des problèmes de bandes au sens où je l'ai analysé.

### **Myrienne COEN**

C'était une sous question, *quid* des bandes de motard ?

### **François HAUT**

C'est un phénomène de bande totalement différent. Je vous ai dit qu'il n'y avait pas d'organisation. J'ai montré vaguement ce que pouvait être une organisation. Dans les bandes de motards, il y a des constitutions appelées constitutions ou by lose. Il y a un mode de fonctionnement très particulier et une hiérarchie et il y a surtout des formes d'activité criminelle assez spécifiques. Stéphane est un grand spécialiste des bandes de motards. J'ai eu l'occasion, avant lui si je puis dire, de m'y intéresser. Je n'ai donc pas l'actualité qu'il a dans sa tête, mais je peux vous dire qu'aux Etats-Unis, ce n'est pas du tout classé de la même manière. Les formes de répression, les formes d'appréhension, les formes de compréhension ne sont pas les mêmes. Je n'ai jamais entendu parler d'opération de pénétration par exemple dans des streets gangs de Los Angeles. Il y en a eu plusieurs et j'ai connu des gens qui ont fait des opérations de pénétration contre les grandes bandes, y compris les Eyes Angel aux Etats-Unis. Parce qu'ils ont une structure compréhensible, nous arrivons à rentrer dedans. Quand il y a une structure qui n'est pas compréhensible, c'est plus difficile.

### **Alain BAUER**

Sans oublier évidemment les règlements de compte entre bandes de motards, notamment dans le Nord de l'Europe au Danemark qui ont marqué les esprits parce que ça n'était pas uniquement des gentils amateurs avec des motos en plastique, mais qu'ils étaient allés à l'arme lourde

D'autres questions ?

### **Un intervenant**

Quels sont les liens, s'ils existent, entre la mafia italo-américaine et ces gangs juvéniles ?

### **François HAUT**

Des liens de concurrence, des liens de sous-traitance, ce genre de choses par rapport à la situation en France, avec la montée des jeunes caïds des cités et la rencontre qu'ils peuvent avoir avec la pègre parisienne ou la pègre du Sud de la France.

### **Un intervenant (François FARCY ?)**

Aux Etats-Unis, ils ne se connaissent pas, ils ne sont pas du même monde et ils ne pratiquent pas les mêmes formes d'activités criminelles, en particulier depuis que le crack a été inventé. Quand le Cartel de Médéline a fait travailler des chimistes pour savoir comment ils allaient arriver à rentabiliser les tonnes de cocaïne produites, le choix qui a été fait, sans doute avec des intermédiaires au départ, a été de trouver des zones immenses viabilisées destinées à faire des supermarchés de la drogue. Nous n'étions pas du tout dans la même logique. On passait d'un produit, que ce soit de la cocaïne ou de l'héroïne, qui touchait des gens des milieux middle class

et classe riche à une distribution populaire. Le vecteur est donc devenu différent. Aujourd'hui, s'il y a encore des trafics de cocaïne qui se font par ces voies-là d'une façon très nette, parce qu'il faut acheminer les stupéfiants, il y a d'autres voies qui arrivent par le Sud en particulier par le Sud Ouest qui sont directement en communication. Rien n'a cessé d'exister, mais ces nouvelles formes de production ont fait qu'il y a eu deux mondes différents qui se sont bien différenciés, qui se sont bien séparés et qui n'ont pas réellement de point de contact. Quand on est chef d'une bande, quand on devient ce que l'on appelle aux Etats-Unis un shock collar, et qu'on dirige les choses, à ce moment-là, on se rapproche géographiquement de ceux qui ont des belles villas. On peut peut-être fréquenter des gens qui ont une activité criminelle différente. Il peut y avoir des points de contact pour des opérations ponctuelles. En général, ces gens-là ont leur villa dans ces quartiers chics. En revanche, ils passent les trois quarts de leur temps dans leur quartier d'origine parce que c'est là que se fait le business. Il y a une distorsion totale. Le seul point de contact qu'il y ait eu à une époque très précise, c'est justement avec les gangs de motards qui ont servi la mafia italo-américaine dans les années 1955. Cela n'a rien à voir. Nous ne sommes pas dans le même sujet. Là, nous sommes dans une logique différente. Il est incontestable que les mafieux n'ont pas arrêté de trafiquer les stupéfiants. Cela ne se passe pas du tout de la même manière. S'il y avait une concurrence, elle se serait manifestée par des actes tangibles, visibles. Il y en a peut-être de temps en temps, mais vu le nombre de morts, nous avons du mal à faire le détail. Vraisemblablement, ces points de contact ne sont pas les plus importants.

Pour ce qui est de la France, il n'y a pas de solution de continuité. Nous sommes dans la même logique. Quand on est un petit leader de bande de banlieue, à un moment donné, c'est peut-être moins la mode aujourd'hui que ça l'a été il y a deux ou trois ans. Nous avons besoin de nous affirmer autrement. Donc nous procédons différemment pour que son ego et sa personnalité s'imposent dans son propre groupe, d'où les braquages, les choses comme cela. Les braquages à Los Angeles depuis quelques années, c'est devenu de l'initiation pratiquement. Braquer une superette, c'est pour rentrer dans le gang. Chez nous, c'est au quotidien. Cela se fait. Cela ne se fait pas. En revanche, les gros braquages, c'est pour l'ego du chef de bande. Manifestement, ces bandes ne sont pas réellement transformées en bloc. Elles n'ont pas basculé en bloc. La bande entière, si elle le fait, elle le fait une fois, mais au fond on est beaucoup plus dans les trafics que dans ce que l'on appelle le grand banditisme. C'est une vision personnelle. Certains se sont peut-être lancés là-dedans. Ce sont des gens qui sont grégaires, qui vivent dans leur univers, qui vivent sur leur territoire, qui vivent entre eux et qui ont besoin de cela pour survivre. S'il y en a un qui a fait deux ou trois casses, c'est bien, mais on a l'impression qu'ils sont pour beaucoup rentrer dans leur monde.

## **Xavier RAUFER**

Je voudrais rajouter quelque chose sur ce point. Nous avons eu la réponse à votre question il y a deux ans à Marseille. Un caïd des quartiers nord avait essayé de sortir de sa condition, qui avait voulu prendre l'ascenseur social cher au président Chirac. Il a donc pris l'ascenseur, mais il a appuyé sur un bouton un peu trop haut, et un jour dans la conquête qu'il a menée vers le centre de Marseille, il a marché sur des pieds sur lesquels il valait mieux ne pas marcher. C'est ainsi qu'un jour, dans un règlement de comptes entre la bande de Farid Berrhama en question et puis d'autres qui étaient plus dans le centre de la ville de Marseille, il a tué un jeune homme de 21 ans qui était Corse. Quelques jours après, les obsèques du jeune Corse en question ont eu lieu dans son village de Corse. J'ai quelques amis en Corse. L'un m'a téléphoné pour me dire : « As-tu vu qui assistait à l'enterrement du jeune Corse ? » Je lui ai répondu : « Non. J'étais à 2 000 kilomètres de là. » « Farid Berrhama n'a pas 15 jours devant lui ». De fait, 10 jours plus tard, l'intéressé, comme on dit dans les rapports de police, regardait avec deux de ses camarades un match à la télévision dans un café d'un quartier nord de Marseille. Dix types sont arrivés avec des cagoules et ils l'ont transformé en fromage de gruyère. Voilà ce qui se passe quand on essaie de sortir de sa catégorie. Il y a des gens qui peuvent jouer dans une catégorie, et puis d'autres qui boxent dans la catégorie au-dessus, qui jouent en première division. Dans des cas d'obsèques, dans des endroits où règne encore la tradition comme dans certains villages corses où cela se passe aussi dans d'autres zones de la Méditerranée, le cercueil est dans l'église, et à un moment

ou à un autre, il y a des gens qui viennent et qui posent la main sur le cercueil ou qui embrassent le mort. A partir de ce moment-là, on regarde qui fait cela, et on compte le nombre de jours qu'il reste à survivre à l'intéressé. Il aurait dû tout de suite émigrer au Kamchatka, mais il n'était pas au courant de cela, et donc il est mort. Voilà ce qui se passe quand on apprécie mal la taille de ce que l'on a en face de soi. Encore aujourd'hui, les petits caïds en question approchent les gros voyous en prison. Les gros voyous qui sont abîmés, qui sont alcooliques, qui prennent de la drogue et qui mènent une vie de patachon, apprécient les petits comme cela parce qu'ils sont vifs. On commence à les prendre pour conduire les voitures. En plus, les petits en question ont volé leur première voiture quand ils avaient six ans. Ils les prennent pour des gros braquages à trois millions d'euros, les fourgons, les bazookas.

## **Alain BAUER**

Je voulais indiquer dans le même sens que comme vous avez pu le constater dans les émeutes dites urbaines de novembre 2005, il n'y a eu qu'une seule fois l'usage d'une arme à feu, un 22 long rifle qui a bêtement éraflé un pare-brise de véhicule blindé de la police. Aucune autre arme à feu n'a été utilisée durant les six semaines de ces événements. L'hypothèse qui a été émise a été que l'interdit d'usage de cet équipement a été fait par les vraies organisations criminelles qui en contrôlent strictement l'usage puisque c'est plutôt réservé aux professionnels qu'aux amateurs même s'il est arrivé que des amateurs s'en procurent. Une des hypothèses, c'est qu'il y a une limite à l'émotion urbaine de novembre 2005. Dans l'autre sens par contre, le contrôle territorial du point de vue des choses qui ne se font pas et des lignes que l'on ne dépasse pas existe sans passer systématiquement par la partie cercueil, enterrement et signes visibles de la suite des événements.

Deuxièmement, je voulais indiquer à Xavier que je suis à peu près sûr qu'il y a des Corses au Kamchatka aussi, et donc je ne suis pas sûr que même cette destination ait été heureuse.

Je vais donc clôturer cette séance car il est 17 heures en donnant la parole à Xavier qui va faire les conclusions et les indications techniques. En tout état de cause, merci à Monsieur Giuliani et à la fondation Robert Schuman, merci à vous d'avoir été présent, merci aux orateurs présents. J'excuse Fernando Reinares qui a dû regagner l'Espagne et qui n'a pas pu vous saluer en partant. Je donne la parole à Xavier pour la conclusion.

## **Xavier RAUFER**

Pour ceux qui n'ont pas connaissance précise de nos activités, celles du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, la documentation de la fondation Robert Schuman est à l'entrée. Ici, sur la table, vous avez toute sorte de brochures sur les stages que nous organisons, les diplômes que nous faisons et les activités que nous avons en Chine car nul n'échappe à notre influence, notre règne s'étend à toute la terre. Vous trouverez cela là-dessus. Vous vous servez généreusement sur les brochures qui sont ici.

J'ai fait circuler à travers la pièce tout à l'heure une feuille sur laquelle vous pouvez indiquer vos e-mails si nos activités intéressent des gens. S'il y a des gens qui pensent qu'un de leurs collègues peut être intéressé par nos activités, vous inscrivez leur nom, leur prénom et leur e-mail en essayant d'être lisible. Voilà pour ce qui concerne les derniers détails techniques.

Nous avons été impressionnés par la qualité de l'auditoire. Ce n'est pas tous les jours dans un monde d'agités et de futiles que l'on voit des gens passer toute une journée assis sagement, se nourrissant à leurs frais et plus généralement d'une façon sans doute austère, à prendre des notes. Nous sommes impressionnés. Nous n'allons pas faire comme au Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique nous lever et applaudir la salle, mais nous sommes très tentés de le faire. Bravo.

Ce message, c'est-à-dire « attention, il ne faut pas préparer la guerre d'avant, mais il faut préparer la guerre d'après », attention à ce que l'on ne voit pas, attention aux préjugés que l'on peut avoir, attention à l'idée fautive, attention aux instances de l'Union Européenne. Ne négligez pas la proie pour l'ombre. Il est très impressionnant de voir des avions précipiter dans des immeubles de grande hauteur et les faire tomber. Cela a fait 3 000 morts. Je ne vais pas encore donner des explications pendant une heure. A partir du moment où durablement vous vendez des armes illicites sur cette planète, il faut une garantie criminelle autrement vous mourrez. C'est aussi simple que cela. Il y a une influence majeure du crime organisé sur le trafic d'armes illicites, armes improprement appelées légères, mais en réalité, les seules armes de destruction massive existant sur cette planète – et je le prouve, chaque année, c'est l'ONU qui fait cette comptabilité à la louche, et bien entendu, nous n'avons pas tous les bulletins de décès – font 500 000 morts à la surface de la planète dont 300 000 sur le continent africain.

500 000 morts par an, c'est 57 morts par heure. Depuis que nous sommes réunis ce matin, il y a eu 400 morts à peu près du fait des armes en question. Quand je parle des armes de destruction massive, les 500 000 morts, c'est tous les ans. Une seule fois, la bombe Hiroshima a fait 125 000 morts. Souvenons-nous de la différence. Là, c'est 500 000 par an. Le crime organisé fait plus de dégâts. On ne parle même pas des trafics de médicaments où les gens meurent en faisant soigner, les trafics d'être humain, entre 800 000 et 2 millions d'êtres humains. Attention que l'Union Européenne et ses instances ne lâchent pas la proie pour l'ombre, ne s'intéressent pas uniquement à ce qui est émotif, visible des publicitaires à la télévision. Vous ne verrez jamais une entité criminelle. Vous voyez ses effets. Vous voyez des filles autour du périphérique, mais vous ne voyez pas la mafia. Vous voyez des gens mourir dans un hôpital avec une seringue dans le bras. Vous ne voyez pas le trafic. De manière très chic, nous allons conclure sur ce point par une citation de la physique d'Aristote : « *vous ne voyez jamais une force, vous voyez ses effets.* ». Vous êtes à bord d'un bateau, vous lâchez un papier et vous voyez le papier dériver sur la mer et là vous vous rendez compte qu'il y a un courant sous-jacent.

Les 600 tonnes, soit 600 000 kilos de cocaïne qui arrivent à bon port d'un continent, au Nord de l'Amérique Latine jusqu'en Afrique du Nord ne circulent pas tous seuls. Les gens qui, avec beaucoup de légèreté, nous parlent de crime sans victime ont en réalité réinventé la génération spontanée. La génération spontanée n'existe pas plus en criminologie qu'en biologie. Quand il y a de la cocaïne qui circule, c'est qu'il y a des gens qui l'ont fait circuler. Le travail des criminologues consiste à savoir qui, quand, et où. Nous n'avons pas une passion dans notre institut pour les sociologues parce qu'ils font beaucoup dans la culture de l'excuse et donc à partir du moment où des gens sont considérés comme des gentils petits ados un peu chahuteurs et où les gentils ados finissent par être 20 000 ou 30 000 et achètent en gros la cocaïne directe en Colombie parce qu'ils grillent les intermédiaires, on se rend compte qu'on a un vrai problème. Ne laissons pas par ignorance et par insouciance les choses dérapier au point où elles deviendraient incontrôlables.

Nous ne sommes pas pour la répression. Tout ce que nous faisons à 100 % relève du registre de la prévention. Il vaut mieux prévenir que guérir. Beaucoup des phénomènes criminels émergent en Europe en sont à leur début. Comme ils sont à leur début, ils sont maîtrisables ou désarmables sans trop de problèmes. Si nous attendons 10 ou 15 ans, ce sera devenu des gorilles de montagne de quatre mètres de haut, et nous aurons beaucoup de mal à les affronter. Notre message pour les instances de l'Union Européenne ce soir est : « intéressez-vous aux bourgeons et pas au baobab. Regardez les petites choses avant qu'elles deviennent grosses. » Le bourgeon est plus facile à éradiquer que le baobab. La conclusion est celle-là. Faisons attention aux signaux faibles. Regardons les petites choses. Regardons-les loin en avance.

Dans un monde chaotique, nous ne pouvons pas négliger sauf à se trouver en permanence dans la position du gardien de but au moment des tirs au penalty. C'est une position très inconfortable. 9 fois sur 10, cela passe. Une fois, on bloque aux réflexes. Les autres fois, cela passe. Certains en Europe n'ont pas réussi à parer, et c'est passé. La France pour l'instant a de la chance, mais cela va-t-il durer ? Aussi bien en matière de terrorisme ou en matière de crime organisé, faisons attention, observons, travaillons ensemble. Fernando vient de Madrid exprès alors qu'un membre de sa famille proche est vraiment très mal. Max, who doesn't speak very good French so he has

stood here the whole day without understanding one word of what was being said most of the time. 'Not entirely' is a typical British understatement, it means that he understands roughly half of what we say. J'ai passé des fois une journée à la table d'une conférence alors que des gens parlaient en russe. Je m'ennuyais un peu. Il faut bien le dire. Ils sont braves. Dans leurs pays, Fernando et Max connaissent à peu près les mêmes gens que ceux que nous connaissons dans nos pays. Au total, nous formons un ensemble de connaissances et de capacités à contacter les gens et à vérifier surtout les criminologues contrairement aux sociologues.

Les criminologues vérifient et contrôlent ce qu'ils disent. Ils ne disent pas n'importe quoi pour le plaisir de passer à la télévision. Nous avons des capacités de vérifier. Si j'ai un problème avec quelque chose qui se passe en Angleterre ou dans une des anciennes colonies britanniques, j'appelle Max. S'il a un souci en France ou avec l'Algérie, il m'appelle. Nous fonctionnons comme cela. Il faut le faire de manière plus institutionnelle. Il faut le faire à l'échelle de l'Europe. Nous pensons que nous sommes en bonne voie pour avoir les moyens de le faire et pour travailler dans le domaine de la prévision et de la prévention avec les instances de l'Union Européenne. La première pierre à cet édifice, c'était la réunion d'aujourd'hui. Nous en sommes très contents. Nous pensons que les gens qu'il fallait sont venus. J'espère que pour vous aussi cela vous a intéressé.  
(fin)